

**BUDGET
DES DÉPENSES
ET
DES RECETTES
DU MANITOBA
DE 2014**

**POUR L'EXERCICE
SE TERMINANT LE 31 MARS 2015
DÉPOSÉ POUR ADOPTION
LORS DE LA TROISIÈME SESSION
DE LA QUARANTIÈME LÉGISLATURE**

**M^{me} JENNIFER HOWARD
MINISTRE DES FINANCES**

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
Budget sommaire des recettes - Détails et conciliation avec le budget des opérations fondamentales du gouvernement . . .	7
Budget sommaire des dépenses - Détails et conciliation avec le budget des opérations fondamentales du gouvernement et avec le résultat du Budget sommaire	8
Extrait du Budget sommaire - Opérations fondamentales du gouvernement	9
Budget des recettes - Prévisions et Budget pour 2014-2015 et 2013-2014	10
Budget des dépenses - Prévisions et Budget pour 2014-2015 et 2013-2014	11
Budget des dépenses	
<hr/>	
Aperçu	15
Partie A - Fonctionnement	
Sommaires :	
Crédits législatifs et crédits à voter	19
Prévisions des dépenses 2014-2015	20
État comparatif des dépenses	21
Partie B - Investissements en immobilisations	
Sommaires :	
Crédits législatifs et crédits à voter	22
Prévisions des investissements en immobilisations 2014-2015	23
Rubriques :	
Assemblée législative (1)	25
Conseil exécutif (2)	29
Affaires autochtones et du Nord (19)	31
Agriculture, Alimentation et Développement rural (3)	35
Enfants et Perspectives pour la jeunesse (20)	41
Commission de la fonction publique (17)	44
Conservation et Gestion des ressources hydriques (12)	47
Éducation et Enseignement supérieur (16)	55
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais (6)	64
Services à la famille (9)	66
Finances (7)	72
Santé (21)	78
Logement et Développement communautaire (30)	90
Infrastructure et Transports (15)	93
Emploi et Économie (10)	105
Justice (4)	113
Travail et Immigration (11)	120
Ressources minières (18)	124
Affaires multiculturelles et Alphabétisation (44)	127
Administrations municipales (13)	129
Tourisme, Culture, Patrimoine, Sport et Protection du consommateur (14)	135

TABLE DES MATIÈRES

Crédits d'autorisation (26)	141
Mise en œuvre de certaines ententes (26-1)	142
Fonds des innovations de développement durable (26-2)	142
Initiatives concernant l'administration de la justice (26-3)	142
Rajustements liés aux services internes (26-4)	143
Autres crédits (27)	144
Urgences diverses (27-1)	145
Provision pour les pertes et dépenses des sociétés d'État et d'autres organismes gouvernementaux (27-2)	145
Commission manitobaine d'aménagement du canal de dérivation et de la route située du côté est (27-3)	145
Annexe A - Organismes de service spécial	147
Annexe B - Convention comptable pour les dépenses en capital	151

Budget des recettes

Aperçu	157
Budget des recettes	159
Recettes fiscales	161
Recettes non fiscales	162
Gouvernement du Canada	166

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Budget sommaire

Le Budget de 2014 fournit un aperçu financier du périmètre comptable du gouvernement, lequel comprend les opérations fondamentales du gouvernement et d'autres entités comptables. Les opérations fondamentales du gouvernement comprennent les opérations des ministères ainsi que les programmes et les services qu'ils offrent. Comme le prescrit le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public, les autres entités comptables sont les sociétés d'État, les entreprises publiques et les organismes publics tels que les offices régionaux de la santé, les divisions scolaires, les universités et les collèges qui sont directement ou indirectement sous le contrôle du gouvernement.

Budget des dépenses et des recettes - opérations fondamentales du gouvernement

Le présent document inclut le Budget des dépenses et des recettes relatives aux opérations fondamentales du gouvernement pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015. Le détail des intentions de dépenses et des prévisions de recettes du gouvernement pour ses opérations fondamentales est fourni tel qu'il est présenté dans le Budget sommaire de 2014. La présentation du Budget sommaire ne change en rien la structure du Budget des dépenses et des recettes par rapport aux exercices précédents.

Les tableaux 1 et 2 des prochaines pages incluent une conciliation avec le Budget sommaire. D'autres extraits du Budget sommaire fournissent des détails additionnels sur le Budget des dépenses et des recettes pour les opérations fondamentales du gouvernement, afin d'aider les députés de l'Assemblée législative qui l'examinent. Plus particulièrement, le tableau 3 offre un aperçu des opérations fondamentales du gouvernement comparativement aux prévisions et au budget de l'exercice précédent. Les tableaux 4 et 5 présentent le détail de cet aperçu. Les zones ombrées des tableaux contiennent les renseignements sur les opérations fondamentales du gouvernement tirés du Budget sommaire, après retraitement.

INTRODUCTION

Tableau 1

**Budget sommaire des recettes – Détails et conciliation avec le budget des opérations
fondamentales du gouvernement**

pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015 (en milliers de dollars)

	OPÉRATIONS FONDAMENTALES DU GOUVERNEMENT	INCIDENCES DE LA CONSOLIDATION	SOMMAIRE
Source des recettes	Budget des recettes	et recettes d'autres entités comptables	
Impôts			
Impôt sur le revenu des particuliers	3 101 900	-	3 101 900
Impôt sur les bénéfices des sociétés	530 100	-	530 100
Sous-total – Impôts	3 632 000	-	3 632 000
Autres taxes et impôts			
Impôts divers sur les corporations	268 600	-	268 600
Taxes sur les carburants	326 100	13 700	339 800
Taxe sur les transferts fonciers	89 500	-	89 500
Impôt destiné à l'enseignement et aux services de santé	446 900	(121 352)	325 548
Taxe sur les ventes au détail	2 207 000	-	2 207 000
Taxe sur le tabac	286 300	-	286 300
Autres taxes et impôts	13 956	-	13 956
Impôts fonciers pour l'éducation	-	701 480	701 480
Sous-total – Autres taxes et impôts	3 638 356	593 828	4 232 184
Droits et autres recettes			
Amendes et frais et autres frais de justice	52 187	-	52 187
Minéraux et pétrole	18 861	-	18 861
Permis et droits – Automobiles et transports routiers	150 500	-	150 500
Parcs, foresterie et conservation (autres droits)	34 190	-	34 190
Loyer de l'énergie électrique	125 000	-	125 000
Frais de service et frais divers	171 175	1 194 338	1 365 513
Partage des recettes des organismes de service spécial	18 050	-	18 050
Droits de scolarité	-	274 585	274 585
Sous-total – Droits et autres recettes	569 963	1 468 923	2 038 886
Transferts fédéraux			
Péréquation	1 749 900	-	1 749 900
Transfert canadien en matière de santé	1 156 308	-	1 156 308
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	453 200	-	453 200
Renouvellement de l'infrastructure	16 900	-	16 900
Coûts partagés et autres transferts	153 054	263 422	416 476
Sous-total – Transferts fédéraux	3 529 362	263 422	3 792 784
Recettes nettes des entreprises publiques			
Société manitobaine des alcools et des loteries	575 000	-	575 000
Société d'assurance-dépôts du Manitoba	-	22 199	22 199
Hydro-Manitoba	-	62 000	62 000
Commission des accidents du travail	-	16 663	16 663
Société d'assurance publique du Manitoba	-	16 172	16 172
Sous-total – Recettes nettes des entreprises publiques	575 000	117 034	692 034
Fonds d'amortissement et autres bénéfices nets	-	241 911	241 911
Total – Budget des recettes	11 944 681	2 685 118	14 629 799

INTRODUCTION

Tableau 2

Budget sommaire des dépenses (détails et conciliation avec le budget des opérations fondamentales du gouvernement) et résultat du Budget sommaire

pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015 (en milliers de dollars)

	OPÉRATIONS FONDAMENTALES DU GOUVERNEMENT	INCIDENCES DE LA CONSOLIDATION	SOMMAIRE
Secteur ou ministère	Budget des dépenses	et dépenses d'autres entités comptables	
Santé			
Santé	5 382 077	408 639	5 790 716
Éducation			
Éducation et Enseignement supérieur	2 430 348	1 465 059	3 895 407
Services à la famille			
Enfants et Perspectives pour la jeunesse	48 247	(13 067)	35 180
Services à la famille	1 124 762	(44 851)	1 079 911
Total – Services à la famille	<u>1 173 009</u>	<u>(57 918)</u>	<u>1 115 091</u>
Développement des communautés, de l'économie et des ressources			
Affaires autochtones et du Nord	34 226	2 967	37 193
Agriculture, Alimentation et Développement rural	209 035	206 498	415 533
Conservation et Gestion des ressources hydriques	144 236	(2 561)	141 675
Logement et Développement communautaire	79 119	146 676	225 795
Infrastructure et Transports	660 780	(160 393)	500 387
Emploi et Économie	669 545	21 574	691 119
Ressources minières	10 780	15 178	25 958
Administrations municipales	423 341	16 007	439 348
Total – Développement des communautés, de l'économie et des ressources	<u>2 231 062</u>	<u>245 946</u>	<u>2 477 008</u>
Justice et autres dépenses			
Assemblée législative	44 324	(771)	43 553
Conseil exécutif	2 679	(102)	2 577
Commission de la fonction publique	20 141	(688)	19 453
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	13 899	59 160	73 059
Finances	65 981	6 128	72 109
Justice	533 384	8 664	542 048
Travail et Immigration	25 427	13 800	39 227
Affaires multiculturelles et Alphabétisation	21 170	(240)	20 930
Tourisme, Culture, Patrimoine, Sport et			
Protection du consommateur	85 912	7 938	93 850
Crédits d'autorisation	38 124	-	38 124
Autres crédits	41 587	-	41 587
Total – Justice et autres dépenses	<u>892 628</u>	<u>93 889</u>	<u>986 517</u>
Frais de service de la dette	<u>230 000</u>	<u>642 133</u>	<u>872 133</u>
Total – Budget des dépenses	<u>12 339 124</u>	<u>2 797 748</u>	<u>15 136 872</u>
Soustraire : Total – Budget des recettes (Tableau 1)	<u>11 944 681</u>	<u>2 685 118</u>	<u>14 629 799</u>
Ressources non utilisées ou rajustements en cours d'exercice	(70 000)	(80 000)	(150 000)
RECETTES (PERTES) NETTES	<u>(324 443)</u>	<u>(32 630)</u>	<u>(357 073)</u>

Remarque : les ressources non utilisées ou rajustements en cours d'exercice pourraient constituer une augmentation des recettes ou une diminution des dépenses.

INTRODUCTION

Tableau 3

OPÉRATIONS FONDAMENTALES DU GOUVERNEMENT

pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015 (en milliers de dollars)

avec données comparatives pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

Variation en % pour
2014-2015 par

	Budget de 2014-2015	Prévisions de 2013-2014	Budget de 2013-2014	rapport à 2013-2014	
				Prévisions	Budget
RECETTES					
Impôts	3 632 000	3 459 700	3 365 600	5,0	7,9
Autres taxes et impôts	3 638 356	3 420 640	3 432 973	6,4	6,0
Droits et autres recettes	569 963	634 671	544 856	(10,2)	4,6
Transferts fédéraux	3 529 362	3 530 915	3 565 346	-	(1,0)
Recettes nettes des entreprises publiques	575 000	554 000	615 055	3,8	(6,5)
Fonds d'amortissement et autres bénéfices nets	-	-	-		
RECETTES TOTALES	11 944 681	11 599 926	11 523 830	3,0	3,7
DÉPENSES					
Santé	5 382 077	5 274 628	5 272 612	2,0	2,1
Éducation	2 430 348	2 368 222	2 368 658	2,6	2,6
Services à la famille	1 173 009	1 151 078	1 128 682	1,9	3,9
Développement des communautés, de l'économie et des ressources	2 231 062	2 168 997	2 180 418	2,9	2,3
Justice et autres dépenses	892 628	941 972	918 513	(5,2)	(2,8)
Service de la dette	230 000	225 000	230 000	2,2	-
SOUS-TOTAL – DÉPENSES	12 339 124	12 129 897	12 098 883	1,7	2,0
Poste extraordinaire					
Réserve pour les inondations touchant les Premières Nations	-	100 000	-		
DÉPENSES TOTALES	12 339 124	12 229 897	12 098 883	0,9	2,0
Frais de service et frais divers	(70 000)	(17 000)	(70 000)		
RECETTES (PERTES) NETTES	(324 443)	(612 971)	(505 053)		

Remarques :

- Les détails sur les recettes et les dépenses pour l'exercice 2014-2015 se trouvent dans les tableaux 4 et 5.
- Les obligations futures découlant du régime de retraite de la fonction publique ne sont pas comprises dans le budget des opérations fondamentales du gouvernement.
- Les prévisions et le Budget de 2013-2014 ont été ajustés pour tenir compte de la réorganisation ministérielle d'octobre 2013 et de la structure des crédits de l'exercice 2014-2015.
- Les ressources non utilisées ou rajustements en cours d'exercice pourraient constituer une augmentation des recettes ou une diminution des dépenses.

INTRODUCTION

Tableau 4

Budget des recettes – Opérations fondamentales du gouvernement

pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015 (en milliers de dollars)

Source des recettes	Budget des recettes	Prévisions de 2013-2014	Budget de 2013-2014	Variation en % pour 2014-2015 par rapport à 2013-2014	
				Prévisions	Budget
Impôts					
Impôt sur le revenu des particuliers	3 101 900	2 969 600	2 952 400		
Impôt sur les bénéfices des sociétés	530 100	490 100	413 200		
Sous-total – Impôts	3 632 000	3 459 700	3 365 600	5,0	7,9
Autres taxes et impôts					
Impôts divers sur les corporations	268 600	240 500	267 000		
Taxes sur le carburant	326 100	322 100	312 100		
Taxe sur les transferts fonciers	89 500	86 578	74 000		
Impôt destiné à l'enseignement et aux services de santé	446 900	428 500	433 500		
Taxe sur les ventes au détail	2 207 000	2 047 300	2 047 200		
Taxe sur le tabac	286 300	283 000	283 000		
Autres taxes et impôts	13 956	12 662	16 173		
Sous-total – Autres taxes et impôts	3 638 356	3 420 640	3 432 973	6,4	6,0
Droits et autres recettes					
Amendes et frais et autres frais de justice	52 187	53 443	52 030		
Minéraux et pétrole	18 861	18 397	29 074		
Permis et droits – Automobiles et transports routiers	150 500	140 530	140 530		
Parcs, foresterie et conservation (autres droits)	34 190	37 367	33 568		
Loyer de l'énergie électrique	125 000	117 215	107 700		
Frais de service et frais divers	171 175	242 588	165 074		
Partage des recettes des organismes de service spécial	18 050	25 131	16 880		
Droits de scolarité	-	-	-		
Sous-total – Droits et autres recettes	569 963	634 671	544 856	(10,2)	4,6
Transferts fédéraux					
Péréquation	1 749 900	1 799 228	1 799 228		
Transfert canadien en matière de santé	1 156 308	1 089 908	1 120 800		
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	453 200	435 390	442 753		
Renouvellement de l'infrastructure	16 900	22 100	22 100		
Coûts partagés et autres transferts	153 054	184 289	180 465		
Sous-total – Transferts fédéraux	3 529 362	3 530 915	3 565 346	-	(1,0)
Recettes nettes des entreprises publiques					
Société manitobaine des alcools et des loteries	575 000	554 000	615 055		
Société d'assurance-dépôts du Manitoba	-	-	-		
Hydro-Manitoba	-	-	-		
Commission des accidents du travail	-	-	-		
Société d'assurance publique du Manitoba	-	-	-		
Sous-total – Recettes nettes des entreprises publiques	575 000	554 000	615 055	3,8	(6,5)
Fonds d'amortissement et autres bénéfiques nets	-	-	-		
Total – Budget des recettes	11 944 681	11 599 926	11 523 830	3,0	3,7

INTRODUCTION

Tableau 5

Budget des dépenses – Opérations fondamentales du gouvernement

pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015 (en milliers de dollars)

Secteur ou ministère	Budget des dépenses	Prévisions de 2013-2014	Budget de 2013-2014	Variation en % pour 2014-2015 par rapport à 2013-2014	
				Prévisions	Budget
Santé					
Santé	5 382 077	5 274 628	5 272 612	2,0	2,1
Éducation					
Éducation et Enseignement supérieur	2 430 348	2 368 222	2 368 658	2,6	2,6
Services à la famille					
Enfants et Perspectives pour la jeunesse	48 247	47 075	47 910		
Services à la famille	1 124 762	1 104 003	1 080 772		
Total – Services à la famille	1 173 009	1 151 078	1 128 682	1,9	3,9
Développement des communautés, de l'économie et des ressources					
Affaires autochtones et du Nord	34 226	33 517	34 226		
Agriculture, Alimentation et Développement rural	209 035	227 526	211 997		
Conservation et Gestion des ressources hydriques	144 236	146 012	145 953		
Logement et Développement communautaire	79 119	79 119	79 119		
Infrastructure et Transports	660 780	616 972	638 589		
Emploi et Économie	669 545	655 473	656 365		
Ressources minières	10 780	10 780	10 780		
Administrations municipales	423 341	399 598	403 389		
Total – Développement des communautés, de l'économie et des ressources	2 231 062	2 168 997	2 180 418	2,9	2,3
Justice et autres dépenses					
Assemblée législative	44 324	41 980	42 500		
Conseil exécutif	2 679	2 679	2 679		
Commission de la fonction publique	20 141	20 141	20 141		
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	13 899	15 017	18 288		
Finances	65 981	69 098	69 834		
Justice	533 384	527 997	512 847		
Travail et Immigration	25 427	34 152	35 060		
Affaires multiculturelles et Alphabétisation	21 170	21 170	21 170		
Tourisme, Culture, Patrimoine, Sport et					
Protection du consommateur	85 912	85 111	85 773		
Crédits d'autorisation	38 124	30 571	54 928		
Autres crédits	41 587	94 056	55 293		
Total – Justice et autres dépenses	892 628	941 972	918 513	(5,2)	(2,8)
Frais de service de la dette	230 000	225 000	230 000	2,2	-
Sous-total – Budget des dépenses	12 339 124	12 129 897	12 098 883	1,7	2,0
Poste extraordinaire					
Réserve pour les inondations touchant les Premières Nations	-	100 000	-		
Total – Budget des dépenses	12 339 124	12 229 897	12 098 883	0,9	2,0
Soustraire : Total – Budget des recettes (Tableau 4)	11 944 681	11 599 926	11 523 830		
Ressources non utilisées ou rajustements en cours d'exercice	(70 000)	(17 000)	(70 000)		
RECETTES (PERTES) NETTES	(324 443)	(612 971)	(505 053)		

Remarques :

- Les obligations futures découlant du régime de retraite de la fonction publique ne sont pas comprises dans le budget des opérations fondamentales du gouvernement.
- Les ressources non utilisées ou rajustements en cours d'exercice pourraient constituer une augmentation des recettes ou une diminution des dépenses.

**BUDGET
DES DÉPENSES
DU MANITOBA
DE 2014**

**POUR L'EXERCICE
SE TERMINANT LE 31 MARS 2015**

APERÇU

Le Budget des dépenses du Manitoba pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015 donne le détail des dépenses que le gouvernement a l'intention d'engager pour ses opérations fondamentales au cours de l'exercice 2014-2015. Il énumère les crédits annuels que doit approuver l'Assemblée législative en vertu de la *Loi portant affectation de crédits*. Y figurent également, conformément à l'article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, les crédits législatifs qui ne nécessitent pas un vote de la Législature.

Les notes explicatives ci-dessous sont fournies dans le but de faciliter l'examen de ce budget.

Catégories de dépenses

Le Budget des dépenses comprend la Partie A – Fonctionnement et la Partie B – Investissements en immobilisations. Les dépenses de fonctionnement correspondent aux coûts annuels de fonctionnement des programmes fondamentaux du gouvernement et d'intérêt sur la dette publique, tandis que la section Investissements en immobilisations traite du coût d'acquisition des immobilisations corporelles en fonction de la convention comptable adoptée par la Province, en vertu de laquelle les dépenses d'immobilisations corporelles (à l'exception des immobilisations foncières) sont amorties selon la méthode « axée sur les charges » sur la durée de vie utile des biens. Ces immobilisations sont divisées en deux grandes catégories : actif général (p. ex. immeubles et matériel) et infrastructure (p. ex. routes et voies d'eau). En vertu de cette convention comptable, les demandes de crédits affectés aux investissements en immobilisations sont distinctes (Partie B), et les amortissements annuels sont inclus dans les crédits affectés aux dépenses de fonctionnement (Partie A).

Partie A - Fonctionnement

Cette partie du Budget des dépenses comprend les trois catégories suivantes :

Dépenses de fonctionnement – dépenses liées à la prestation directe des programmes et services fondamentaux du gouvernement, y compris les salaires et coûts généraux de fonctionnement, les subventions à des tierces parties et les dépenses se rapportant au paiement des crédits d'impôt, aux pensions et à d'autres provisions.

Subventions en capital – fonds accordés à des tierces parties telles que les offices de la santé, les universités et les municipalités, pour l'augmentation ou l'amélioration des immobilisations qui leur appartiennent

Coûts liés aux immobilisations – provision annuelle destinée à couvrir le coût des immobilisations utilisées pour la prestation des programmes gouvernementaux. On impute aux immobilisations corporelles déjà acquises, et on imputera à celles qui le seront pendant l'exercice 2014-2015, des frais d'intérêts pendant toute leur durée de vie utile, ainsi que des charges qui sont en fonction de taux d'amortissement prédéterminés. Reconnaître l'amortissement selon cette méthode permet d'attribuer le coût des immobilisations à leurs périodes de service.

Partie B - Investissements en immobilisations

Cette partie du Budget des dépenses correspond aux crédits pour l'achat annuel ou l'acquisition d'immobilisations corporelles qui répondent aux critères d'amortissement. On entend par immobilisations corporelles les biens dont la durée de vie utile dépasse une année et qui sont acquis, construits ou développés, et conservés pour être utilisés et non revendus. Les immobilisations corporelles dont la valeur est inférieure à la limite de capitalisation établie sont inscrites au chapitre des dépenses dans l'année de leur acquisition. Comme il a été indiqué précédemment, le coût d'amortissement annuel est représenté dans la Partie A – Fonctionnement sous la forme d'une partie du coût annuel de prestation des programmes fondamentaux du gouvernement. L'Annexe B (page 151) offre plus de détails sur la classification des éléments d'actif, les estimations de durée de vie utile et les taux d'amortissement pour l'actif général et pour l'infrastructure.

La *Loi portant affectation de crédits* prévoit des crédits affectés aux dépenses des ministères, y compris l'amortissement annuel (Partie A du Budget des dépenses), ainsi que des crédits annuels affectés aux investissements en immobilisations (Partie B). Les crédits pour la Partie A et pour la Partie B sont des crédits annuels et deviennent donc périmés à la fin de l'exercice.

APERÇU

Budget des dépenses de l'année précédente

Le Budget des dépenses de l'année précédente comprend non seulement le Budget des dépenses principal, mais aussi, le cas échéant, tout Budget des dépenses supplémentaire approuvé par l'Assemblée législative en vertu d'une loi portant affectation supplémentaire de crédits. Il n'y a pas eu de Budget des dépenses supplémentaire en 2013-2014.

Afin de pouvoir tirer des renseignements utiles de la comparaison entre les années, il peut être nécessaire de rajuster les chiffres du Budget des dépenses de l'année précédente. Ceci permet de tenir compte des réorganisations internes, ainsi que de tout autre rajustement nécessaire pour établir la comparaison. En règle générale, ces rajustements n'ont aucun effet sur le total du Budget des dépenses de l'année précédente.

Les prévisions budgétaires de l'exercice 2013-2014 ont été rajustées pour tenir compte de la réorganisation ministérielle d'octobre 2013. Ce rajustement n'a cependant pas eu d'effet sur le résultat net pour l'exercice.

Autorisations de dépenser supplémentaires

Pour la Partie A comme pour la Partie B, la Législature approuve les crédits du Budget des dépenses principal par numéros de résolutions (« Rés. n° » dans le Budget détaillé). L'autorisation de dépenser ne peut pas être transférée entre les principaux crédits, sauf s'il s'agit de transferts à partir des crédits que mentionne la rubrique intitulée « Crédits d'autorisation » (p. ex. pour la Mise en œuvre de certaines ententes). Si des dépenses supplémentaires sont nécessaires à cause de circonstances imprévues, le gouvernement doit déposer un Budget des dépenses supplémentaire et une loi portant affectation supplémentaire de crédits quand l'Assemblée siège, ou obtenir l'autorisation de faire ces dépenses par mandat spécial si l'Assemblée ne siège pas ou qu'elle a suspendu ses travaux, comme le prévoit l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Tout Budget des dépenses supplémentaire fait partie du total des crédits votés pour l'année en question comme il est indiqué ci-dessus. Les crédits du Budget des dépenses principal pour la Partie B – Investissements en immobilisations sont soumis au même processus d'autorisation.

Crédits législatifs

Les crédits législatifs sont approuvés par la Législature en vertu de lois autres que la *Loi portant affectation de crédits*. Ces crédits servent aux indemnités et allocations de retraite des députés, à diverses allocations relatives aux fonctions et obligations spéciales des députés, à certaines dépenses électorales, ainsi qu'à la dette publique. Les crédits législatifs sont indiqués par un « S » dans la colonne des résolutions du Budget détaillé. Comme l'indique le premier paragraphe, ces chiffres sont inclus dans le Budget des dépenses à titre de renseignement seulement, car ils ne font pas partie des crédits approuvés en vertu de la *Loi portant affectation de crédits*.

Crédits d'autorisation et autres crédits

En plus des ministères, le Budget comprend des rubriques séparées pour les crédits se rapportant à des programmes qui sont administrés par plusieurs ministères lorsqu'il est important de connaître le montant total accordé à chacun de ces programmes ou lorsque la répartition des fonds entre les divers ministères n'est pas encore déterminée au moment de l'impression du Budget. Dans certains cas, le ministre des Finances affecte des fonds aux ministères à partir des crédits d'autorisation, selon le besoin, grâce au pouvoir que lui accorde l'article 33 de la *Loi sur la gestion des finances publiques (Crédits d'autorisation)*. Dans d'autres cas, les ministères ont le pouvoir d'imputer directement à la rubrique ad hoc les dépenses autorisées. Plusieurs de ces programmes ont été regroupés sous la rubrique intitulée « Autres crédits ».

APERÇU

Recouvrements

Le gouvernement a comme politique de déterminer les dépenses totales de fonctionnement applicables à ses divers programmes fondamentaux en répartissant les frais généraux parmi ces programmes. Le recouvrement des coûts s'applique aux dépenses suivantes : les assurances, les locaux, les frais de bureautique, les subventions en remplacement d'impôt, les services aériens, certains avantages sociaux et les frais relatifs aux immobilisations corporelles. Le recouvrement des coûts figure généralement dans un sous-poste intitulé « Moins : Somme récupérable d'autres postes ». Cela signifie qu'une partie ou la totalité des coûts du programme sont récupérés auprès d'autres programmes par imputation aux ministères clients ou à d'autres ministères. Les sommes récupérées pour les services fournis dans le cadre de programmes ne relevant pas du périmètre comptable consolidé figurent dans les recettes.

Organismes de service spécial

Les organismes de service spécial sont des prestataires de services qui ont une responsabilité plus directe qu'un ministère gouvernemental en matière de résultats d'exploitation. Ils peuvent offrir des services directement au public, des services internes au gouvernement pour ses opérations fondamentales, des services scientifiques et technologiques, ou encore des programmes de réglementation et d'exécution des lois. Les organismes de service spécial sont créés par règlement et fonctionnent en vertu d'une charte ayant reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. Normalement, aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses annuel pour ces organismes, car ils s'autofinancent généralement à l'aide des divers droits et tarifs qu'ils appliquent. Cependant, chacun d'entre eux est mentionné dans les prévisions du ministère responsable, et une liste de ces organismes figure dans l'Annexe A à la page 147.

Documents budgétaires supplémentaires

Les documents budgétaires supplémentaires, produits par chaque ministère et déposés à l'Assemblée législative, donnent de plus amples détails sur les dépenses prévues.

PARTIE A - FONCTIONNEMENT
CRÉDITS LÉGISLATIFS ET CRÉDITS À VOTER

	PRÉVISION DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
Total des crédits législatifs	249 598	0,6	248 065
Total des crédits à voter	12 089 526	2,0	11 850 818
Total de la Partie A - Dépenses de fonctionnement	12 339 124	2,0	12 098 883

*** Conciliation**
(milliers de \$)

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	TOTAL
Partie A - Fonctionnement			
Budget des dépenses publié 2013-2014	248 065	11 850 818	12 098 883
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	248 065	11 850 818	12 098 883

PARTIE A - FONCTIONNEMENT
PRÉVISIONS DES DÉPENSES - SOMMAIRE

(milliers de \$)

	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	SUBVENTIONS EN CAPITAL	COÛTS LIÉS AUX IMMOBILISATIONS *		TOTAL
			ACTIF GÉNÉRAL	INFRASTRUCTURE	
Assemblée législative					
• Crédits législatifs	19 598	-	-	-	19 598
• Autres crédits	24 726	-	-	-	24 726
Conseil exécutif	2 679	-	-	-	2 679
Affaires autochtones et du Nord	31 577	2 543	-	106	34 226
Agriculture, Alimentation et Développement rural	204 744	3 935	356	-	209 035
Enfants et Perspectives pour la jeunesse. . .	48 247	-	-	-	48 247
Commission de la fonction publique	20 141	-	-	-	20 141
Conservation et Gestion des ressources hydriques	129 526	-	4 997	9 713	144 236
Éducation et Enseignement supérieur. . . .	2 011 264	70 398	1 523	-	2 083 185
• Aide fiscale relative à l'éducation	347 163	-	-	-	347 163
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	13 899	-	-	-	13 899
Services à la famille.	1 119 225	2 831	2 706	-	1 124 762
Finances	293 139	-	2 842	-	295 981
Santé	5 201 853	174 910	5 314	-	5 382 077
Logement et Développement communautaire.	78 728	250	141	-	79 119
Infrastructure et Transports	295 645	-	65 142	299 993	660 780
Emploi et Économie.	655 658	-	13 887	-	669 545
Justice	529 368	-	4 016	-	533 384
Travail et Immigration	25 093	-	334	-	25 427
Ressources minières.	10 140	-	640	-	10 780
Affaires multiculturelles et Alphabétisation . .	21 170	-	-	-	21 170
Administrations municipales	109 560	313 781	-	-	423 341
Tourisme, Culture, Patrimoine, Sport et Protection du consommateur	85 632	-	280	-	85 912
Crédits d'autorisation.	38,124	-	-	-	38 124
Autres crédits	41 587	-	-	-	41 587
TOTAL	11 358 486	568 648	102 178	309 812	12 339 124

* Comprend les coûts d'amortissement liés aux immobilisations corporelles déjà acquises et celles qui seront acquises pendant l'exercice 2014-2015, ainsi que les frais d'intérêts imputés annuellement à la valeur de ces immobilisations pendant toute leur vie utile.

PARTIE A - FONCTIONNEMENT
ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES

	PRÉVISION DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
Assemblée législative			
• Crédits législatifs	19 598	8,5	18 065
• Autres crédits	24 726	1,2	24 435
Conseil exécutif	2 679	-	2 679
Affaires autochtones et du Nord	34 226	-	34 226
Agriculture, Alimentation et Développement rural	209 035	(1,4)	211 997
Enfants et Perspectives pour la jeunesse	48 247	0,7	47 910
Commission de la fonction publique	20 141	-	20 141
Conservation et Gestion des ressources hydriques	144 236	(1,2)	145 953
Éducation et Enseignement supérieur	2 083 185	2,0	2 043 218
• Aide fiscale relative à l'éducation	347 163	6,7	325 440
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	13 899	(24,0)	18 288
Services à la famille	1 124 762	4,1	1 080 772
Finances	295 981	1,3	299 834
Santé	5 382 077	2,1	5 272 612
Logement et Développement communautaire	79 119	-	79 119
Infrastructure et Transports	660 780	3,5	638 589
Emploi et Économie	669 545	2,0	656 365
Justice	533 384	4,0	512 847
Travail et Immigration	25 427	(27,5)	35 060
Ressources minières	10 780	-	10 780
Affaires multiculturelles et Alphabétisation	21 170	-	21 170
Administrations municipales	423 341	4,9	403 389
Tourisme, Culture, Patrimoine, Sport et Protection du consommateur	85 912	0,2	85 773
Crédits d'autorisation	38 124	(30,6)	54 928
Autres crédits	41 587	(24,8)	55 293
TOTAL	12 339 124	2,0	12 098 883

**PARTIE B - INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS
CRÉDITS LÉGISLATIFS ET CRÉDITS À VOTER**

	PRÉVISION DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
Total des crédits législatifs	-	-	-
Total des investissements en immobilisations à voter	<u>741 579</u>	6,6	<u>695 695</u>
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	<u><u>741 579</u></u>	6,6	<u><u>695 695</u></u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	TOTAL
Partie B - Investissements en immobilisations			
Prévisions des investissements en immobilisations publiées en 2013-2014	<u>-</u>	<u>695 695</u>	<u>695 695</u>
Prévisions des investissements en immobilisations 2013-2014 (après rajustement)	<u>-</u>	<u>695 695</u>	<u>695 695</u>

PARTIE B
PRÉVISIONS DES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS 2014-2015

	PRÉVISION DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
Agriculture, Alimentation et Développement rural	250	-	250
Conservation et Gestion des ressources hydriques	30 529	25,0	24 427
Éducation et Enseignement supérieur.....	100	-	100
Services à la famille	672	390,5	137
Finances	500	-	500
Santé	1 040	(39,2)	1 711
Infrastructure et Transports	682 920	7,3	636 530
Emploi et Économie.....	3 988	(60,1)	10 000
Justice	2 831	(14,9)	3 326
Ressources minières.....	196	n/a	-
Tourisme, Culture, Patrimoine, Sport et Protection du consommateur ...	110	-	110
Rajustements liés aux services internes (crédits d'autorisation)	18 443	(0,9)	18 604
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	741 579	6,6	695 695

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1)			
Partie A - Fonctionnement (crédits législatifs)			
1. Indemnités (crédits législatifs)	5 276	4,4	5 052
2. Prestations de retraite (crédits législatifs)	3 341	2,1	3 272
3. Dépenses des députés (crédits législatifs)	8 793	-	8 793
4. Financement des élections (crédits législatifs)	2 188	130,8	948
Sous-total	19 598	8,5	18 065
Partie A - Fonctionnement (crédits à voter)			
5. Autres dépenses de l'Assemblée	9 392	2,4	9 176
6. Bureau du vérificateur général	6 883	0,2	6 869
7. Bureau de l'ombudsman	3 245	(0,3)	3 256
8. Bureau du directeur général des élections	1 511	0,3	1 507
9. Bureau du protecteur des enfants	3 695	1,9	3 627
Sous-total	24 726	1,2	24 435
Total de la Partie A - Fonctionnement	44 324	4,3	42 500
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	24 726	1,2	24 435
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total des crédits à voter	24 726	1,2	24 435
Crédits législatifs	19 598	8,5	18 065
Total de la Partie A - Fonctionnement	44 324	4,3	42 500

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014	42 560
Transfert de crédits allant à :	
- Emploi et Économie	(60)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	42 500

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
Partie A - Fonctionnement				
S	1.	Indemnités (crédits législatifs)	5 276	5 052
		Indemnités des députés.		
	a)	Députés	5 102	4 880
	b)	Indemnités supplémentaires	174	172
S	2.	Prestations de retraite (crédits législatifs)	3 341	3 272
		Prestations de retraite des députés; cotisations de contrepartie au régime enregistré d'épargne-retraite des députés.		
	a)	Prestations de retraite et remboursements	3 324	3 253
	b)	Régime enregistré d'épargne-retraite	17	19
S	3.	Dépenses des députés (crédits législatifs)	8 793	8 793
		Remboursement des dépenses des députés liées à leurs fonctions et devoirs spéciaux.		
	a)	Dépenses de circonscription	2 791	2 736
	b)	Loyer des bureaux de circonscription	688	650
	c)	Résidence temporaire et indemnité de séjour	447	462
	d)	Indemnité de transport quotidien	5	5
	e)	Indemnité de déplacement	1 000	1 126
	f)	Allocation relative aux besoins spéciaux et au fonctionnement	164	162
	g)	Impression et affranchissement	650	650
	h)	Dépenses des comités	5	5
	i)	Adjoints de circonscription	3 043	2 997
S	4.	Financement des élections (crédits législatifs)	2 188	948
		Paiement des dépenses électorales pour les élections partielles et les élections générales dans la province.		
			1 744	843
	a)	Dépenses aux termes de la <i>Loi électorale</i>		
	b)	Dépenses aux termes de la <i>Loi sur le financement des élections</i>	444	105

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
1.1	5.	Autres dépenses de l'Assemblée Soutien administratif de l'Assemblée législative.	9 392	9 176
	a)	Bureau du chef de l'opposition officielle		
	1)	Traitement du chef de l'opposition officielle	49	46
	2)	Autres salaires et avantages sociaux	228	234
	3)	Autres dépenses	61	59
		Sous-total a)	338	339
	b)	Salaires et avantages sociaux	6 704	6 637
	c)	Autres dépenses	2 350	2 200
1.2	6.	Bureau du vérificateur général Vérification indépendante des comptes du Trésor et de divers comités, commissions et organismes gouvernementaux, et présentation des résultats de ce travail en conformité avec les dispositions de la <i>Loi sur le vérificateur général</i> .	6 883	6 869
	a)	Salaires et avantages sociaux	5 442	5 442
	b)	Autres dépenses	1 441	1 427
1.3	7.	Bureau de l'ombudsman Reçoit les plaintes et fait enquête conformément à la <i>Loi sur l'ombudsman</i> , à la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> et à la <i>Loi sur les renseignements médicaux personnels</i> . Redresse les torts subis lorsque la plainte est légitime et le redressement possible. Étudie les questions relatives à la protection de la vie privée et à la confidentialité des renseignements personnels.	3 245	3 256
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 722	2 737
	b)	Autres dépenses	523	519
1.4	8.	Bureau du directeur général des élections Conformément à la <i>Loi électorale</i> , le Bureau est chargé d'inscrire les électeurs, de superviser les élections et de produire les rapports exigés. Conformément à la <i>Loi sur le financement des élections</i> , il veille à ce que, chaque année et à chaque élection, les partis politiques, les candidats et les associations de circonscription se conforment aux dispositions de la <i>Loi</i> et communiquent les renseignements obligatoires.	1 511	1 507
	a)	Salaires et avantages sociaux	1 176	1 169
	b)	Autres dépenses	335	338

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
1.5	9.	Bureau du protecteur des enfants	3 695	3 627
		Veille au respect des droits, des intérêts et des préférences des enfants qui reçoivent des services de protection.		
		a) Salaires et avantages sociaux	2 723	2 661
		b) Autres dépenses	972	966
		Total de la Partie A - Fonctionnement	44 324	42 500

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
---------	-------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

CONSEIL EXÉCUTIF (2)

Partie A - Fonctionnement

1. Administration	2 679	-	2 679
Total de la Partie A - Fonctionnement	2 679	-	2 679

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	2 679	-	2 679
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	2 679	-	2 679

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014	2 622
Transfert de crédits venant de :	
- Crédits d'autorisation - Rajustements liés aux services internes	72
Transfert de crédits allant à :	
- Emploi et Économie	(15)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	2 679

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
CONSEIL EXÉCUTIF (2), suite				
Partie A - Fonctionnement				
2.1	1.	Administration.....	2 679	2 679
		Indemnités du Conseil exécutif; soutien du cabinet du premier ministre; fonctionnement du Conseil exécutif.		
	a)	Traitement du premier ministre et président du Conseil exécutif	56	56
	b)	Direction et administration		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 391	2 391
	2)	Autres dépenses	232	232
		Sous-total b)	2 623	2 623
Total de la Partie A - Fonctionnement			2 679	2 679

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD (19)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Direction générale	1 062	(5,7)	1 126
2. Opérations	33 058	0,2	32 994
3. Coûts liés aux immobilisations	106	-	106
Total de la Partie A - Fonctionnement	34 226	-	34 226
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	31 577	1,9	30 977
Subventions en capital	2 543	(19,1)	3 143
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	106	-	106
Total de la Partie A - Fonctionnement	34 226	-	34 226

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014	34 249
Transfert de crédits allant à :	
- Emploi et Économie	(23)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	34 226

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD (19), suite				
Partie A - Fonctionnement				
19.1	1.	Direction générale	1 062	1 126
		Direction, contrôle, planification et coordination de la politique et des programmes du ministère.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	762	824
	2)	Autres dépenses	263	265
		Sous-total b)	1 025	1 089
19.2	2.	Opérations	33 058	32 994
		Soutien administratif du ministère; contribution aux services municipaux et aide financière et technique aux collectivités du Nord; élaboration de lignes directrices, de stratégies et de programmes axés sur le développement du Nord; coordination du dossier des droits fonciers issus des traités et du Programme d'application de la Convention sur l'inondation des terres du Nord; contribution aux dépenses de fonctionnement du Fonds de développement économique local; élaboration de lignes directrices et coordination de négociations fédérales-provinciales et interprovinciales, et travaux de recherche connexes, en ce qui touche les dossiers de la population autochtone du Manitoba; soutien aux initiatives de la communauté autochtone grâce au Fonds de développement économique et de mise en valeur des ressources pour les Autochtones.		
	a)	Services financiers et administratifs		
	1)	Salaires et avantages sociaux	320	322
	2)	Autres dépenses	89	90
		Sous-total a)	409	412
	b)	Développement des administrations locales		
	1)	Soutien des programmes et des opérations		
	a)	Salaires et avantages sociaux	263	262
	b)	Autres dépenses	88	88
	c)	Opérations communautaires	10 151	10 151
	d)	Services régionaux	1 305	1 305
	e)	Subventions	323	323
	f)	Initiative d'alimentation saine dans le Nord	1 247	585
	g)	Subventions en capital	1 150	1 750
	h)	Aide en capital aux collectivités	1 393	1 393
			15 920	15 857
	i)	Moins : Somme récupérable du Fonds de croissance du Manitoba	(900)	(1 500)
		Sous-total 1)	15 020	14 357

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD (19), suite				
	2)	Région du Nord		
		a) Salaires et avantages sociaux	1 222	1 242
		b) Autres dépenses	357	358
		Sous-total 2)	1 579	1 600
	3)	Région du Centre-Nord		
		a) Salaires et avantages sociaux	1 080	1 078
		b) Autres dépenses	297	298
		Sous-total 3)	1 377	1 376
	4)	Fonds des affaires du Nord		
		a) Salaires et avantages sociaux	282	293
		b) Autres dépenses	50	52
		Sous-total 4)	332	345
	5)	Services de planification et d'élaboration de programmes		
		a) Salaires et avantages sociaux	689	584
		b) Autres dépenses	135	136
		Sous-total 5)	824	720
		Sous-total b)	19 132	18 398
	c)	Secrétariat des affaires autochtones		
	1)	Services de soutien		
		a) Salaires et avantages sociaux	394	389
		b) Autres dépenses	81	81
		Sous-total 1)	475	470
	2)	Gestion des ententes et consultations de la Couronne		
		a) Salaires et avantages sociaux	941	956
		b) Autres dépenses	316	318
		c) Mise en œuvre des ententes	679	679
		Sous-total 2)	1 936	1 953
	3)	Politiques et initiatives stratégiques		
		a) Salaires et avantages sociaux	1 188	1 192
		b) Autres dépenses	356	357
		c) Programmes de développement pour les Autochtones	2 782	2 782
		d) Fonds de développement économique et de mise en valeur des ressources pour les Autochtones	910	910
		e) Partenaires pour des carrières	200	200
		f) Fonds de croissance économique	4 200	4 850
		Sous-total 3)	9 636	10 291
		Sous-total c)	12 047	12 714
	d)	Fonds de développement économique local	1 470	1 470

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD (19), suite				
19.3	3.	Coûts liés aux immobilisations	106	106
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Infrastructure		
		1) Amortissement	46	46
		2) Frais d'intérêts	60	60
		Sous-total a)	106	106
		Total de la Partie A - Fonctionnement	34 226	34 226

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
---------	-------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET DÉVELOPPEMENT RURAL (3)

Partie A - Fonctionnement

1. Administration et finances	4 007	(0,7)	4 036
2. Politique et innovation en agriculture	11 102	4,9	10 583
3. Programmes de gestion des risques, de crédit et de soutien du revenu	137 592	(1,4)	139 571
4. Développement et promotion de l'industrie agricole	16 753	(9,2)	18 444
5. Développement économique rural et agroalimentaire	39 225	0,6	39 007
6. Coûts liés aux immobilisations	356	-	356
Total de la Partie A - Fonctionnement	209 035	(1,4)	211 997

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	204 744	(0,4)	205 627
Subventions en capital	3 935	(34,6)	6 014
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	356	-	356
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	209 035	(1,4)	211 997

Partie B - Investissements en immobilisations

3. Immobilisations			
Actif général	250	-	250
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	250	-	250

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014 - Agriculture, Alimentation et Initiatives Rurales	214 643
Transfert de crédits venant de :	
- Administrations municipales	(2 984)
- Crédits d'autorisation - Programme de réduction des émissions	500
Transfert de crédits allant à :	
- Emploi et Économie	(162)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	211 997

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET DÉVELOPPEMENT RURAL (3), suite				
Partie A - Fonctionnement				
3.1	1.	Administration et finances	4 007	4 036
		Haute direction, planification stratégique et contrôle des politiques et programmes du ministère. Fournit, entre autres, des services de gestion financière et administrative, de comptabilité et de contrôle financier, ainsi que des services relatifs à l'obligation redditionnelle et aux technologies de l'information.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	674	679
	2)	Autres dépenses	80	80
		Sous-total b)	754	759
	c)	Direction générale de la planification stratégique et de l'information ministérielle		
	1)	Salaires et avantages sociaux	537	565
	2)	Autres dépenses	133	133
		Sous-total c)	670	698
	d)	Services financiers et administratifs		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 158	1 155
	2)	Autres dépenses	350	350
		Sous-total d)	1 508	1 505
	e)	Technologies de l'information		
	1)	Salaires et avantages sociaux	843	842
	2)	Autres dépenses	195	195
		Sous-total e)	1 038	1 037
3.2	2.	Politique et innovation en agriculture	11 102	10 583
		Coordonne l'élaboration des programmes, de la politique et des dispositions législatives à long terme du ministère. Effectue des recherches et des analyses et fournit des statistiques sur l'agriculture et l'alimentation et des renseignements sur l'industrie. Fournit un service de soutien et des fonds pour l'administration de divers conseils et commissions. Offre un soutien professionnel et des programmes dans les domaines suivants : diversification, recherche, innovation et adaptation. Fournit un service de liaison et de coordination de la recherche effectuée en collaboration avec les organismes de recherche agroalimentaire provinciaux et fédéraux.		
	a)	Élaboration et analyse des politiques		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 648	2 661
	2)	Autres dépenses	469	469
		Sous-total a)	3 117	3 130

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET DÉVELOPPEMENT RURAL (3), suite				
	b)	Innovation en agriculture et adaptation		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 264	1 268
	2)	Autres dépenses	330	330
	3)	Subventions	4 115	4 115
		Sous-total b)	5 709	5 713
	c)	Conseils, commissions et législation		
	1)	Salaires et avantages sociaux	630	594
	2)	Autres dépenses	246	246
		Sous-total c)	876	840
	d)	Initiative de développement durable de l'agriculture	400	400
	e)	Programme de promotion de la bioénergie du Manitoba	1 000	500
3.3	3.	Programmes de gestion des risques, de crédit et de soutien du revenu . . .	137 592	139 571
		<i>Société des services agricoles du Manitoba</i> : offre divers programmes, y compris des programmes de prêts directs, de garanties d'emprunt, d'assurance agricole, d'indemnisation des dommages causés par la faune et d'aide d'urgence, qui contribuent à la stabilité financière des producteurs agricoles et de l'économie rurale du Manitoba.		
		<i>Stabilisation du revenu agricole</i> : verse la contribution du Manitoba dans le cadre de programmes de stabilisation, en vue d'aider les agriculteurs qui subissent une diminution de revenu à gérer leur exploitation agricole.		
		<i>Remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles</i> : offre un remboursement de la taxe scolaire appliquée aux terres agricoles.		
	a)	Société des services agricoles du Manitoba		
	1)	Administration et coûts liés aux prêts	9 917	8 472
	2)	Programme Agri-protection	57 532	67 163
	3)	Indemnisation des dommages causés par la faune	1 558	1 618
		Sous-total a)	69 007	77 253
	b)	Stabilisation du revenu agricole	33 271	28 771
	c)	Remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles	36 039	34 272
	d)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(725)	(725)

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET DÉVELOPPEMENT RURAL (3), suite				
3.4	4.	Développement et promotion de l'industrie agricole	16 753	18 444
		Offre un soutien technique, un leadership, des services spécialisés et des renseignements afin de favoriser le développement de l'industrie agroalimentaire et de l'économie rurale du Manitoba. Élabore des programmes scientifiques de pointe dans les domaines spécialisés suivants : la production animale et végétale, la santé des animaux, la protection des animaux, la salubrité des aliments et la durabilité de l'environnement. Fournit des conseils pour veiller à la salubrité des aliments ainsi qu'à la lutte contre les maladies du bétail et les maladies qui touchent les cultures, et à leur prévention.		
	a)	Élevage du bétail		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 877	4 945
		2) Autres dépenses	1 751	1 751
		3) Subventions	495	495
		Sous-total a)	7 123	7 191
	b)	Bureau du vétérinaire en chef et Centre de compétence pour la salubrité des aliments		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 732	3 647
		2) Autres dépenses	1 936	1 982
		3) Subventions	11	11
		4) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(616)	-
		Sous-total b)	5 063	5 640
	c)	Cultures		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 678	2 663
		2) Autres dépenses	1 146	1 146
		3) Subventions	51	51
		Sous-total c)	3 875	3 860
	d)	Agroenvironnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 236	1 218
		2) Autres dépenses	256	256
		3) Programme d'aide financière à la gestion des déjections animales	1 500	3 579
		Sous-total d)	2 992	5 053
	e)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(2 300)	(3 300)

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET DÉVELOPPEMENT RURAL (3), suite				
3.5	5.	Développement économique rural et agroalimentaire	39 225	39 007
		Prestation directe et soutien de programmes pour améliorer la rentabilité des exploitations familiales et de l'industrie agricole, et pour bâtir des communautés rurales durables. Fournit une direction et du soutien spécialisé dans les secteurs prioritaires que sont la gestion d'entreprises agricoles, le leadership en milieu rural, les terres domaniales agricoles, la transformation à valeur ajoutée, le développement économique communautaire et rural, la transformation des aliments ainsi que la commercialisation et le marketing des produits alimentaires.		
	a)	Centres Profitons des possibilités de croissance		
		1) Salaires et avantages sociaux	10 096	9 932
		2) Autres dépenses	4 444	4 444
		3) Subventions	376	376
		Sous-total a)	14 916	14 752
	b)	Valeur ajoutée et développement économique rural		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 245	2 234
		2) Autres dépenses	846	846
		3) Subventions	656	651
		Sous-total b)	3 747	3 731
	c)	Centre de développement de produits alimentaires	2 020 (1)	2 020
	d)	Commercialisation et marketing de produits alimentaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 363	1 320
		2) Autres dépenses	343	343
		3) Subventions	359	359
		Sous-total d)	2 065	2 022
	e)	Subventions d'infrastructure	1 240	1 240
	f)	Possibilités de croissance en milieu rural	360	130
	g)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(6 523)	(6 288)
	h)	Initiatives de développement économique rural	21 400	21 400

1. Le Centre de développement de produits alimentaires est un organisme de service spécial pour lequel le ministère prévoit une aide de fonctionnement dans le Budget des dépenses 2014-2015 (voir page 147).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET DÉVELOPPEMENT RURAL (3), suite				
3.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	356	356
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	275	275
	b)	Frais d'intérêts	81	81
		Total de la Partie A - Fonctionnement	209 035	211 997
<hr/>				
Partie B - Investissements en immobilisations				
3.7	3.	Immobilisations.....	250	250
		Acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	250	250

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
ENFANTS ET PERSPECTIVES POUR LA JEUNESSE (20)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	1 112	2,9	1 081
2. Bureau d'Enfants en santé Manitoba	30 665	(0,6)	30 856
3. Perspectives pour la jeunesse	16 470	3,1	15 973
Total de la Partie A - Fonctionnement	48 247	0,7	47 910
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	48 247	0,7	47 910
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	48 247	0,7	47 910

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014	47 910
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	47 910

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
ENFANTS ET PERSPECTIVES POUR LA JEUNESSE (20), suite				
Partie A - Fonctionnement				
20.1	1.	Administration et finances	1 112	1 081
		Haute direction, planification et contrôle des politiques et programmes du ministère. Services financiers, administratifs et de technologies de l'information centralisés. Traitement du ministre		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	609	605
	2)	Autres dépenses	64	64
		Sous-total b)	673	669
	c)	Services financiers et administratifs	402	375
20.2	2.	Bureau d'Enfants en santé Manitoba	30 665	30 856
		Sous la direction du Comité ministériel pour Enfants en santé, coordination de la politique publique du gouvernement du Manitoba axée sur l'enfant et de sa stratégie interministérielle à long terme de prévention et d'intervention précoce auprès des enfants et des adolescents, en donnant la priorité au développement du jeune enfant. Mise en œuvre de la stratégie « Enfants en santé Manitoba » par l'entremise d'un large éventail de partenariats avec des ministères, d'autres ordres de gouvernement, des coalitions axées sur les parents et les enfants, un comité consultatif provincial et un large réseau de partenaires communautaires. Salaires et avantages sociaux		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 275	2 290
	b)	Autres dépenses	569	570
	c)	Aide financière et subventions	27 821	27 996
20.3	3.	Perspectives pour la jeunesse	16 470	15 973
		<i>Jeunesse</i> : Jeunesse Manitoba veille à ce que tous les jeunes du Manitoba aient accès à des soutiens et à des occasions de maximiser leur potentiel, réussissent à l'école, au travail et dans la communauté, et bénéficient d'une transition positive vers l'âge adulte.		
		<i>Loisirs et services régionaux</i> : appuie et renforce le réseau de services de loisirs aux niveaux local, régional et provincial; améliore le bien-être individuel et communautaire grâce à un réseau de services décentralisés.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
ENFANTS ET PERSPECTIVES POUR LA JEUNESSE (20), suite				
<i>Prévention du crime</i> : coordination et mise en œuvre de politiques et de programmes de prévention du crime fondés sur des données probantes qui visent à empêcher les particuliers d'avoir des démêlés avec le système judiciaire. Financement d'initiatives spéciales, gestion des rapports entre le ministère et les organismes, et collaboration avec d'autres ordres de gouvernement pour mettre en œuvre des initiatives innovatrices.				
	a)	Jeunesse		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 266	2 274
		2) Autres dépenses	862	862
		3) Organismes externes	15 952	15 452
		Sous-total a)	19 080	18 588
	b)	Loisirs et services régionaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 511	1 516
		2) Autres dépenses	442	442
		3) Organismes externes	2 300	2 300
		Sous-total b)	4 253	4 258
	c)	Prévention du crime		
		1) Salaires et avantages sociaux	620	623
		2) Autres dépenses	118	138
		3) Organismes externes	1 039	1 006
		Sous-total c)	1 777	1 767
	d)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(8 640)	(8 640)
Total de la Partie A - Fonctionnement			48 247	47 910

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
---------	-------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17)

Partie A - Fonctionnement

1. Commission de la fonction publique.	20 141	-	20 141
Total de la Partie A - Fonctionnement	20 141	-	20 141

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement.	20 141	-	20 141
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure.	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	20 141	-	20 141

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014.	20 200
Transfert de fonctions allant à :	
- Finances.	(15)
Transfert de crédits allant à :	
- Emploi et Économie	(44)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	20 141

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17), suite				
Partie A - Fonctionnement				
17.1	1.	Commission de la fonction publique	20 141	20 141
		<i>Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre</i> : offre des services d'orientation de la gestion et de coordination des programmes de la Commission; conseille le gouvernement sur les questions relatives aux ressources humaines; fournit des services de conseils, de consultation et d'administration au Conseil de la Commission de la fonction publique.		
		<i>Politiques et programmes</i> : élabore des initiatives, des politiques et des programmes en vue d'appuyer et d'inspirer la fonction publique.		
		<i>Services de ressources humaines</i> : offre conseils et orientation aux ministères et organismes gouvernementaux pour l'élaboration et la mise en œuvre des services de ressources humaines afin d'attirer et de retenir une fonction publique de haute qualité; chargé de la formation du personnel et des services de développement organisationnel pour l'ensemble des ministères et d'autres clients du secteur public.		
		<i>Équité, perfectionnement professionnel et formation en stages</i> : permet au gouvernement d'assurer le recrutement et la promotion des employés conformément aux objectifs globaux de recrutement, de rétention, de participation et de diversité.		
		<i>Programme d'aide aux employés</i> : chargé de voir à ce que les employés qui demandent eux-mêmes de l'aide parce qu'ils éprouvent divers problèmes personnels et interpersonnels ayant des effets négatifs sur leur vie familiale et professionnelle reçoivent toute l'aide qu'il leur faut, en offrant des services de counselling et d'intervention.		
	a)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	482	475
		2) Autres dépenses	86	86
		Sous-total a)	568	561
	b)	Politiques et programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 801	1 806
		2) Autres dépenses	895	895
			2 696	2 701
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(277)	(277)
		Sous-total b)	2 419	2 424
	c)	Services de ressources humaines		
		1) Salaires et avantages sociaux	14 660	14 706
		2) Autres dépenses	2 602	2 602
			17 262	17 308
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(1 588)	(1 588)
		Sous-total c)	15 674	15 720

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17), suite				
	d)	Équité, perfectionnement professionnel et formation en stages		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 299	2 267
	2)	Autres dépenses	86	86
			<hr/>	<hr/>
			2 385	2 353
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(1 671)	(1 671)
		Sous-total d)	<hr/> 714	<hr/> 682
	e)	Programme d'aide aux employés		
	1)	Salaires et avantages sociaux	805	788
	2)	Autres dépenses	184	184
			<hr/>	<hr/>
			989	972
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(223)	(218)
		Sous-total e)	<hr/> 766	<hr/> 754
		Total de la Partie A - Fonctionnement	<hr/> 20 141 <hr/>	<hr/> 20 141 <hr/>

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
---------	-------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (12)

Partie A - Fonctionnement

1. Administration et finances	10 001	(2,9)	10 300
2. Parcs et services régionaux	66 271	(0,5)	66 593
3. Biodiversité et aménagement du territoire	21 112	(2,3)	21 606
4. Gérance de l'environnement	12 201	(3,3)	12 612
5. Gestion des ressources hydriques	19 941	(11,2)	22 468
6. Coûts liés aux immobilisations	14 710	18,9	12 374
Total de la Partie A - Fonctionnement	144 236	(1,2)	145 953

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	129 526	(3,0)	133 579
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	4 997	32,9	3 760
Infrastructure	9 713	12,8	8 614
Total de la Partie A - Fonctionnement	144 236	(1,2)	145 953

Partie B - Investissements en immobilisations

12. Immobilisations			
Actif général	11 916	38,8	8 588
Infrastructure	18 613	17,5	15 839
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	30 529	25,0	24 427

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014	146 391
Transfert de fonctions allant à :	
- Finances	(59)
Transfert de crédits allant à :	
- Emploi et Économie	(379)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	145 953

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (12), suite				
Partie A - Fonctionnement				
12.1	1.	Administration et finances	10 001	10 300
		Haute direction et services à l'ensemble du ministère : services financiers, technologies de l'information, ventes de cartes, soutien saisonnier, bibliothèque et autre soutien administratif.		
		<i>Commission de protection de l'environnement</i> : évalue les répercussions environnementales des projets de développement, fait des recommandations et donne des conseils à ce sujet; enquête à l'échelle du Manitoba sur toute question importante se rapportant à l'environnement; entreprend, au besoin, des activités éducatives destinées au grand public.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	765	752
	2)	Autres dépenses	182	182
		Sous-total b)	947	934
	c)	Services administratifs et financiers		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 958	4 076
	2)	Autres dépenses	1 254	1 287
		Sous-total c)	5 212	5 363
	d)	Politique gouvernementale des terres domaniales		
	1)	Salaires et avantages sociaux	252	257
	2)	Autres dépenses	16	16
		Sous-total d)	268	273
	e)	Commission de protection de l'environnement		
	1)	Salaires et avantages sociaux	338	337
	2)	Autres dépenses	303	303
		Sous-total e)	641	640
	f)	GéoManitoba		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 273	3 398
	2)	Autres dépenses	1 244	1 276
			4 517	4 674
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(1 621)	(1 621)
		Sous-total f)	2 896	3 053

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (12), suite				
12.2	2.	Parcs et services régionaux	66 271	66 593
		À l'échelle communautaire, coordination et intégration des programmes et services liés aux parcs, à l'environnement et à la conservation; mise en application des lois et des règlements. Programmes d'intervention d'urgence en cas d'incendie de forêt.		
	a)	Bureau principal des opérations		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 678	2 643
		2) Autres dépenses	1 004	1 140
		Sous-total a)	3 682	3 783
	b)	Région du Nord-Ouest		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 991	2 059
		2) Autres dépenses	626	643
		Sous-total b)	2 617	2 702
	c)	Région du Nord-Est		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 536	2 524
		2) Autres dépenses	963	984
		Sous-total c)	3 499	3 508
	d)	Région du Centre		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 827	3 720
		2) Autres dépenses	1 096	1 124
		Sous-total d)	4 923	4 844
	e)	Région de l'Est		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 749	3 732
		2) Autres dépenses	763	789
		Sous-total e)	4 512	4 521
	f)	Région de l'Ouest		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 636	3 553
		2) Autres dépenses	1 055	1 082
		Sous-total f)	4 691	4 635
	g)	Parcs et zones protégées		
		1) Salaires et avantages sociaux	15 811	15 805
		2) Autres dépenses	9 757	9 820
		3) Subventions	461	472
			26 029	26 097
	4)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(472)	(472)
		Sous-total g)	25 557	25 625

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (12), suite				
	h)	Programme de prévention des incendies et d'intervention d'urgence		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 694	6 625
		2) Autres dépenses	10 596	10 850
			17 290	17 475
		3) Moins : Somme récupérable d'Urgences diverses	(500)	(500)
		Sous-total h)	16 790	16 975
12.3	3.	Biodiversité et aménagement du territoire	21 112	21 606
		Gestion stratégique des ressources naturelles du Manitoba (parcs, terres, forêts et faune) conformément aux principes du développement durable.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	191	195
		2) Autres dépenses	244	303
		Sous-total a)	435	498
	b)	Forêts et gestion des tourbières		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 563	5 562
		2) Autres dépenses	3 903	3 923
		3) Subventions	41	41
		4) Plants pour la régénération forestière	545	545
			10 052	10 071
		5) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(1 608)	(1 608)
		Sous-total b)	8 444	8 463
	c)	Faune		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 602	3 678
		2) Autres dépenses	1 786	1 786
		3) Subventions	874	874
		4) Entente Canada-Manitoba sur la prévention des dommages causés aux récoltes par la sauvagine	178	354
		Sous-total c)	6 440	6 692
	d)	Fonds de mise en valeur du milieu écologique	45	45
	e)	Pépinière forestière Pineland	-	-
			(1)	-

1. La pépinière forestière Pineland est un organisme de service spécial pour lequel aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2014-2015 (voir page 147).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (12), suite				
	f)	Terres		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 632	1 587
		2) Autres dépenses	4 358	4 505
		3) Subventions	234	234
		Sous-total f)	6 224	6 326
	g)	Institut international du développement durable	1 013	1 013
	h)	Relations avec la communauté autochtone		
		1) Salaires et avantages sociaux	417	465
		2) Autres dépenses	169	179
		Sous-total h)	586	644
	i)	Wabanong Nakaygum Okimawin	335	335
	j)	Moins : Somme récupérable du Fonds des innovations de développement durable	(2 410)	(2 410)
12.4	4.	Gérance de l'environnement	12 201	12 612
		Élabore et coordonne la mise en œuvre des programmes provinciaux ayant trait au changement climatique et à la prévention de la pollution, et veille à l'évaluation des répercussions environnementales des projets de développement. Programmes d'intervention d'urgence en cas d'urgences environnementales.		
		Veille à l'élaboration de lois et de règlements, de lignes directrices, de plans et de programmes visant la protection et la gestion durables des ressources et de l'environnement du Manitoba. Assure l'entretien de rapports suivis avec les autres administrations publiques.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	337	343
		2) Autres dépenses	50	53
		Sous-total a)	387	396
	b)	Stratégies et programmes environnementaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 609	1 654
		2) Autres dépenses	524	772
		Sous-total b)	2 133	2 426

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (12), suite				
	c)	Conformité et application de la loi en matière d'environnement		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 589	3 580
	2)	Autres dépenses	1 094	1 109
		Sous-total c)	4 683	4 689
	d)	Autorisations environnementales		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 899	1 726
	2)	Autres dépenses	191	191
		Sous-total d)	2 090	1 917
	e)	Initiatives relatives au changement climatique		
	1)	Salaires et avantages sociaux	481	560
	2)	Autres dépenses	222	279
		Sous-total e)	703	839
	f)	Politiques et coordination stratégiques		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 852	1 978
	2)	Autres dépenses	257	271
	3)	Subventions	96	96
		Sous-total f)	2 205	2 345
	g)	Manitoba vert – Solutions écologiques	-	-
12.5	5.	Gestion des ressources hydriques	19 941	22 468
		Recherche scientifique, surveillance et gestion des ressources hydriques en vue de veiller à la qualité et à la durabilité des ressources hydriques et halieutiques ainsi que des écosystèmes du Manitoba, et de protéger le public. Surveillance et réglementation visant à garantir la salubrité de l'eau potable du Manitoba, et délivrance de licences relatives au drainage efficace et écosensible ainsi qu'aux droits d'utilisation de l'eau.		
	a)	Administration divisionnaire		
	1)	Salaires et avantages sociaux	307	467
	2)	Autres dépenses	452	455
		Sous-total a)	759	922
	b)	Gestion et sciences de l'eau		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 683	2 699
	2)	Autres dépenses	863	1 054
		Sous-total b)	3 546	3 753

2. Manitoba vert - Solutions écologiques est un organisme de service spécial pour lequel aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2014-2015 (voir page 147).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (12), suite				
	c)	Direction de la pêche		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 496	2 779
		2) Autres dépenses	463	412
		3) Aide au transport pour les pêcheurs du Nord	410	410
		Sous-total c)	3 369	3 601
	d)	Fonds de mise en valeur de la pêche	-	(3)
	e)	Aide aux districts de conservation et à la gestion des bassins versants Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	5 162	5 162
			(1 165)	(1 165)
		Sous-total e)	3 997	3 997
	f)	Service de l'eau potable		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 043	1 998
		2) Autres dépenses	697	734
		Sous-total f)	2 740	2 732
	g)	Licences relatives au drainage et à la régularisation des eaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 440	1 511
		2) Autres dépenses	407	429
		Sous-total g)	1 847	1 940
	h)	Licences relatives à l'utilisation de l'eau		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 353	1 446
		2) Autres dépenses	219	219
		Sous-total h)	1 572	1 665
	i)	Initiatives de gestion des ressources hydriques	863	910
	j)	Gestion des bassins hydrographiques et aménagement du territoire		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 074	1 074
		2) Autres dépenses	174	174
		Sous-total j)	1 248	1 248

3. À partir de 2014-2015, le compte de mise en valeur du poisson administrera les subventions et le financement des programmes en vertu de la *Loi sur le Fonds de mise en valeur du poisson et de la faune*.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (12), suite				
12.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	14 710	12 374
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	2 536	2 175
		2) Frais d'intérêts	2 461	1 585
		Sous-total a)	4 997	3 760
	b)	Infrastructure		
		1) Amortissement	4 391	4 096
		2) Frais d'intérêts	5 322	4 518
		Sous-total b)	9 713	8 614
		Total de la Partie A - Fonctionnement	144 236	145 953

Partie B - Investissements en immobilisations

12.7	12.	Immobilisations	30 529	24 427
		<i>Actif général</i> : prise en charge des coûts de développement et de mise à niveau des systèmes de technologies de l'information, acquisition de matériel et Centre international de conservation des ours polaires.		
		<i>Infrastructure</i> : construction liée à l'infrastructure des parcs, à l'amélioration des emplacements de camping et à l'infrastructure liée aux terres domaniales et à l'aménagement de lotissements pour chalets.		
	a)	Actif général	11 916	8 588
	b)	Infrastructure		
		1) Infrastructure des parcs	16 113	14 839
		2) Terres domaniales et aménagement de lotissements pour chalets	2 500	1 000
		Sous-total b)	18 613	15 839

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (16)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	3 116	(1,8)	3 173
2. Programmes scolaires	27 288	(0,6)	27 450
3. Bureau de l'éducation française	9 960	(0,7)	10 028
4. Aide fiscale relative à l'éducation	347 163	6,7	325 440
5. Soutien aux écoles	1 282 042	1,4	1 264 828
6. Soutien aux universités et aux collèges	654 994	2,6	638 128
7. Aide aux étudiants du Manitoba	33 864	1,1	33 501
8. Financement des immobilisations	70 398	9,1	64 513
9. Coûts liés aux immobilisations	1 523	(4,6)	1 597
Total de la Partie A - Fonctionnement	2 430 348	2,6	2 368 658
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	2 358 427	2,4	2 302 548
Subventions en capital	70 398	9,1	64 513
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	1 523	(4,6)	1 597
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	2 430 348	2,6	2 368 658
Partie B - Investissements en immobilisations			
16. Immobilisations			
Actif général	100	-	100
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	100	-	100

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014 - Éducation	1 681 786
Transfert de fonctions venant de :	
- Affaires multiculturelles et Alphabétisation	686 974
Transfert de crédits allant à :	
- Emploi et Économie	(102)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	2 368 658

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (16), suite				
Partie A - Fonctionnement				
16.1	1.	Administration et finances	3 116	3 173
		Planification, haute direction et soutien administratif pour le ministère, y compris l'établissement de politiques et de directives pour les programmes dans les domaines du contrôle central, des services financiers et administratifs, des services de technologie novateurs et de l'éducation internationale.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	714	814
		2) Autres dépenses	165	165
		Sous-total b)	879	979
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	964	939
		2) Autres dépenses	234	260
		Sous-total c)	1 198	1 199
	d)	Services de technologie novateurs		
		1) Salaires et avantages sociaux	210	206
		2) Autres dépenses	187	191
		Sous-total d)	397	397
	e)	Éducation internationale		
		1) Salaires et avantages sociaux	389	364
		2) Autres dépenses	216	197
		Sous-total e)	605	561
16.2	2.	Programmes scolaires	27 288	27 450
		Leadership, coordination et soutien pour une éducation de haute qualité au sein des systèmes publics et indépendants d'éducation des jeunes enfants et d'éducation de la maternelle à la 12 ^e année au Manitoba.		
		<i>Manitoba School for the Deaf</i> : programmes en American Sign Language (ASL), de la maternelle à la 12 ^e année, et programme bimodal (ASL et anglais oral) pour les élèves sourds et malentendants.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	-------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (16), suite

Enseignement, programmes d'études et évaluation: leadership, élaboration de documents et formation professionnelle en ce qui concerne les programmes d'études et les programmes d'évaluation de la maternelle à la 12^e année et gestion des subventions connexes. Surveillance et appui de l'enseignement à domicile, des écoles outre-mer affiliées au Manitoba et des écoles indépendantes subventionnées et non subventionnées. Soutien à l'éducation des jeunes enfants en vue de resserrer le lien entre l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et le système scolaire de la maternelle à la 12^e année. Soutien des initiatives gouvernementales dans des secteurs prioritaires tels que la numératie et la littératie, l'enseignement dans les régions rurales et du Nord et dans les collectivités à faible revenu, l'éducation des Autochtones et le développement durable. Offre de cours imprimés d'enseignement à distance et coordination de la prestation de cours sur le Web.

Programmes et services de soutien aux élèves: services de consultation et possibilités de perfectionnement professionnel, à l'intention des éducateurs et des spécialistes scolaires, en vue d'améliorer les résultats d'apprentissage pour les enfants et les jeunes, surtout ceux ayant des besoins spéciaux, qui étudient de la maternelle à la 12^e année. Services de consultation aux écoles et aux divisions scolaires afin de concevoir des environnements scolaires plus sûrs, notamment en ce qui concerne la lutte contre l'intimidation et la gestion du comportement, tout en mettant l'accent sur une approche scolaire globale. Soutien direct à l'enseignement pour les élèves atteints de déficiences sensorielles (sourds ou aveugles). Services de consultation dans le domaine des services aux élèves dans les régions rurales et du nord du Manitoba, y compris la supervision professionnelle de la certification pour les spécialistes scolaires. Coordination interministérielle des services aux élèves ayant des besoins spéciaux. Administration des ententes de prestation de services éducatifs et collaboration avec Enfants en santé Manitoba, le système de justice pour la jeunesse, les Services à l'enfant et à la famille et d'autres fournisseurs de services pour offrir des programmes et des soutiens aux jeunes qui risquent de ne pas réussir à l'école.

Ressources éducatives: appui pour la conception, l'édition, les autorisations relatives aux droits d'auteur et la diffusion de ressources éducatives imprimées et non imprimées; consultation des divisions scolaires et des organisations éducationnelles postsecondaires afin de mettre en œuvre toute une gamme de ressources d'apprentissage dans des médias substituts pour les élèves aveugles ou ayant une déficience visuelle. Leadership et appui pour l'élaboration et l'entretien des sites Web anglais d'Éducation Manitoba de la maternelle à la 12^e année et du forum des éducatrices et éducateurs du Manitoba (Forem). Accès à toute une gamme de ressources électroniques par l'intermédiaire de la Bibliothèque des ressources pédagogiques.

a) Administration			
1) Salaires et avantages sociaux	330		330
2) Autres dépenses	70		70
Sous-total a)	400		400
b) Manitoba School for the Deaf			
1) Salaires et avantages sociaux	3 202		3 202
2) Autres dépenses	383		383
Sous-total b)	3 585		3 585

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (16), suite				
	c)	Enseignement, programmes d'études et évaluation		
	1)	Salaires et avantages sociaux	8 675	8 420
	2)	Autres dépenses	3 820	3 911
	3)	Aide	908	918
		Sous-total c)	13 403	13 249
	d)	Programmes et services de soutien aux élèves		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 691	3 622
	2)	Autres dépenses	1 135	1 255
	3)	Aide	130	130
		Sous-total d)	4 956	5 007
	e)	Ressources éducatives		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 746	4 011
	2)	Autres dépenses	1 198	1 198
		Sous-total e)	4 944	5 209
	f)	Centre des manuels scolaires du Manitoba	- (1)	-
16.3	3.	Bureau de l'éducation française	9 960	10 028
		Élaboration, recommandation et administration de politiques et de programmes se rapportant à l'enseignement en français. Services aux élèves, au personnel enseignant et aux divisions scolaires offrant des programmes français et des programmes d'immersion française, ainsi que des cours de français de base.		
	a)	Administration		
	1)	Salaires et avantages sociaux	197	192
	2)	Autres dépenses	257	257
		Sous-total a)	454	449
	b)	Développement et implantation des programmes d'études		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 464	1 442
	2)	Autres dépenses	322	382
		Sous-total b)	1 786	1 824
	c)	Services de soutien en éducation		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 364	1 371
	2)	Autres dépenses	258	258
		Sous-total c)	1 622	1 629

1. Le Centre des manuels scolaires du Manitoba est un organisme de service spécial pour lequel aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2014-2015 (voir page 147).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (16), suite				
	d)	Programmes de langues officielles et services administratifs		
	1)	Salaires et avantages sociaux	994	1 019
	2)	Autres dépenses	817	837
	3)	Aide	3 356	3 356
		Sous-total d)	5 167	5 212
	e)	Services de bibliothèque et de production de documents		
	1)	Salaires et avantages sociaux	656	638
	2)	Autres dépenses	275	276
		Sous-total e)	931	914
16.4	4.	Aide fiscale relative à l'éducation	347 163	325 440
		Financement du crédit d'impôt foncier pour l'éducation et de l'aide aux locataires et aux propriétaires de 55 ans et plus en matière de taxes scolaires, afin de réduire l'impact des impôts fonciers liés à l'éducation.		
	a)	Crédit d'impôt foncier pour l'éducation	346 473	324 330
	b)	Aide aux locataires et aux propriétaires de 55 ans et plus en matière de taxes scolaires	690	1 110
16.5	5.	Soutien aux écoles	1 282 042	1 264 828
		Programmes et services facilitant le financement et l'administration des établissements d'enseignement de la maternelle à la 12 ^e année.		
		<i>Financement des écoles</i> : élaboration, administration et obligation redditionnelle du Programme de financement des écoles; subventions aux écoles indépendantes et aux organisations éducationnelles.		
		<i>Services d'administration scolaire</i> : veille au maintien d'un cadre efficace de lois, de règlements et de politiques pour l'enseignement élémentaire, secondaire et postsecondaire; atteste les compétences du personnel enseignant des écoles manitobaines. Recueille et conserve les notes des élèves du secondaire. Veille au maintien d'un système de transport sécuritaire des élèves. Coordonne l'étude et la révision des lois et des règlements et assure la communication à ce sujet. Soutient un réseau de recherche en éducation à l'échelle provinciale. Offre des services de soutien aux conseils et commissions réglementaires et non réglementaires. Offre et coordonne des services de traduction et des services en langue française à Éducation et Enseignement supérieur Manitoba.		
		<i>Réseau informatique scolaire</i> : tient, à l'échelle du ministère, une base de données concernant l'éducation de la maternelle à la 12 ^e année, contenant notamment des renseignements pour le suivi des élèves, les notes des élèves du secondaire et des données sur les brevets des enseignants.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (16), suite				
		<i>Direction générale de l'éducation des Autochtones</i> : établit la politique, coordonne la recherche et élabore une stratégie pour l'éducation et la formation professionnelle des Autochtones. Coordonne le Plan d'action sur l'éducation et l'emploi chez les Autochtones du Manitoba et veille à ce que les systèmes d'éducation et de formation professionnelle du Manitoba répondent aux besoins des Autochtones.		
		<i>Subventions aux écoles</i> : verse la part du financement que le gouvernement doit accorder aux écoles publiques conformément au Programme de financement des écoles, et accorde des subventions aux écoles indépendantes.		
		<i>Autres subventions</i> : verse des subventions à diverses organisations éducationnelles.		
		<i>Caisse de retraite des enseignants</i> : finance la part de l'employeur pour les cotisations à l'égard du service actuel et la répartition des frais d'intérêts liés aux emprunts visant à capitaliser partiellement l'obligation non réglée.		
	a)	Financement des écoles		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 156	1 137
		2) Autres dépenses	137	137
		3) Évaluation foncière	3 166	3 185
		Sous-total a)	4 459	4 459
	b)	Services d'administration scolaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 882	1 851
		2) Autres dépenses	658	689
		Sous-total b)	2 540	2 540
	c)	Réseau informatique scolaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	255	252
		2) Autres dépenses	26	29
		Sous-total c)	281	281
	d)	Direction générale de l'éducation des Autochtones		
		1) Salaires et avantages sociaux	872	850
		2) Autres dépenses	386	408
		Sous-total d)	1 258	1 258
	e)	Subventions aux écoles		
		1) Subventions de fonctionnement	1 073 814	1 064 978
		2) Subventions générales de soutien	34 010	32 500
		Sous-total e)	1 107 824	1 097 478
	f)	Autres subventions	1 577	1 650
	g)	Caisse de retraite des enseignants	164 103	157 162

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (16), suite				
16.6	6.	Soutien aux collèges et aux universités	654 994	638 128
		Orientation et soutien financier des universités et des collèges.		
		<i>Conseil de l'enseignement postsecondaire</i> : planifie et coordonne le développement d'un système d'éducation postsecondaire qui favorise l'excellence et l'accès à l'éducation; aide à la coordination et à l'intégration des services et des établissements; étudie et évalue les programmes et services offerts au niveau postsecondaire; encourage la responsabilité financière.		
		<i>Subventions de fonctionnement aux universités</i> : soutien financier aux universités de Brandon, du Manitoba, de Winnipeg et de Saint-Boniface, au Collège universitaire du Nord, à la Canadian Mennonite University, au Providence University College and Theological Seminary, au William and Catherine Booth University College et au Steinbach Bible College.		
		<i>Fonds des initiatives stratégiques en éducation postsecondaire</i> : subventions d'incitation à la réorganisation des systèmes.		
		<i>Subventions aux collèges</i> : soutien financier au Collège communautaire Assiniboine, au Collège Red River, au Collège universitaire du Nord et à l'École technique et professionnelle.		
		<i>Programme Accès</i> : aide financière aux établissements postsecondaires pour des programmes spécialisés à l'intention des personnes traditionnellement confrontées à des obstacles en matière d'accès à l'éducation postsecondaire.		
		<i>Aide à l'enseignement postsecondaire et à la formation professionnelle</i> : aide financière pour soutenir les accords de formation interprovinciaux.		
	a)	Conseil de l'enseignement postsecondaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 250	1 231
		2) Autres dépenses	414	464
		Sous-total a)	1 664	1 695
	b)	Subventions de fonctionnement aux universités	494 490 (2)	480 775
	c)	Fonds des initiatives stratégiques en éducation postsecondaire	193	400
	d)	Subventions aux collèges	141 891	138 808
	e)	Programme Accès	10 777	10 533
	f)	Aide à l'enseignement postsecondaire et à la formation professionnelle	5 979	5 917

2. Le montant total autorisé pour les subventions de fonctionnement aux universités s'élève à 494 698 \$, soit 494 490 \$ inclus dans le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et 208 \$ inclus dans la Mise en œuvre de certaines ententes.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (16), suite				
16.7	7.	Aide aux étudiants du Manitoba	33 864	33 501
		Aide financière complémentaire visant à offrir plus d'options aux étudiants dont les finances limitent les choix éducationnels et qui risqueraient autrement de ne pas pouvoir faire d'études postsecondaires.		
		L'Aide aux étudiants du Manitoba offre un guichet unique de services. Elle administre les prêts, y compris l'évaluation, le versement, le remboursement et le recouvrement.		
		En plus d'administrer les prêts canadiens aux étudiants et les prêts étudiants du gouvernement du Manitoba, l'Aide aux étudiants du Manitoba assume la gestion d'autres formes d'aide financière provinciale, notamment des bourses et des subventions pour les étudiants, dont certaines qui sont directement versées par des établissements d'enseignement. L'Aide aux étudiants du Manitoba détermine également l'admissibilité au Programme canadien de bourses aux étudiants, un programme financé par le gouvernement fédéral.		
		Par l'intermédiaire de la Section de l'administration des établissements d'enseignement professionnels privés, l'Aide aux étudiants établit l'orientation générale que les responsables de ces établissements doivent suivre en matière de politique pour se conformer à la <i>Loi sur les établissements d'enseignement professionnel privés</i> .		
	a)	Salaires et avantages sociaux	3 841	4 043
	b)	Autres dépenses	1 477	1 498
	c)	Bourses et fonds du Manitoba		
	1)	Fonds de bourses du Manitoba	10 320	10 320
	2)	Initiative de bourses d'études et d'entretien du Manitoba	4 875	4 875
	3)	Programme d'aide financière aux étudiants et résidents en médecine	5 023	4 957
	4)	Programme manitobain de bourses d'études supérieures	2 250	2 250
	5)	Prêts et bourses	2 631	2 731
	6)	Bourses d'études aux étudiants autochtones en médecine	280	280
	7)	Moins : Somme récupérable de Santé	(5 037)	(4 957)
		Sous-total c)	20 342	20 456
	d)	Bourses d'études canadiennes	1 350	1 350
	e)	Administration des prêts étudiants	1 854	2 154
	f)	Avance sur le remboursement de l'impôt sur le revenu pour les frais de scolarité	5 000	4 000

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (16), suite				
16.8	8.	Financement des immobilisations	70 398	64 513
		Poste prévoyant les subventions d'immobilisations accordées aux divisions scolaires, aux universités et aux collèges.		
	a)	Divisions scolaires	58 827	52 942
	b)	Universités	9 754 (3)	9 754
	c)	Collèges	1 817	1 817
16.9	9.	Coûts liés aux immobilisations	1 523	1 597
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	698	765
	b)	Frais d'intérêts	825	832
		Total de la Partie A - Fonctionnement	2 430 348	2 368 658
Partie B - Investissements en immobilisations				
16.10	16.	Immobilisations	100	100
		Remplacement du système d'information du Programme d'aide aux étudiants du Manitoba.		
	a)	Actif général	100	100

3. Des fonds supplémentaires sont prévus dans la *Loi d'emprunt* annuelle.

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
---------	-------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

RÉGIME DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUTRES FRAIS (6)

Partie A - Fonctionnement

1. Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	13 899	(24,0)	18 288
Total de la Partie A - Fonctionnement	13 899	(24,0)	18 288

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	13 899	(24,0)	18 288
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	13 899	(24,0)	18 288

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014	18 288
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	18 288

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
RÉGIME DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUTRES FRAIS (6), suite				
Partie A - Fonctionnement				
6.1	1.	Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	13 899	18 288
		Paiements divers relatifs à la fonction publique, y compris la part de l'employeur pour les cotisations à l'égard du service actuel, les indemnités de cessation d'emploi et les autres paiements du gouvernement en tant qu'employeur.		
	a)	Régime de retraite de la fonction publique		
	1)	Coûts liés aux pensions	87 066	72 005
	2)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(79 258) (1)	(64 409)
		Sous-total a)	7 808	7 596
	b)	Autres avantages salariaux	6 076	10 677
	c)	Commission des accidents du travail		
	1)	Évaluations - accidents des employés du gouvernement	7 335	7 944
	2)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(7 320) (1)	(7 929)
		Sous-total c)	15	15
		Sous-total a) à c)	13 899	18 288
	d)	Régime de pensions du Canada	38 194	38 657
	e)	Régime d'assurance-emploi	19 484	19 925
	f)	Assurance-vie collective de la fonction publique	2 402	2 411
	g)	Régime d'assurance prévoyant le transport par ambulance et l'hospitalisation dans une chambre à deux lits	290	232
	h)	Impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire	22 296	22 498
	i)	Régime d'assurance dentaire	9 160	8 739
	j)	Régime de soins de la vue	1 541	1 391
	k)	Programme de remboursement des médicaments délivrés sur ordonnance	3 867	4 070
	l)	Régime d'assurance-invalidité de longue durée	6 190	5 361
	m)	Compte gestion-santé	5 551	4 591
		Sous-total d) à m)	108 975	107 875
	n)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(108 975) (1)	(107 875)
		Total de la Partie A - Fonctionnement	13 899	18 288

1. Le coût de ces paiements est récupéré des postes de salaire des ministères.

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
SERVICES À LA FAMILLE (9)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	10 065	0,6	10 007
2. Prestation de services dans les communautés	136 175	0,1	136 013
3. Programmes de soutien des personnes handicapées et apprentissage et garde des jeunes enfants	530 805	6,4	499 103
4. Services à l'enfant et à la famille	445 011	2,8	432 874
5. Coûts liés aux immobilisations	2 706	(2,5)	2 775
Total de la Partie A - Fonctionnement	1 124 762	4,1	1 080 772
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	1 119 225	4,1	1 075 166
Subventions en capital	2 831	-	2 831
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	2 706	(2,5)	2 775
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	1 124 762	4,1	1 080 772
Partie B - Investissements en immobilisations			
9. Immobilisations			
Actif général	672	390,5	137
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	672	390,5	137

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014 - Services à la famille et Travail	1 097 412
Transfert de fonctions venant de :	
- Logement et Développement communautaire	3 468
Transfert de fonctions allant à :	
- Finances	(665)
- Emploi et Économie	(164)
- Travail et Immigration	(18 711)
Transfert de crédits allant à :	
- Emploi et Économie	(568)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	1 080 772

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
SERVICES À LA FAMILLE (9), suite				
Partie A - Fonctionnement				
9.1	1.	Administration et finances	10 065	10 007
		Haute direction, orientation de la politique et des programmes, bureau central de contrôle financier, services financiers, développement et soutien des technologies de l'information, obligation redditionnelle et soutien des organismes, et soutien administratif général du ministère.		
		<i>Commission d'appel des services sociaux</i> : audition des appels des Manitobains et Manitobaines en matière de programmes d'aide financière, d'autres programmes et services, et de délivrance de licences aux garderies et aux établissements de soins en résidence.		
		<i>Initiatives communautaires intégrées</i> : gestion de la mise en œuvre de Tout le monde à bord : Stratégie manitobaine de réduction de la pauvreté; orientation des activités du ministère dans le cadre des initiatives connexes, dont la stratégie sans but lucratif visant la réduction des formalités administratives, l'initiative Block by Block et la table ronde ministérielle sur la lutte contre la faim chez les enfants.		
		<i>Situation de la femme</i> : conseils au gouvernement sur les dossiers et les enjeux d'intérêt pour les femmes du Manitoba afin d'aider à l'élaboration de politiques et de programmes appropriés; encouragement du dialogue et de partenariats avec des organismes communautaires et avec d'autres ministères; participation à des activités et à des projets de promotion de l'égalité des sexes et de sensibilisation aux questions touchant les femmes.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	747	742
		2) Autres dépenses	65	65
		Sous-total b)	812	807
	c)	Commission d'appel des services sociaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	481	459
		2) Autres dépenses	83	83
		Sous-total c)	564	542
	d)	Initiatives communautaires intégrées		
		1) Salaires et avantages sociaux	280	268
		2) Autres dépenses	80	80
		Sous-total d)	360	348
	e)	Politique et planification		
		1) Salaires et avantages sociaux	941	938
		2) Autres dépenses	148	148
		Sous-total e)	1 089	1 086

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
SERVICES À LA FAMILLE (9), suite				
	f)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 330	1 324
		2) Autres dépenses	358	359
		Sous-total f)	1 688	1 683
	g)	Innovation, information et technologie		
		1) Salaires et avantages sociaux	940	937
		2) Autres dépenses	1 807	1 807
		Sous-total g)	2 747	2 744
	h)	Section de l'obligation redditionnelle et du soutien des organismes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 343	1 340
		2) Autres dépenses	367	367
		Sous-total h)	1 710	1 707
	i)	Situation de la femme		
		1) Salaires et avantages sociaux	665	660
		2) Autres dépenses	263	263
		3) Subventions	130	130
		Sous-total i)	1 058	1 053
9.2	2.	Prestation de services dans les communautés	136 175	136 013
		Prestation d'une vaste gamme de services sociaux et de programmes d'aide financière pour les Manitobains et Manitobaines dans la province.		
	a)	Aide à la prestation de services		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 074	2 036
		2) Autres dépenses	4 882	4 886
		Sous-total a)	6 956	6 922
	b)	Services ruraux et du Nord		
		1) Salaires et avantages sociaux	27 406	27 232
		2) Autres dépenses	4 524	4 524
		Sous-total b)	31 930	31 756
	c)	Services à Winnipeg		
		1) Salaires et avantages sociaux	35 275	34 911
		2) Autres dépenses	5 886	5 532
		Sous-total c)	41 161	40 443
	d)	Services provinciaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 766	2 739
		2) Autres dépenses	616	616
		Sous-total d)	3 382	3 355

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
SERVICES À LA FAMILLE (9), suite				
	e)	Centre manitobain de développement		
	1)	Salaires et avantages sociaux	29 612	29 755
	2)	Autres dépenses	2 832	2 832
			32 444	32 587
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(312)	(312)
		Sous-total e)	32 132	32 275
	f)	Services à l'enfant et à la famille de Winnipeg		
	1)	Salaires et avantages sociaux	18 214	18 862
	2)	Autres dépenses	2 400	2 400
		Sous-total f)	20 614	21 262
9.3	3.	Programmes de soutien des personnes handicapées et apprentissage et garde des jeunes enfants	530 805	499 103
		<i>Programmes de soutien des personnes handicapées</i> : les Services d'intégration communautaire des personnes handicapées offrent une gamme de services de jour, de services en résidence et de services de soutien fournissant aux adultes ayant une déficience mentale la possibilité de vivre en société et de participer à la vie de la communauté. Les Services aux enfants handicapés aident les familles qui ont des enfants ayant une déficience développementale ou physique à faire face aux besoins supplémentaires qu'elles pourraient avoir.		
		<i>Bureau du commissaire aux personnes vulnérables</i> : veille à l'application des dispositions concernant la subrogation prévues par la <i>Loi sur les personnes vulnérables ayant une déficience mentale</i> .		
		<i>Apprentissage et garde des jeunes enfants</i> : orientation des lois, des politiques, de l'administration et des programmes en ce qui concerne tous les établissements autorisés à titre de garderies en résidence et de centres d'apprentissage et de garde des jeunes enfants; supervision et administration de l'aide financière et surveillance de la conformité aux dispositions législatives; supervision d'un programme d'allocations pour les parents admissibles; reconnaissance professionnelle de toutes les personnes qui travaillent dans les établissements autorisés; soutien aux établissements qui fournissent des soins aux enfants ayant des besoins spéciaux.		
		<i>Prévention de la violence familiale</i> : promotion de l'élimination de la violence familiale par le financement et la supervision de programmes communautaires pour les femmes, les enfants et les hommes partout au Manitoba; promotion de la sensibilisation par l'intermédiaire de campagnes publiques et d'initiatives de formation.		
	a)	Initiatives stratégiques et soutien des programmes		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 554	1 550
	2)	Autres dépenses	384	384
		Sous-total a)	1 938	1 934

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
SERVICES À LA FAMILLE (9), suite				
	b)	Programmes de soutien des personnes handicapées		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 359	1 345
		2) Autres dépenses	217	217
		3) Services d'intégration communautaire des personnes handicapées	331 304	306 142
		4) Services aux enfants handicapés	28 987	28 076
		Sous-total b)	361 867	335 780
	c)	Bureau du commissaire aux personnes vulnérables		
		1) Salaires et avantages sociaux	502	500
		2) Autres dépenses	107	107
		Sous-total c)	609	607
	d)	Apprentissage et garde des jeunes enfants		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 373	2 334
		2) Autres dépenses	1 409	1 409
		3) Aide financière et subventions	148 954	143 388
		Sous-total d)	152 736	147 131
	e)	Prévention de la violence familiale		
		1) Salaires et avantages sociaux	630	626
		2) Autres dépenses	93	93
		3) Organismes externes	12 932	12 932
		Sous-total e)	13 655	13 651
9.4	4.	Services à l'enfant et à la famille	445 011	432 874
		Coordination d'une gamme complète de services à l'enfant et à la famille partout dans la province. Orientation et soutien des politiques des quatre régies de services à l'enfant et à la famille qui administrent et offrent des services de protection de l'enfance par l'intermédiaire des offices autorisés, et qui en gèrent la prestation. Aide financière et orientation de l'administration et des programmes pour les fournisseurs de soins en résidence et pour une gamme d'organismes communautaires qui offrent des services aux enfants et aux familles à risque. Gestion de projets et de programmes spéciaux dans le cadre de Tracia's Trust, la Stratégie manitobaine de lutte contre l'exploitation sexuelle.		
	a)	Initiatives stratégiques et soutien des programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 486	2 465
		2) Autres dépenses	179	179
		3) Initiative de protection de l'enfance pour les Autochtones	484	484
		Sous-total a)	3 149	3 128

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
SERVICES À LA FAMILLE (9), suite				
	b)	Services de protection des enfants		
	1)	Salaires et avantages sociaux	5 247	5 230
	2)	Autres dépenses	1 983	1 984
	3)	Régies et entretien des enfants	434 632	421 782
		Sous-total b)	441 862	428 996
	c)	Enquête sur l'affaire Phoenix Sinclair	-	750
9.5	5.	Coûts liés aux immobilisations	2 706	2 775
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	2 060	2 065
	b)	Frais d'intérêts	646	710
		Total de la Partie A - Fonctionnement	1 124 762	1 080 772

Partie B - Investissements en immobilisations

9.6	9.	Immobilisations	672	137
		Élaboration ou amélioration des systèmes de technologie de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	672	137

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
FINANCES (7)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Services ministériels	4 701	4,4	4 502
2. Gestion budgétaire et financière	30 272	0,2	30 215
3. Secrétariat du Conseil du Trésor	7 937	0,5	7 901
4. Priorités et planification	2 239	0,9	2 218
5. Coûts liés aux immobilisations	2 842	1,2	2 809
6. Paiement net des crédits d'impôt	17 990	(18,9)	22 189
7. Dette publique (crédits législatifs)	230 000	-	230 000
Total de la Partie A - Fonctionnement	295 981	(1,3)	299 834
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	63 139	(5,8)	67 025
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	2 842	1,2	2 809
Infrastructure	-	-	-
Total des crédits à voter	65 981	(5,5)	69 834
Crédits législatifs	230 000	-	230 000
Total de la Partie A - Fonctionnement	295 981	(1,3)	299 834
Partie B - Investissements en immobilisations			
7. Immobilisations			
Actif général	500	-	500
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	500	-	500

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014	299 166
Transfert de fonctions venant de :	
- Commission de la fonction publique	15
- Conservation et Gestion des ressources hydriques	59
- Services à la famille	665
- Administrations municipales	99
Transfert de crédits allant à :	
- Emploi et Économie	(170)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	299 834

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
Partie A - Fonctionnement				
7.1	1.	Services ministériels	4 701	4 502
		Planification et gestion par la haute direction des politiques et des programmes du ministère. Services centralisés de gestion financière et administrative et de gestion des technologies de l'information pour les communications du ministère des Finances, de la Commission de la fonction publique et du Conseil exécutif.		
		<i>Bureau des personnes handicapées</i> : appui au ministre responsable des Personnes handicapées en veillant à l'élaboration de politiques et de programmes qui favorisent l'intégration des personnes handicapées, constatation des questions qui ont des incidences pour les personnes handicapées et aide à la résolution de ces questions, encouragement des attitudes positives à l'égard des handicaps, et facilitation de la communication entre la communauté des personnes handicapées et le gouvernement.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	769	757
	2)	Autres dépenses	92	92
		Sous-total b)	861	849
	c)	Services ministériels		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 727	2 588
	2)	Autres dépenses	325	310
		Sous-total c)	3 052	2 898
	d)	Commission d'appel des impôts et des taxes	19	19
	e)	Administrateur indépendant	34	34
	f)	Bureau des personnes handicapées		
	1)	Salaires et avantages sociaux	548	515
	2)	Autres dépenses	150	150
		Sous-total f)	698	665
7.2	2.	Gestion budgétaire et financière	30 272	30 215
		<i>Trésorerie</i> : gère et administre les programmes d'emprunt, les ressources de trésorerie, les investissements et le service de la dette du gouvernement. Gère et administre les programmes d'emprunt et les investissements d'organismes gouvernementaux.		
		<i>Contrôleur</i> : établit et gère le contrôle financier de l'ensemble du gouvernement, ainsi que la politique, les méthodes et les systèmes ministériels de finances et de gestion. Fournit un service centralisé de traitement, de comptabilité et de surveillance des entrées et des sorties de fonds du gouvernement, et prépare les états financiers et les rapports internes de gestion financière. Fournit des services de consultation, de vérification interne et de résolution de problèmes aux ministères et organismes publics en ce qui a trait à la comptabilité, aux finances et à la gestion.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	-------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------

FINANCES (7), suite

Taxes et impôts : veille à ce que les recettes fiscales soient perçues et gérées de façon efficace, conformément aux dispositions de diverses lois; conseille le gouvernement, les entreprises qui perçoivent des taxes et les contribuables. S'occupe de la perception, du traitement et de la communication des recettes fiscales. Renseigne les contribuables et entreprend des enquêtes et des vérifications auprès des contribuables pour s'assurer du respect des lois fiscales.

Recherches fiscales, économiques et intergouvernementales : appuie la recherche sur les questions économiques et fiscales (tant nationales que provinciales) et sur les relations intergouvernementales de nature financière, y compris les programmes de partage des coûts. Veille à l'application des arrangements fiscaux et des ententes de perception fiscale avec le Canada. Administre des programmes de crédits d'impôt avec le Canada et les municipalités. S'occupe de l'analyse et du soutien de la politique stratégique de la Province dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les autres gouvernements provinciaux et territoriaux, et offre des conseils à cet effet.

Assurance et gestion des risques : offre des conseils aux ministères, aux organismes gouvernementaux et aux sociétés d'État dans les domaines suivants : évaluation de risques déterminés, établissement de mesures de contrôle des risques et mise en œuvre de programmes adéquats pour réduire ou supprimer les risques. Administre la souscription des assurances, les auto-assurances et le traitement de demandes d'indemnisation pour les ministères et les organismes gouvernementaux.

Office des services financiers du Manitoba : agit dans l'intérêt du public afin de protéger les investisseurs manitobains et de favoriser des marchés financiers et immobiliers dynamiques et compétitifs qui contribuent au développement économique de la province, tout en encourageant le public à avoir confiance en ces marchés.

a) Trésorerie				
1) Salaires et avantages sociaux			2 066	2 063
2) Autres dépenses			273	273
Sous-total a)			2 339	2 336
b) Contrôleur				
1) Salaires et avantages sociaux			5 118	5 126
2) Autres dépenses			1 132	1 137
3) Moins : Somme récupérable d'autres postes			(510)	(510)
Sous-total b)			5 740	5 753
c) Taxes et impôts				
1) Salaires et avantages sociaux			12 839	12 758
2) Autres dépenses			4 433	4 438
Sous-total c)			17 272	17 196

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
	d)	Recherches fiscales, économiques et intergouvernementales		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 867	2 871
		2) Autres dépenses	1 548	1 553
		Sous-total d)	4 415	4 424
	e)	Assurance et gestion des risques		
		1) Salaires et avantages sociaux	440	440
		2) Autres dépenses	66	66
		3) Primes d'assurance	2 770	2 770
			3 276	3 276
		4) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(2 770)	(2 770)
		Sous-total e)	506	506
	f)	Office des services financiers du Manitoba	- (1)	-
7.3	3.	Secrétariat du Conseil du Trésor	7 937	7 901
		Fournit des services d'analyse au Conseil du Trésor en vue d'aider ce dernier à exercer ses responsabilités de gestion financière et d'examen des structures administratives et des programmes, y compris l'harmonisation des décisions de principe et des plans financiers à plus long terme du gouvernement. Analyse et surveille la situation financière du gouvernement; planifie et coordonne le processus budgétaire. Est chargé des négociations collectives, de la gestion des contrats, de la coordination du secteur public, des recherches sur la rémunération et des services de consultation.		
		<i>Secrétariat aux affaires francophones</i> : conseille le gouvernement en ce qui concerne la politique sur les services en langue française; aide les ministères et organismes gouvernementaux à mettre en œuvre cette politique et à offrir des services en français.		
	a)	Secrétariat du Conseil du Trésor		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 902	5 876
		2) Autres dépenses	977	977
		Sous-total a)	6 879	6 853

1. L'Office des services financiers du Manitoba est un organisme de service spécial pour lequel aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2014-2015 (voir page 147).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
	b)	Secrétariat aux affaires francophones		
		1) Salaires et avantages sociaux	856	846
		2) Autres dépenses	202	202
		Sous-total b)	1 058	1 048
7.4	4.	Priorités et planification	2 239	2 218
		<i>Secrétariat du Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification</i> : service d'analyse, de coordination interministérielle et de soutien administratif au Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification, qui supervise et coordonne les principales initiatives du gouvernement relatives aux emplois et à l'économie, à la durabilité sur le plan environnemental, au développement communautaire et de l'infrastructure, à la santé et aux services sociaux.		
		<i>Conseil consultatif économique du premier ministre</i> : services consultatifs et de soutien à la mise au point continue de la stratégie économique du Manitoba, y compris en cernant les priorités, en demandant l'avis des communautés et en participant à l'élaboration de lignes directrices et de recommandations.		
	a)	Secrétariat du Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 430	1 419
		2) Autres dépenses	378	378
		Sous-total a)	1 808	1 797
	b)	Conseil consultatif économique du premier ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	212	202
		2) Autres dépenses	219	219
		Sous-total b)	431	421
7.5	5.	Coûts liés aux immobilisations	2 842	2 809
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	2 350	2 215
	b)	Frais d'intérêts	492	594

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.6	6.	Paiement net des crédits d'impôt	17 990	22 189
		Paiement de divers crédits d'impôt provinciaux et des frais relatifs à l'administration fédérale.		
		Crédit d'impôt foncier pour l'éducation	346 473	324 330
		Crédit d'impôt pour la production de films et de vidéos	15 000	19 000
		Avance sur le remboursement de l'impôt sur le revenu pour les frais de scolarité	5 000	4 000
		Aide aux locataires et aux propriétaires de 55 ans et plus en matière de taxes scolaires	690	1 110
		Crédit d'impôt pour l'édition	590	520
		Crédit d'impôt pour l'impression d'œuvres des industries culturelles	1 100	1 500
		Crédit d'impôt pour les médias numériques interactifs	1 270	1 200
		Crédit d'impôt pour le développement des coopératives	100	46
		Frais relatifs à l'administration fédérale	1 200	1 123
			371 423	352 829
		Moins : Somme récupérable d'autres postes	(353 433)	(330 640)
S	7.	Dettes publiques (crédits législatifs)	230 000	230 000
		Paiement des frais d'intérêts nets et des dépenses connexes en rapport avec la dette publique du Manitoba.		
	a)	1) Intérêts sur la dette publique du Manitoba et dépenses connexes	1 204 528	1 157 604
		2) Intérêts sur les immobilisations des ministères	216 787	217 241
		3) Intérêts sur les fonds spéciaux et en fiducie	7 500	9 600
		Sous-total a)	1 428 815	1 384 445
	b)	Moins : Intérêts et autres frais à percevoir :		
		1) des placements du fonds d'amortissement	(58 150)	(65 513)
		2) d'Hydro-Manitoba	(682 990)	(643 263)
		3) de la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba	(34 291)	(31 952)
		4) de la Société des services agricoles du Manitoba	(18 190)	(15 600)
		5) d'autres organismes gouvernementaux	(25 429)	(21 768)
		6) d'autres prêts et placements	(93 822)	(89 952)
		7) d'autres postes	(285 943)	(286 397)
		Sous-total b)	(1 198 815)	(1 154 445)
		Total de la Partie A - Fonctionnement	295 981	299 834
Partie B - Investissements en immobilisations				
7.7	7.	Immobilisations	500	500
		Élaboration ou amélioration des systèmes de technologie de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	500	500

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
SANTÉ (21)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	10 976	(0,2)	10 999
2. Politiques et programmes provinciaux	35 717	1,2	35 289
3. Secrétariat à la main-d'œuvre de la santé	11 105	-	11 105
4. Santé publique et soins de santé primaires	47 537	0,2	47 450
5. Politiques et programmes régionaux	26 277	-	26 270
6. Vie saine et Aînés	44 724	7,7	41 536
7. Fonds d'assurance-maladie	5 025 517	2,0	4 927 675
8. Subventions en capital	174 910	4,8	166 974
9. Coûts liés aux immobilisations	5 314	-	5 314
Total de la Partie A - Fonctionnement	5 382 077	2,1	5 272 612
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	5 201 853	2,0	5 100 324
Subventions en capital	174 910	4,8	166 974
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	5 314	-	5 314
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	5 382 077	2,1	5 272 612
Partie B - Investissements en immobilisations			
21. Immobilisations			
Actif général	1 040	(39,2)	1 711
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	1 040	(39,2)	1 711

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014	- Santé	5 230 778
	- Vie saine, Aînés et Consommation	55 490
Transfert de fonctions allant à :		
- Tourisme, Culture, Patrimoine, Sport et Protection du consommateur		(13 264)
Transfert de crédits allant à :		
- Emploi et Économie		(392)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)		5 272 612

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
Partie A - Fonctionnement				
21.1	1.	Administration et finances	10 976	10 999
		Planification et contrôle des politiques et programmes pour le ministère, le ministre de la Santé et le ministre de la Vie saine et des Aînés.		
		<i>Finances</i> : gestion budgétaire et financière générale et planification financière stratégique pour le ministère et les services de soins de santé, y compris la fonction de contrôleur, la gestion financière, les services administratifs, la gestion des documents et l'élaboration des politiques et des méthodes de financement à appliquer au financement régional et aux subventions en capital; accès en temps opportun à l'information pertinente sur la santé, services spécialisés d'analyse et rapports pour l'ensemble du ministère, soutien à la recherche et élaboration de politiques ayant trait à l'utilisation et à la divulgation de l'information sur la santé; planification et harmonisation stratégiques, planification en santé régionale, examen des propositions, gestion des risques, gestion du rendement organisationnel, gouvernance et reddition de comptes, processus de gestion de projets et appui dans ce domaine; coordination du soutien à la correspondance ministérielle, de la gestion des questions de fond et des processus de nomination des membres des conseils.		
		<i>Secrétariat législatif</i> : leadership, prestation de conseils et soutien au ministère en ce qui concerne l'élaboration et la modification de lois et de règlements.		
	a)	Traitement des ministres	74	74
	b)	Cabinet des ministres et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 292	1 289
		2) Autres dépenses	218	221
		Sous-total b)	1 510	1 510
	c)	Finances		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 645	6 580
		2) Autres dépenses	1 419	1 507
		Sous-total c)	8 064	8 087
	d)	Secrétariat législatif		
		1) Salaires et avantages sociaux	514	510
		2) Autres dépenses	296	300
		3) Organismes externes	518	518
		Sous-total d)	1 328	1 328

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.2	2.	Politiques et programmes provinciaux	35 717	35 289
		Rôle de leadership stratégique et offre de solutions au service des objectifs et des priorités de Santé Manitoba.		
		<i>Systèmes d'information</i> : rôle de leadership en matière de systèmes d'information et de technologies de l'information afin d'appuyer les objectifs et les priorités de Santé Manitoba.		
		<i>Programmes de médicaments</i> : prestation générale des médicaments admissibles.		
		<i>Services ministériels</i> : soutien administratif au Conseil manitobain d'appel en matière de santé et au Conseil de révision en matière de santé mentale; gestion de l'Office de protection des personnes recevant des soins; maintien de l'accès à des services en français au sein de Santé Manitoba et des régions désignées; soutien aux services Web de Santé Manitoba.		
		<i>Planification des immobilisations</i> : planification et gestion de la construction et du financement d'immobilisations des hôpitaux, des foyers de soins personnels et autres établissements de santé.		
		<i>Section de la politique de gestion des médicaments</i> : élaboration de politiques à l'échelle du système de santé et de politiques stratégiques; coordination des mesures de maîtrise des coûts touchant l'offre et la demande; analyse de dossiers pour assurer la durabilité des programmes de médicaments du Manitoba.		
		<i>Services du Laboratoire provincial Cadham</i> : tests de dépistage de santé publique et néonatal et services de référence relatifs à des maladies transmissibles à l'échelle de la province. Offre de services d'intervention en cas d'épidémie et de services d'éducation, d'information et de consultation aux intervenants dans le système de soins de santé.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	238	237
		2) Autres dépenses	52	53
		Sous-total a)	290	290
	b)	Systèmes d'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 449	4 429
		2) Autres dépenses	913	933
		3) Frais de soutien des programmes provinciaux	5 036	5 036
		Sous-total b)	10 398	10 398

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
	c)	Programmes de médicaments		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 531	2 529
		2) Autres dépenses	522	524
		Sous-total c)	3 053	3 053
	d)	Services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 374	1 365
		2) Autres dépenses	733	742
		3) Organismes externes	395	395
		Sous-total d)	2 502	2 502
	e)	Planification des immobilisations		
		1) Salaires et avantages sociaux	897	895
		2) Autres dépenses	205	207
		Sous-total e)	1 102	1 102
	f)	Section de la politique de gestion des médicaments		
		1) Salaires et avantages sociaux	831	825
		2) Autres dépenses	172	178
		3) Organismes externes	424	424
		Sous-total f)	1 427	1 427
	g)	Services du Laboratoire provincial Cadham		
		1) Salaires et avantages sociaux	8 333	7 819
		2) Autres dépenses	8 612	8 698
		Sous-total g)	16 945	16 517

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.3	3.	Secrétariat à la main-d'œuvre de la santé	11 105	11 105
		Intégration fonctionnelle des principaux domaines du Secrétariat à la main-d'œuvre de la santé et coordination de leurs fonctions liées aux intervenants internes et externes connexes.		
		<i>Contrats et négociations</i> : établissement d'objectifs et de mandats en vue de négociations avec les médecins, le personnel infirmier, le personnel professionnel de soutien technique et paramédical et les personnes travaillant dans les corps de métier du système de santé; tenue de négociations avec les syndicats et les associations professionnelles afin de déterminer les modalités générales des contrats et des conventions collectives et administration de contrats médicaux et connexes.		
		<i>Planification des ressources humaines de la santé</i> : élaboration des stratégies en ressources humaines dans ce secteur et de prévisions de marché; surveillance des besoins en ressources humaines à l'échelle provinciale afin de garantir des effectifs adéquats de professionnels de la santé en mesure de répondre à la demande de services. Administration et recrutement de personnel médical s'occupe de la coordination et de la gestion du recrutement des médecins et de la délivrance des titres de compétences à ces derniers.		
		<i>Paiement à l'acte et services assurés</i> : gestion des activités principales des services assurés et des programmes de prestations, y compris les négociations et les modifications relatives au manuel des médecins du Manitoba, les demandes de remboursement liées aux services médicaux, les ententes interprovinciales de réciprocité, le Programme des résumés de dossiers d'hôpitaux, le programme d'indemnisation pour services hors province, le Programme d'aide au transport hors province, la Section de la vérification et des enquêtes et le Programme de récupération des coûts de responsabilité civile.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	770	762
		2) Autres dépenses	810	818
		Sous-total a)	1 580	1 580
	b)	Contrats et négociations		
		1) Salaires et avantages sociaux	871	867
		2) Autres dépenses	366	370
		Sous-total b)	1 237	1 237
	c)	Planification des ressources humaines de la santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	754	749
		2) Autres dépenses	115	120
		3) Organismes externes	223	223
		Sous-total c)	1 092	1 092
	d)	Paiement à l'acte et services assurés		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 425	5 371
		2) Autres dépenses	1 771	1 825
		Sous-total d)	7 196	7 196

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.4	4.	Santé publique et soins de santé primaire	47 537	47 450
		Prestation de services liés à la <i>Loi sur la santé publique</i> et d'autres lois. Gestion et administration de programmes de prestation de services directs au sein du ministère. Rôle de leadership provincial dans les domaines de la santé publique, des soins primaires et de la santé des Autochtones et des résidents du Nord en collaboration avec les offices de la santé, d'autres fournisseurs de soins et des intervenants clés du secteur.		
		<i>Santé publique</i> : rôle de leadership provincial, de coordination et de soutien en vue d'une approche intégrée des programmes et des services de santé publique; préparation aux situations d'urgence en matière de santé publique relativement aux maladies et problèmes de santé actuels et émergents; élaboration de protocoles, de politiques, de normes et de programmes relatifs à la prévention des maladies et à la lutte contre celles-ci, aux immunisations, à la santé environnementale, aux inspections sanitaires et à la santé maternelle et infantile; rédaction et diffusion de rapports et de publications épidémiologiques; surveillance de l'état de santé de la population du Manitoba, de l'amélioration de son état de santé général et de la réduction des disparités en matière de santé, et établissement de rapports à ces égards.		
		<i>Soutien aux politiques fédérales-provinciales</i> : leadership, prestation de conseils et soutien en matière de santé au ministère sur les questions d'ordre fédéral, interprovincial, intergouvernemental et autre.		
		<i>Bureau de la santé des Autochtones et des résidents du Nord</i> : participation à des activités et à des projets qui permettent de rassembler la population et les communautés et de mettre des idées et des ressources en commun afin de favoriser la santé de tous les Autochtones et résidents du nord du Manitoba et de garantir l'équité pour tous; fonctionnement des postes provinciaux de soins infirmiers.		
		<i>Soins de santé primaires</i> : appui à la stratégie provinciale visant à concevoir, à mettre en œuvre et à évaluer un système de soins de santé primaires en vue de mieux répondre aux besoins des patients et de la population du Manitoba.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	280	278
		2) Autres dépenses	323	325
		Sous-total a)	603	603
	b)	Santé publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	13 280	13 135
		2) Autres dépenses	5 453	5 453
		3) Agents immunisants, produits biologiques et médicaments	15 343	15 343
		4) Organismes externes	12	12
		Sous-total b)	34 088	33 943

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
	c)	Soutien aux politiques fédérales-provinciales		
		1) Salaires et avantages sociaux	486	485
		2) Autres dépenses	41	42
		Sous-total c)	527	527
	d)	Bureau de la santé des Autochtones et des résidents du Nord		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 238	3 226
		2) Autres dépenses	3 012	3 012
		3) Organismes externes	724	724
		Sous-total d)	6 974	6 962
	e)	Soins de santé primaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 231	1 223
		2) Autres dépenses	3 910	3 988
		3) Organismes externes	204	204
		Sous-total e)	5 345	5 415
21.5	5.	Politiques et programmes régionaux	26 277	26 270
		Établissement de mesures législatives, d'une surveillance, de normes, de lignes directrices, de politiques et de directives stratégiques concernant les programmes de santé offerts à l'échelle régionale, notamment ceux fournis par Action cancer Manitoba et Diagnostic Services Manitoba.		
		<i>Gestion des urgences sanitaires</i> : soutien d'un réseau complet et coordonné de soins et de transport d'urgence pour la population. Veille à la satisfaction des besoins en santé de la population lors des sinistres.		
		<i>Services provinciaux de diagnostic et de lutte contre le cancer</i> : soutien à la coordination des services provinciaux de lutte contre le cancer, de laboratoire, d'imagerie diagnostique, de soins rénaux et de greffes; supervision de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un service de médecine transfusionnelle coordonné, intégré et de qualité pour la province.		
		<i>Soins continus</i> : soutien au programme provincial de soins continus au moyen de mesures législatives, de normes, de lignes directrices, de politiques et de directives stratégiques en vue de satisfaire aux exigences actuelles et futures du système de soins continus.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
<i>Soins actifs, tertiaires et spécialisés</i> : appui à la planification, à la prestation et à la continuité des services de soins actifs; établissement de la base stratégique permettant de relever les défis actuels et futurs dans le domaine des soins actifs.				
<i>Bureau du psychiatre en chef de la Province</i> : conseils de spécialistes en psychiatrie sur toutes les questions concernant la pratique de la profession et l'élaboration des politiques, des programmes et de la législation en matière de santé mentale.				
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	312	309
		2) Autres dépenses	54	57
		3) Organismes externes	881	881
		Sous-total a)	1 247	1 247
	b)	Gestion des urgences sanitaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 000	1 988
		2) Autres dépenses	16 339	16 344
		3) Organismes externes	23	23
		Sous-total b)	18 362	18 355
	c)	Services provinciaux de diagnostic et de lutte contre le cancer		
		1) Salaires et avantages sociaux	735	731
		2) Autres dépenses	272	276
		3) Organismes externes	50	50
		Sous-total c)	1 057	1 057
	d)	Soins continus		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 063	1 061
		2) Autres dépenses	144	146
		Sous-total d)	1 207	1 207
	e)	Soins actifs, tertiaires et spécialisés		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 333	2 328
		2) Autres dépenses	744	749
		3) Organismes externes	820	820
		Sous-total e)	3 897	3 897
	f)	Bureau du psychiatre en chef de la Province		
		1) Salaires et avantages sociaux	452	447
		2) Autres dépenses	55	60
		Sous-total f)	507	507

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.6	6.	Vie saine et Aînés.	44 724	41 536
		<i>Vie saine et populations en santé</i> : soutien de politiques et de programmes fondés sur des données probantes qui visent à promouvoir la vie saine grâce à des partenariats stratégiques en améliorant le bien-être des particuliers et des communautés et en appuyant la promotion de la santé et la prévention, le tout en accordant une importance particulière aux communautés à risque, en mettant l'accent sur la bonne condition physique, la nutrition, le bien-être au travail, les écoles en santé, la sexualité saine et la prévention des blessures et des maladies chroniques.		
		<i>Personnes âgées et vieillissement en santé</i> : planification et évaluation des questions liées aux personnes âgées et au vieillissement et communication et conseils à ce sujet au gouvernement, de façon à ce que le Manitoba soit parfaitement en mesure de préparer l'avenir de sa population vieillissante. Communication, partout dans la province, de renseignements sur les programmes gouvernementaux pertinents afin de faciliter l'accès à ces programmes. Coordination de l'Initiative du Manitoba, province amie des aînés, d'une stratégie de vieillissement en santé et de la Stratégie de lutte contre la violence envers les personnes âgées. Services de soutien au Conseil manitobain du vieillissement, ainsi qu'au Comité de soutien aux aidants naturels, dans les domaines de l'administration et de l'élaboration de politiques.		
		<i>Santé mentale et soins spirituels</i> : leadership dans l'élaboration de politiques provinciales, planification et prestation de conseils dans les domaines de la santé mentale et des soins spirituels, notamment en ce qui concerne la stratégie de prévention du suicide et le programme provincial pour les besoins spéciaux. Gestion des rapports entre le ministère et les organismes bénéficiant de subventions, et des résultats attendus de leurs activités. Élaboration des plans de mise en œuvre pour la planification stratégique dans les domaines des soins spirituels et de la santé mentale.		
		<i>Lutte contre la consommation du tabac</i> : application des dispositions législatives et mise en œuvre de la Stratégie antitabac du Manitoba. Direction des politiques et programmes appuyant les mesures visant à empêcher les jeunes de commencer à fumer, à protéger les non-fumeurs contre l'exposition à la fumée secondaire du tabac, à aider ceux qui veulent arrêter de fumer et à marginaliser la consommation du tabac.		
		<i>Politiques et soutien relatifs aux dépendances</i> : leadership dans l'élaboration de politiques provinciales, planification et prestation de conseils en ce qui concerne la prévention, l'intervention précoce, le traitement et les soins continus dans le domaine des dépendances. Contrôle des résultats de performance attendus et maintien des relations avec la Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances et les autres organismes bénéficiant de subventions qui offrent des services de lutte contre les dépendances. Soutien, avec l'aide de partenaires, de la mise au point d'une stratégie de lutte contre l'alcoolisme et des initiatives de prévention connexes.		
		<i>Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances</i> : services de sensibilisation, de prévention et de traitement dans les domaines de l'abus de drogues et d'alcool, et de l'obsession du jeu, dans l'ensemble de la province.		
	a)	Vie saine et populations en santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 284	1 281
		2) Autres dépenses	2 867	2 282
		3) Organismes externes	2 654	2 654
		Sous-total a)	6 805	6 217

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
	b)	Personnes âgées et vieillissement en santé		
	1)	Salaires et avantages sociaux	741	736
	2)	Autres dépenses	251	256
	3)	Organismes externes	730	730
		Sous-total b)	<u>1 722</u>	<u>1 722</u>
	c)	Santé mentale et soins spirituels		
	1)	Salaires et avantages sociaux	707	701
	2)	Autres dépenses	1 780	1 786
	3)	Organismes externes	2 413	2 413
		Sous-total c)	<u>4 900</u>	<u>4 900</u>
	d)	Lutte contre la consommation du tabac		
	1)	Salaires et avantages sociaux	248	245
	2)	Autres dépenses	818	821
	3)	Organismes externes	166	166
		Sous-total d)	<u>1 232</u>	<u>1 232</u>
	e)	Politiques et soutien relatifs aux dépendances		
	1)	Salaires et avantages sociaux	291	287
	2)	Autres dépenses	58	62
	3)	Organismes externes	6 838	6 838
		Sous-total e)	<u>7 187</u>	<u>7 187</u>
	f)	Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances		
		Prestation des programmes	28 611	26 011
		Services de lutte contre l'obsession du jeu	3 238	3 238
			<u>31 849</u>	<u>29 249</u>
		Moins : Sommes récupérées de tiers	(1 633) (1)	(1 633)
		Somme récupérable de la Société manitobaine des alcools et des loteries	<u>(7 338) (1)</u>	<u>(7 338)</u>
		Sous-total f)	<u>22 878</u>	<u>20 278</u>
21.7	7.	Fonds d'assurance-maladie	<u>5 025 517</u> (2)	<u>4 927 675</u>
		Paiements aux offices de la santé pour qu'ils offrent des soins actifs, des soins de longue durée, des soins à domicile, des soins de santé mentale et communautaire, ainsi que des services d'intervention et de transport d'urgence; versements directs aux services de santé, aux services médicaux et au Régime d'assurance-médicaments de la province.		

- Ces sommes, récupérées directement par la Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances, ne constituent pas une partie du Trésor.
- Le montant total versé au Fonds d'assurance-maladie s'élève à 5 200 427 \$, soit 5 025 517 \$ à titre de subventions de fonctionnement et 174 910 \$ à titre de subventions en capital.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
	a)	Financement des offices de la santé		
		Soins actifs	2 225 242	2 203 415
		Soins de longue durée	592 267	583 602
		Soins à domicile	333 530	328 221
		Services de santé mentale et communautaire	240 749	235 722
		Services d'intervention et de transport d'urgence	72 730	70 008
			3 464 518	3 420 968
		Moins : Sommes récupérées de tiers	(17 385) (3)	(17 385)
		Sommes récupérées d'ententes de réciprocité	(65 977) (3)	(67 977)
		Sommes récupérables des Initiatives de développement urbain	(2 000)	(2 000)
		Sous-total a)	3 379 156	3 333 606
	b)	Services de santé provinciaux		
		Services hors province	53 726	53 726
		Services de transfusion sanguine	58 797	58 797
		Hôpitaux fédéraux	2 579	2 579
		Programmes de services connexes	17 325	14 780
		Promotion de la santé au sein des communautés	6 385	4 575
		Initiatives de recrutement de personnel infirmier et de maintien des effectifs	3 730	3 730
		Centre manitobain des politiques en matière de santé	2 200	2 200
		Centre de santé mentale de Selkirk	42 039	40 538
		Sous-total b)	186 781	180 925
	c)	Services médicaux		
		Médecins	1 126 142	1 084 346
		Autres professionnels	27 717	25 862
		Médecins hors province	31 328	30 328
		Programme de recrutement de médecins et de maintien des effectifs	31 457	29 672
			1 216 644	1 170 208
		Moins : Sommes récupérées de tiers	(10 003) (3)	(10 003)
		Sommes récupérées d'ententes de réciprocité	(16 121) (3)	(16 121)
		Sous-total c)	1 190 520	1 144 084
	d)	Régime d'assurance-médicaments		
		Programme de médicaments ordinaires	310 592	310 592
		Médicaments contre le cancer pris par voie orale	20 642	20 642
		Moins : Dépenses en médicaments engagées par Emploi et Économie	(62 174)	(62 174)
		Sous-total d)	269 060	269 060

3. Ces sommes, récupérées directement par le Fonds d'assurance-maladie, ne constituent pas une partie du Trésor.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.8	8.	Subventions en capital	174 910	166 974
		Financement accordé aux offices de la santé à des fins de remboursement du principal d'emprunts approuvés, d'achat de matériel, d'autres dépenses en immobilisations et d'intérêts.		
	a)	Remboursement du principal		
	1)	Soins actifs	73 874	70 285
	2)	Soins de longue durée	16 632	15 441
	3)	Services de santé mentale et communautaire	4 382	4 299
		Sous-total a)	94 888	90 025
	b)	Achat et remplacement de matériel		
	1)	Soins actifs	14 573	14 218
	2)	Soins de longue durée	2 903	2 832
		Sous-total b)	17 476	17 050
	c)	Autres dépenses en immobilisations		
	1)	Soins actifs	3 950	3 950
	2)	Soins de longue durée	3 750	3 750
		Sous-total c)	7 700	7 700
	d)	Intérêts		
	1)	Soins actifs	43 894	39 856
	2)	Soins de longue durée	7 279	8 260
	3)	Services de santé mentale et communautaire	3 673	4 083
		Sous-total d)	54 846	52 199
21.9	9.	Coûts liés aux immobilisations	5 314	5 314
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	4 262	4 262
	b)	Frais d'intérêts	1 052	1 052
		Total de la Partie A - Fonctionnement	5 382 077	5 272 612

Partie B - Investissements en immobilisations

21.10	21.	Immobilisations	1 040	1 711
		Prise en charge des coûts de développement et de mise à niveau des systèmes de technologie de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	1 040	1 711

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
LOGEMENT ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (30)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration	1 786	(0,9)	1 803
2. Logement	70 902	-	70 890
3. Développement communautaire	6 290	0,2	6 279
4. Coûts liés aux immobilisations	141	(4,1)	147
Total de la Partie A - Fonctionnement	79 119	-	79 119
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	78 728	-	78 722
Subventions en capital	250	-	250
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	141	(4,1)	147
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	79 119	-	79 119

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014	82 587
Transfert de fonctions allant à :	
- Services à la famille	(3 468)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	79 119

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
LOGEMENT ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (30), suite				
Partie A - Fonctionnement				
30.1	1.	Administration	1 786	1 803
		Haute direction, planification, soutien et contrôle des politiques et des programmes du ministère, y compris de la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	705	702
	2)	Autres dépenses	80	80
		Sous-total b)	785	782
	c)	Services de soutien		
	1)	Salaires et avantages sociaux	911	928
	2)	Autres dépenses	53	56
		Sous-total c)	964	984
30.2	2.	Logement	70 902	70 890
		<i>Société d'habitation et de rénovation du Manitoba</i> : paiement de transfert pour l'administration de logements sociaux et la prestation d'autres programmes fournis par la Société, notamment les subventions pour les locataires et propriétaires à revenu faible ou modeste, la prestation de suppléments au loyer et le soutien opérationnel à la gestion de logements à but non lucratif et d'habitations coopératives.		
		<i>L'Allocation-logement transférable</i> fournit des allocations et du soutien aux personnes à faible revenu ayant une déficience mentale afin qu'elles trouvent un logement dans le marché locatif privé. L'aide au logement d'urgence fournit une aide financière aux refuges hébergeant les sans-abri à titre urgent et temporaire.		
	a)	Société d'habitation et de rénovation du Manitoba	67 299 (1)	67 287
	b)	Allocation-logement transférable et aide au logement d'urgence	3 603	3 603

1. Des fonds supplémentaires sont prévus dans la *Loi d'emprunt annuelle*.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
LOGEMENT ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (30), suite				
30.3	3.	Développement communautaire.	6 290	6 279
		Coordination ou prestation de programmes en vue d'aider les communautés à offrir des possibilités durables de développement des coopératives et de développement récréatif et social.		
		Coordination et mise en œuvre de programmes dans le cadre de Quartiers vivants, une initiative d'envergure à long terme, axée sur la communauté, qui vise à soutenir les efforts de revitalisation de quartiers vulnérables au Manitoba en mettant à la disposition des résidents et d'autres intervenants de ces quartiers les outils que ces efforts exigent.		
	a)	Aide communautaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	354	354
		2) Autres dépenses	104	104
		3) Subventions	1 704	1 704
		4) Programme Place aux communautés	3 465	3 465
			5 627	5 627
		5) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(1 500)	(1 500)
		6) Moins : Somme récupérable du Fonds de croissance du Manitoba	(1 965)	(1 965)
		Sous-total a)	2 162	2 162
	b)	Quartiers vivants		
		1) Salaires et avantages sociaux	701	693
		2) Autres dépenses	163	163
		3) Aide aux quartiers	5 281	5 281
			6 145	6 137
		4) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(2 442)	(2 442)
		Sous-total b)	3 703	3 695
	c)	Développement des coopératives		
		1) Salaires et avantages sociaux	270	267
		2) Autres dépenses	340	340
			610	607
		3) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(185)	(185)
		Sous-total c)	425	422
30.4	4.	Coûts liés aux immobilisations	141	147
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	112	112
	b)	Frais d'intérêts	29	35
			79 119	79 119
		Total de la Partie A - Fonctionnement	79 119	79 119

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
---------	-------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15)

Partie A - Fonctionnement

1. Administration et finances	9 624	-	9 624
2. Programmes - Voirie et transports	49 455	1,8	48 577
3. Programmes - Services gouvernementaux	53 091	0,8	52 659
4. Travaux d'infrastructure	180 820	(0,7)	182 139
5. Organisation des mesures d'urgence	2 655	-	2 655
6. Coûts liés aux immobilisations	365 135	6,5	342 935
Total de la Partie A - Fonctionnement	660 780	3,5	638 589

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	295 645	-	295 654
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	65 142	(0,7)	65 631
Infrastructure	299 993	8,2	277 304
Total de la Partie A - Fonctionnement	660 780	3,5	638 589

Partie B - Investissements en immobilisations

15. Immobilisations			
Actif général	96 410	(25,2)	128 920
Infrastructure	586 510	15,5	507 610
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	682 920	7,3	636 530

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014	639 203
Transfert de fonctions venant de :	
- Commission manitobaine d'aménagement du canal de dérivation et de la route située du côté est ..	100
Transfert de crédits allant à :	
- Emploi et Économie	(714)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	638 589

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
Partie A - Fonctionnement				
15.1	1.	Administration et finances	9 624	9 624
		Orientation de la politique et des programmes, services comptables et budgétaires centralisés, élaboration des systèmes, soutien administratif général et programmes de santé et de sécurité au travail dans le but de veiller à la prestation efficace des programmes et à l'utilisation judicieuse des ressources du ministère. Assure le fonctionnement du Bureau du lieutenant-gouverneur.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 190	1 190
	2)	Autres dépenses	140	140
		Sous-total b)	1 330	1 330
	c)	Services administratifs		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 528	1 528
	2)	Autres dépenses	872	872
		Sous-total c)	2 400	2 400
	d)	Services financiers		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 663	1 572
	2)	Autres dépenses	471	471
		Sous-total d)	2 134	2 043
	e)	Technologies de l'information		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 918	2 009
	2)	Autres dépenses	638	648
		Sous-total e)	2 556	2 657
	f)	Santé, sécurité et gestion des risques au travail		
	1)	Salaires et avantages sociaux	671	671
	2)	Autres dépenses	108	108
		Sous-total f)	779	779
	g)	Bureau du lieutenant-gouverneur		
	1)	Salaires et avantages sociaux	250	250
	2)	Autres dépenses	102	102
		Sous-total g)	352	352
	h)	Commission de l'évaluation foncière	36 (1)	26

1. Fonds pour le fonctionnement de la Commission de l'évaluation foncière, dont l'administration a été fusionnée avec celle de la Commission municipale au sein du ministère des Administrations municipales.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
15.2	2.	Programmes - Voirie et transports	49 455	48 577
		<i>Division du génie routier et des opérations</i> : conception, construction, exploitation et administration du réseau routier provincial, du réseau des routes d'hiver et de l'ensemble des aéroports et du service de traversiers du nord du Manitoba.		
		<i>Gestion de l'eau et ouvrages d'art</i> : supervision de la conception, de la construction et de l'entretien des ponts, des échangeurs, des panneaux de signalisation suspendus, des ouvrages de régularisation des eaux et d'autres structures; prévision des inondations et activités de gestion de l'eau.		
		<i>Politique et réglementation des transports</i> : fournit des conseils en matière de politique et des services de planification, de recherche et de coordination se rapportant à tous les modes de transport de personnes et de marchandises; veille à la sécurité sur les routes du Manitoba en faisant appliquer les règlements; assure une liaison avec le gouvernement fédéral, les autres provinces et les entreprises; soutien continu de la politique gouvernementale relative aux permis de conduire et à l'immatriculation des véhicules.		
		<i>Commissions, conseils et comités</i> : réglementation des transporteurs routiers; application de la <i>Loi sur la protection des voies publiques</i> , du <i>Code de la route</i> et de la <i>Loi sur les véhicules à caractère non routier</i> , mécanisme d'appel pour les personnes dont les privilèges de conduite ont été suspendus.		
	a)	Haute direction de la division		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 510	1 485
		2) Autres dépenses	137	137
			1 647	1 622
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(246)	(246)
		Sous-total a)	1 401	1 376
	b)	Opérations et contrats		
		1) Opérations spéciales		
		a) Salaires et avantages sociaux	594	584
		b) Autres dépenses	241	241
		Sous-total 1)	835	825
		2) Contrats		
		a) Salaires et avantages sociaux	1 830	1 805
		b) Autres dépenses	409	409
		Sous-total 2)	2 239	2 214
		3) Services d'appui à la construction		
		a) Salaires et avantages sociaux	1 120	1 103
		b) Autres dépenses	236	236
		Sous-total 3)	1 356	1 339

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	4)	Services de fonctionnement		
	a)	Salaires et avantages sociaux	823	810
	b)	Autres dépenses	135	135
		Sous-total 4)	958	945
	5)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(1 218)	(1 218)
		Sous-total b)	4 170	4 105
	c)	Gestion de l'eau et ouvrages d'art		
	1)	Soutien divisionnaire et administratif		
	a)	Salaires et avantages sociaux	1 111	1 111
	b)	Autres dépenses	300	300
		Sous-total 1)	1 411	1 411
	2)	Conception et construction		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 350	2 300
	b)	Autres dépenses	637	637
		Sous-total 2)	2 987	2 937
	3)	Opérations hydriques		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 657	2 620
	b)	Autres dépenses	663	663
		Sous-total 3)	3 320	3 283
	4)	Services de préservation et de planification		
	a)	Salaires et avantages sociaux	970	956
	b)	Autres dépenses	117	117
		Sous-total 4)	1 087	1 073
	5)	Prévisions hydrologiques et gestion de l'eau		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 177	2 135
	b)	Autres dépenses	396	396
		Sous-total 5)	2 573	2 531
	6)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(3 897)	(3 897)
		Sous-total c)	7 481	7 338
	d)	Surveillance des transporteurs routiers		
	1)	Salaires et avantages sociaux	5 656	5 656
	2)	Autres dépenses	1 703	1 703
		Sous-total d)	7 359	7 359

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	e)	Bureaux régionaux		
	1)	Bureau de la région de l'Est		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 903	2 856
	b)	Autres dépenses	702	672
		Sous-total 1)	3 605	3 528
	2)	Bureau de la région du Centre-Sud		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 484	2 443
	b)	Autres dépenses	689	659
		Sous-total 2)	3 173	3 102
	3)	Bureau de la région du Sud-Ouest		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 688	2 643
	b)	Autres dépenses	737	607
		Sous-total 3)	3 425	3 250
	4)	Bureau de la région du Centre-Ouest		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 296	2 259
	b)	Autres dépenses	636	606
		Sous-total 4)	2 932	2 865
	5)	Bureau de la région du Nord		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 324	2 285
	b)	Autres dépenses	774	744
		Sous-total 5)	3 098	3 029
	6)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(3 641)	(3 641)
		Sous-total e)	12 592	12 133
	f)	Autres administrations		
	1)	Dépenses brutes	2 869	2 865
	2)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(500)	(500)
		Sous-total f)	2 369	2 365

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	g)	Planification, conception et services fonciers		
	1)	Planification et conception		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 079	2 046
	b)	Autres dépenses	537	537
		Sous-total 1)	2 616	2 583
	2)	Services fonciers		
	a)	Salaires et avantages sociaux	299	294
	b)	Autres dépenses	44	44
		Sous-total 2)	343	338
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(137)	(137)
		Sous-total g)	2 822	2 784
	h)	Aéroports et service de traversiers du Nord		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 428	1 403
	2)	Autres dépenses	642	642
		Sous-total h)	2 070	2 045
	i)	Génie des matériaux		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 738	2 684
	2)	Autres dépenses	694	694
			3 432	3 378
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(1 215)	(1 215)
		Sous-total i)	2 217	2 163
	j)	Contrôle de la circulation routière		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 710	1 683
	2)	Autres dépenses	417	417
			2 127	2 100
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(677)	(677)
		Sous-total j)	1 450	1 423
	k)	Politique des transports		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 849	2 802
	2)	Autres dépenses	1 635	1 644
	3)	Initiative de développement de la porte d'accès de Churchill	200	200
			4 684	4 646
	4)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(55)	(55)
		Sous-total k)	4 629	4 591

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	1)	Commissions, conseils et comités		
	1)	Commission du transport routier et Conseil routier		
	a)	Salaires et avantages sociaux	323	323
	b)	Autres dépenses	148	148
		Sous-total 1)	471	471
	2)	Commission d'appel des suspensions de permis et Comité d'étude des dossiers médicaux		
	a)	Salaires et avantages sociaux	359	359
	b)	Autres dépenses	65	65
		Sous-total 2)	424	424
		Sous-total 1)	895	895
15.3	3.	Programmes - Services gouvernementaux	53 091	52 659
		<i>Division des services des installations</i> : acquisition et aménagement de locaux dont le gouvernement est propriétaire ou locataire afin de fournir des milieux de travail sécuritaires, durables et de qualité pour la prestation de programmes publics; services de planification, gestion et exécution de projets, services administratifs, contrats et services de stationnement et de sécurité; services de fonctionnement et d'entretien fournis aux ministères et aux organismes occupant des bâtiments que la Province possède ou loue; responsabilité de plus de 400 installations gouvernementales, d'Emerson à Churchill, qui comprennent des établissements correctionnels provinciaux, des collèges communautaires, des centres de santé mentale, des postes de soins infirmiers, des immeubles de bureaux, des stations touristiques et le Palais législatif.		
		<i>Direction des services d'approvisionnement</i> : prestation de services d'approvisionnement ministériel à tous les ministères et à certains organismes afin de garantir que chaque contrat d'achat constitue une dépense juste et raisonnable pour les contribuables; protection du système concurrentiel à l'intention des fournisseurs intéressés; services d'approvisionnement et de gestion du matériel de télécopie et de photocopie.		
		<i>Services de transport aérien</i> : services de transport aérien efficaces et économiques offerts aux clients grâce à l'utilisation efficace de la flotte aérienne et à la coordination des services aériens d'ambulance, de lutte contre les incendies et de transport général.		
		<i>Organismes de service spécial</i> : Organisme chargé de la distribution du matériel, Terres domaniales et acquisition foncière et Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	a)	Gestion des projets		
	1)	Salaires et avantages sociaux	4 301	4 233
	2)	Autres dépenses	7 793	7 793
			12 094	12 026
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(5 256)	(5 256)
	4)	Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations	(4 572)	(4 572)
		Sous-total a)	2 266	2 198
	b)	Grands projets		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 161	1 161
	2)	Autres dépenses	307	307
			1 468	1 468
	3)	Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations	(1 468)	(1 468)
		Sous-total b)	-	-
	c)	Fonctionnement		
	1)	Salaires et avantages sociaux	24 308	23 892
	2)	Autres dépenses	44 932	43 014
			69 240	66 906
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(854)	(854)
		Sous-total c)	68 386	66 052
	d)	Immobilier et contrats		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 650	1 627
	2)	Autres dépenses	42 397	37 397
			44 047	39 024
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(2 400)	(2 400)
	4)	Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations	(222)	(222)
		Sous-total d)	41 425	36 402
	e)	Haute direction de la division		
	1)	Salaires et avantages sociaux	273	270
	2)	Autres dépenses	63	63
			336	333
	3)	Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations	(84)	(84)
		Sous-total e)	252	249

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	f)	Sécurité		
	1)	Salaires et avantages sociaux	6 078	5 987
	2)	Autres dépenses	1 141	1 141
			7 219	7 128
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(1 259)	(1 259)
		Sous-total f)	5 960	5 869
	g)	Recouvrement des coûts liés aux locaux	(70 839)	(63 688)
	h)	Services de soutien divisionnaire		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 834	1 805
	2)	Autres dépenses	690	690
			2 524	2 495
	3)	Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations	(480)	(480)
		Sous-total h)	2 044	2 015
	i)	Direction des services d'approvisionnement		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 268	2 233
	2)	Autres dépenses	351	351
		Sous-total i)	2 619	2 584
	j)	Services de transport aérien		
	1)	Salaires et avantages sociaux	9 299	9 299
	2)	Autres dépenses	10 252	10 252
			19 551	19 551
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(18 573)	(18 573)
		Sous-total j)	978	978
	k)	Organisme chargé de la distribution du matériel	- (2)	-
	l)	Terres domaniales et acquisition foncière	- (2)	-
	m)	Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd	- (2)	-

2. L'Organisme chargé de la distribution du matériel, l'Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd, et Terres domaniales et acquisition foncière sont des organismes de service spécial pour lesquels aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2014-2015 (voir page 147).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
15.4	4.	Travaux d'infrastructure	180 820	182 139
		Programmes de construction et d'entretien des routes praticables en tout temps et des routes d'hiver provinciales, ainsi que programmes concernant l'exploitation des traversiers et des aéroports du Nord, l'aide aux municipalités, les projets d'entretien et de préservation des voies d'eau et les initiatives visant à atténuer les inondations.		
		a) Programme d'entretien et de conservation des routes provinciales à grande circulation et des routes provinciales secondaires, et projets connexes		
		1) Dépenses brutes	169 799	170 288
		2) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(2 880)	(300)
		3) Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations	(24 826)	(24 826)
		Sous-total a)	142 093	145 162
		b) Projets d'entretien et de préservation des voies d'eau		
		1) Dépenses brutes	12 654	12 254
		2) Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations	(3 014)	(2 614)
		Sous-total b)	9 640	9 640
		c) Initiatives visant à atténuer les inondations	3 677	3 677
		d) Exploitation des aéroports du Nord et du service de traversiers		
		1) Exploitation des aéroports du Nord	11 693	10 443
		2) Exploitation du service de traversiers	4 417	4 417
			16 110	14 860
		3) Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations	(325)	(325)
		Sous-total d)	15 785	14 535
		e) Routes d'hiver	9 625	9 125
15.5	5.	Organisation des mesures d'urgence.	2 655	2 655
		En étroite collaboration avec tous les ordres gouvernementaux, le secteur privé, des organismes bénévoles, ainsi que d'autres organismes non gouvernementaux, l'Organisation des mesures d'urgence du Manitoba appuie et coordonne la planification des mesures d'urgence, la procédure en cas d'urgence et la reprise après une catastrophe afin de veiller à la sécurité des résidents et à la protection des biens et de l'environnement. L'Organisation est chargée de la gestion et de la prestation du Programme d'aide financière aux sinistrés, lequel aide les Manitobains et Manitobaines ayant subi des dommages en conséquence directe d'une catastrophe d'envergure.		
		a) Salaires et avantages sociaux	2 040	2 040
		b) Autres dépenses	615	615

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
15.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	365 135	342 935
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Services de transport aérien		
	1)	Amortissement	9 070	8 907
	2)	Frais d'intérêts	7 081	7 148
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(8 421)	(8 477)
		Sous-total a)	7 730	7 578
	b)	Actif général		
	1)	Amortissement	26 557	25 881
	2)	Frais d'intérêts	35 625	35 064
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(4 770)	(2 892)
		Sous-total b)	57 412	58 053
	c)	Infrastructure - Routes provinciales		
	1)	Amortissement	155 362	146 715
	2)	Frais d'intérêts	147 583	135 093
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(16 817)	(16 817)
		Sous-total c)	286 128	264 991
	d)	Infrastructure - Ressources hydriques		
	1)	Amortissement	4 444	3 745
	2)	Frais d'intérêts	9 421	8 568
		Sous-total d)	13 865	12 313
		Total de la Partie A - Fonctionnement	660 780	638 589

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE AND TRANSPORTATION (15), suite				
Partie B - Investissements en immobilisations				
15.7	15.	Immobilisations	682 920	636 530
		<i>Actif général</i> : acquisition de biens corporels; projets majeurs de construction et de rénovation d'immeubles; acquisition et entretien des aéronefs du gouvernement.		
		<i>Infrastructure</i> : construction et amélioration des routes, des ponts, des pistes d'atterrissage des aéroports et des ouvrages de régularisation des eaux de la province, et aménagement du canal de dérivation et de la route située du côté est.		
	a)	Actif général		
		1) Projets d'immobilisations - Services gouvernementaux	80 000	112 000
		2) Projets d'immobilisations et matériel - Transports	14 105	14 000
		3) Projets d'immobilisations - Services de transport aérien	2 305	2 920
		Sous-total a)	96 410	128 920
	b)	Infrastructure		
		1) Infrastructure routière	548 510	468 510
		2) Immobilisations liées aux pistes d'atterrissage des aéroports	2 000	2 000
		3) Immobilisations liées à la gestion des ressources hydriques	32 800	27 800
		4) Aménagement du canal de dérivation	3 200	9 300
		Sous-total b)	586 510	507 610

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
EMPLOI ET ÉCONOMIE (10)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	5 258	0,6	5 228
2. Services d'aide à l'entreprise	32 092	(2,1)	32 778
3. Perfectionnement de la main-d'œuvre et soutien du revenu	573 825	2,5	559 972
4. Relations internationales et commerce	3 579	0,6	3 559
5. Technologie et transformation opérationnelle	40 904	0,9	40 524
6. Coûts liés aux immobilisations	13 887	(2,9)	14 304
Total de la Partie A - Fonctionnement	669 545	2,0	656 365
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	655 658	2,1	642 061
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	13 887	(2,9)	14 304
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	669 545	2,0	656 365
Partie B - Investissements en immobilisations			
10. Immobilisations			
Actif général	3 988	(60,1)	10 000
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	3 988	(60,1)	10 000

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
---------	-------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

EMPLOI ET ÉCONOMIE (10), suite

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014 - Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce	580 539
Transfert de fonctions venant de :	
- Services à la famille	164
- Travail et Immigration	60
- Ressources minières	42 622
Transfert de crédits venant de :	
- Assemblée législative	60
- Conseil exécutif	15
- Affaires autochtones et du Nord	23
- Agriculture, Alimentation et Développement rural	162
- Commission de la fonction publique	44
- Conservation et Gestion des ressources hydriques	379
- Éducation et Enseignement supérieur	102
- Services à la famille	568
- Finances	170
- Santé	392
- Infrastructure et Transports	714
- Justice	340
- Travail et Immigration	61
- Ressources minières	29 795
- Administrations municipales	53
- Tourisme, Culture, Patrimoine, Sport et Protection du consommateur	102
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	656 365

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
EMPLOI ET ÉCONOMIE (10), suite				
Partie A - Fonctionnement				
10.1		1. Administration et finances	5 258	5 228
		<i>Division de l'administration et des finances</i> : services centralisés de gestion financière et administrative et de soutien informatique pour les ministères de l'Emploi et de l'Économie, du Travail et de l'Immigration et des Ressources minières; services d'analyse, de conseils et de soutien à la coordination pour les ministères et les organismes connexes relativement au commerce, au développement économique et à la planification ministérielle; surveillance des activités et des politiques du gouvernement fédéral et établissement de rapports à cet égard; renseignements statistiques et sur la population active fournis au ministère et aux autres organismes gouvernementaux.		
		a) Traitement du ministre	37	37
		b) Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	708	708
		2) Autres dépenses	73	73
		Sous-total b)	781	781
		c) Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 018	1 988
		2) Autres dépenses	422	422
			2 440	2 410
		3) Moins : Somme récupérable de Ressources minières	(150)	(150)
		Sous-total c)	2 290	2 260
		d) Politique, planification et coordination		
		1) Salaires et avantages sociaux	815	815
		2) Autres dépenses	237	237
		Sous-total d)	1 052	1 052
		e) Bureau des statistiques du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	957	957
		2) Autres dépenses	201	201
			1 158	1 158
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(60)	(60)
		Sous-total e)	1 098	1 098

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
EMPLOI ET ÉCONOMIE (10), suite				
10.2	2.	Services d'aide à l'entreprise	32 092	32 778
		<i>Division des services d'aide à l'entreprise</i> : permet ou facilite l'accès aux capitaux pour les entreprises; promeut les investissements; coordonne et met en œuvre une gamme de services visant à améliorer et à favoriser la croissance des petites entreprises et du secteur entrepreneurial du Manitoba, et favorise le développement économique. Soutient le développement et la croissance coordonnés des entreprises fondées sur le savoir et de la recherche de pointe au Manitoba.		
		<i>Centre de technologie industrielle</i> : facilite le développement économique au Manitoba en offrant des services de technologie industrielle.		
		<i>Réseaux informatiques en apprentissage et en recherche pédagogique du Manitoba (MERLIN)</i> : facilite et coordonne la prestation de services technologiques à la communauté éducationnelle partout au Manitoba.		
	a)	Développement de l'industrie		
	1)	Services financiers		
		a) Salaires et avantages sociaux	1 053	1 053
		b) Autres dépenses	333	333
		c) Aide financière aux entreprises	13 197	13 197
			14 583	14 583
		d) Moins : Récupération des intérêts - Aide financière aux entreprises	(8 810)	(8 810)
		Sous-total 1)	5 773	5 773
	2)	Aide à la commercialisation destinée aux entreprises	5 175	5 175
		Sous-total a)	10 948	10 948
	b)	Services d'experts-conseils et d'aide à la commercialisation		
	1)	Salaires et avantages sociaux	795	845
	2)	Autres dépenses	307	316
		Sous-total b)	1 102	1 161

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
EMPLOI ET ÉCONOMIE (10), suite				
	c)	Sciences, innovation et développement des entreprises		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 541	1 541
	2)	Autres dépenses	557	557
	3)	Recherche Manitoba	17 023	17 023
			19 121	19 121
	4)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement urbain	(750)	(750)
		Sous-total c)	18 371	18 371
	d)	Crédit d'impôt pour les médias numériques interactifs	1 270	1 200
	e)	Centre de technologie industrielle	730 (1)	850
	f)	Réseaux informatiques en apprentissage et en recherche pédagogique du Manitoba (MERLIN)	346 (1)	346
	g)	Initiatives de développement économique	507 (2)	1 084
	h)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(1 182)	(1 182)

10.3	3. Perfectionnement de la main-d'œuvre et soutien du revenu	573 825	559 972
-------------	-----------------------------------------------------------------------	----------------	---------

La Division du perfectionnement de la main-d'œuvre et du soutien du revenu gère les programmes relatifs au marché du travail ainsi que les soutiens financiers aux Manitobains à faible revenu admissibles. Elle conçoit et met en œuvre une vaste gamme de programmes et de services en collaboration avec des particuliers, des employeurs et des collectivités afin d'aider les Manitobains à devenir autonomes et à trouver des emplois durables. Les programmes et les services sont offerts par le truchement d'Emploi Manitoba, d'Apprentissage Manitoba, de Perfectionnement de la main-d'œuvre et des programmes d'aide à l'emploi, au revenu et au loyer.

- Le Centre de technologie industrielle et les Réseaux informatiques en apprentissage et en recherche pédagogique du Manitoba (MERLIN) sont des organismes de service spécial pour lesquels le ministère prévoit une aide de fonctionnement dans le Budget des dépenses 2014-2015 (voir page 147).
- Le montant total autorisé pour cette entente s'élève à 4 841 \$, soit 507 \$ inclus dans le ministère de l'Emploi et de l'Économie, et 4 334 \$ inclus dans la Mise en œuvre de certaines ententes.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
EMPLOI ET ÉCONOMIE (10), suite				
	a)	Soutien divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	697	697
		2) Autres dépenses	265	265
		Sous-total a)	962	962
	b)	Perfectionnement de la main-d'œuvre dans l'industrie		
		1) Salaires et avantages sociaux	778	778
		2) Autres dépenses	132	132
		3) Soutien à la formation	3 825	3 825
		Sous-total b)	4 735	4 735
	c)	Apprentissage Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 912	4 012
		2) Autres dépenses	1 920	1 920
		3) Soutien à la formation	16 332	16 332
			22 164	22 264
		4) Moins : Somme récupérable de l'Entente Canada-Manitoba sur le développement du marché du travail	(2 237)	(2 237)
		Sous-total c)	19 927	20 027
	d)	Emploi Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 041	5 941
		2) Autres dépenses	2 080	2 080
		3) Soutien à la formation	12 393	12 999
		Sous-total d)	20 514	21 020
	e)	Entente Canada-Manitoba sur le développement du marché du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 433	7 433
		2) Autres dépenses	989	989
		3) Soutien à la formation	43 083	43 452
		Sous-total e)	51 505	51 874
	f)	Fonds d'investissement dans l'industrie et la main-d'œuvre	2 600	2 600
	g)	Entente Canada-Manitoba sur le marché du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	893	893
		2) Autres dépenses	543	543
		3) Soutien à la formation	16 502	21 674
		Sous-total g)	17 938	23 110
	h)	Aide à l'emploi, au revenu et au loyer		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 833	2 833
		2) Autres dépenses	3 044	3 044

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
EMPLOI ET ÉCONOMIE (10), suite				
	3)	Soutien des programmes		
	a)	Aide à l'emploi, au revenu et au loyer	344 770	324 770
	b)	Services de santé	66 523	66 523
	c)	Aide au revenu pour les personnes handicapées	25 186	25 186
	d)	Emploi <i>Habilités</i>	9 329	9 329
	e)	Programme 55 ans et plus	4 932	4 932
	f)	Promotion de l'autonomie	3 870	3 870
	g)	Prestation manitobaine pour enfants	4 154	4 154
		Sous-total 3)	458 764	438 764
		Sous-total h)	464 641	444 641
	i)	Prestation de services d'aide à l'emploi et au revenu		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 216	1 216
	2)	Autres dépenses	44	44
		Sous-total i)	1 260	1 260
	j)	Moins : Somme récupérable de l'Entente Canada-Manitoba sur le marché du travail	(10 257)	(10 257)
10.4	4.	Relations internationales et commerce	3 579	3 559
		La Division des relations internationales et du commerce apporte un soutien aux entreprises et aux organismes afin de promouvoir les capacités d'exportation du Manitoba, tout en favorisant les possibilités d'investissement à l'échelle nationale et internationale. La Division appuie également les relations que le Manitoba entretient avec des administrations publiques du monde entier et avec leurs représentants et diplomates, et elle fait avancer les intérêts du Manitoba à l'échelle internationale, notamment en ce qui concerne sa participation au développement international.		
	a)	Relations internationales		
	1)	Salaires et avantages sociaux	907	907
	2)	Autres dépenses	440	440
		Sous-total a)	1 347	1 347
	b)	Direction générale du commerce du Manitoba		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 888	1 868
	2)	Autres dépenses	1 344	1 344
			3 232	3 212
	3)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement urbain	(1 000)	(1 000)
		Sous-total b)	2 232	2 212

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
EMPLOI ET ÉCONOMIE (10), suite				
10.5	5.	Technologie et transformation opérationnelle.	40 904	40 524
		La Division de la technologie et de la transformation opérationnelle assure le leadership quant aux activités de prestation de services, aux activités de transformation opérationnelle et à la mise en œuvre du logiciel SAP dans l'ensemble du gouvernement du Manitoba, veillant ainsi à ce que les ressources de technologies de l'information et des communications, les systèmes, les plates-formes, les compétences et les logiciels d'application existants soient utilisés de façon optimale tout en trouvant de nouveaux moyens de répondre aux défis liés au service, de planifier les besoins futurs et de profiter des possibilités économiques. Elle offre un environnement technologique sûr ainsi que des services de soutien efficaces et de systèmes fiables qui répondent aux exigences professionnelles de divers utilisateurs au Palais législatif.		
	a)	Technologie et transformation opérationnelle		
		1) Salaires et avantages sociaux	18 746	18 710
		2) Autres dépenses	81 804	80 082
		Sous-total a)	100 550	98 792
	b)	Recouvrement de Technologie et transformation opérationnelle	(60 932)	(59 554)
	c)	Service d'informatique du Palais législatif		
		1) Salaires et avantages sociaux	976	976
		2) Autres dépenses	310	310
		Sous-total c)	1 286	1 286
10.6	6.	Coûts liés aux immobilisations.	13 887	14 304
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Gestion globale des systèmes - Amortissement	3 071	3 448
	b)	Amortissement	7 740	7 740
	c)	Frais d'intérêts	3 076	3 116
Total de la Partie A - Fonctionnement			669 545	656 365
Partie B - Investissements en immobilisations				
10.7	10.	Immobilisations.	3 988	10 000
		Prise en charge des coûts de développement et de mise à niveau des systèmes de technologie de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général		
		1) Gestion globale des systèmes	2 363	7 950
		2) Projets de technologie de l'information du gouvernement	1 625	2 050

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
JUSTICE (4)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration, finances et innovation	5 815	(0,1)	5 822
2. Justice criminelle	38 739	(3,8)	40 273
3. Contentieux civil et services consultatifs	40 004	5,5	37 934
4. Sécurité communautaire	383 666	5,2	364 537
5. Tribunaux	61 144	0,9	60 617
6. Coûts liés aux immobilisations	4 016	9,6	3 664
Total de la Partie A - Fonctionnement	533 384	4,0	512 847
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	529 368	4,0	509 183
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	4 016	9,6	3 664
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	533 384	4,0	512 847
Partie B - Investissements en immobilisations			
4. Immobilisations			
Actif général	2 831	(14,9)	3 326
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	2 831	(14,9)	3 326

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014	507 064
Transfert de crédits venant de :	
- Crédits d'autorisation - Rajustements liés aux services internes	6 123
Transfert de crédits allant à :	
- Emploi et Économie	(340)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	512 847

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
Partie A - Fonctionnement				
4.1	1.	Administration, finances et innovation	5 815	5 822
		Direction, orientation de la politique et coordination des programmes du ministère. Appui administratif de toutes les divisions opérationnelles dans les domaines suivants : élaboration et analyse des politiques relatives aux programmes, planification financière, centralisation des services financiers, comptables et budgétaires, gestion des documents, mise au point de systèmes, services d'informatique et programmes de justice communautaire et de justice autochtone. Direction et soutien pour les améliorations innovatrices au processus dans tout le ministère.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	708	698
	2)	Autres dépenses	88	88
		Sous-total b)	796	786
	c)	Élaboration et analyse des politiques		
	1)	Salaires et avantages sociaux	495	481
	2)	Autres dépenses	117	117
		Sous-total c)	612	598
	d)	Services financiers et administratifs		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 525	1 592
	2)	Autres dépenses	274	274
	3)	Programmes	1 123	1 123
		Sous-total d)	2 922	2 989
	e)	Services d'informatique		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 204	1 168
	2)	Autres dépenses	572	572
			1 776	1 740
	3)	Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations	(328)	(328)
		Sous-total e)	1 448	1 412

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
4.2	2.	Justice criminelle	38 739	40 273
		Administration de la justice criminelle au Manitoba. Poursuit les auteurs d'actes criminels; enquête sur toute mort subite, violente ou inexpiquée.		
	a)	Service des poursuites du Manitoba		
	1)	Salaires et avantages sociaux	29 636	28 199
	2)	Autres dépenses	4 314	4 232
	3)	Programme d'aide aux témoins	806	806
		Sous-total a)	34 756	33 237
	b)	Bureau du médecin légiste en chef		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 184	1 266
	2)	Autres dépenses	2 799	2 799
		Sous-total b)	3 983	4 065
	c)	Enquête sur l'affaire Phoenix Sinclair	-	2 971
4.3	3.	Contentieux civil et services consultatifs	40 004	37 934
		Services juridiques et programmes qui protègent les droits des Manitobains et Manitobaines; promotion de l'égalité des chances en vue de réduire la discrimination; services de rédaction et de traduction de textes législatifs au gouvernement; conseils au gouvernement sur la mise à jour et l'amélioration des lois manitobaines; soutien du gouvernement en ce qui a trait aux programmes d'exécution des ordonnances alimentaires et de protection de l'enfance; avis et services juridiques à tous les ministères et organismes gouvernementaux sur des questions de droit civil et constitutionnel; protection des droits des personnes qui ne peuvent se permettre d'avoir recours aux services d'un avocat; gestion des biens des personnes décédées et représentation des intérêts des enfants et des personnes ayant une déficience.		
	a)	Commission des droits de la personne du Manitoba		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 715	1 688
	2)	Autres dépenses	462	462
		Sous-total a)	2 177	2 150
	b)	Conseiller législatif		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 536	2 470
	2)	Autres dépenses	372	372
		Sous-total b)	2 908	2 842
	c)	Subvention à la Commission de réforme du droit du Manitoba	85	85
	d)	Direction du droit de la famille		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 008	1 983
	2)	Autres dépenses	163	163
		Sous-total d)	2 171	2 146

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	e)	Direction du droit constitutionnel		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 283	1 272
		2) Autres dépenses	284	284
		Sous-total e)	1 567	1 556
	f)	Aide juridique Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	16 556	16 145
		2) Autres dépenses	14 540	13 010
		Sous-total f)	31 096	29 155
	g)	Bureau du contentieux civil		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 711	7 602
		2) Autres dépenses	970	931
			8 681	8 533
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(8 681)	(8 533)
		Sous-total g)	-	-
	h)	Curateur public	-	-
4.4	4.	Sécurité communautaire.	383 666	364 537
		Protection de la société au moyen de programmes et de services correctionnels et de programmes de maintien de l'ordre; prise en charge et surveillance des jeunes contrevenants et des contrevenants adultes condamnés à une incarcération ou qui demeurent en détention en attendant une décision du tribunal; services et programmes correctionnels communautaires, recrutement et formation du personnel de correction et services aux Autochtones; gestion des ententes provinciales de maintien de l'ordre négociées avec le gouvernement fédéral et d'autres parties; conseils au gouvernement sur la prestation de services de maintien de l'ordre; supervision et coordination des activités de la GRC, des corps de police municipaux, des enquêteurs privés, des gardes de sécurité et des agents de police spéciaux; promotion de la <i>Déclaration des droits des victimes</i> , ainsi que des services de soutien aux victimes de violence familiale et aux enfants victimes; administration d'un programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels; enquête sur les plaintes et les incidents graves impliquant des agents de police; confiscation des biens obtenus ou utilisés criminellement et disposition de ceux-ci.		
	a)	Services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 664	3 592
		2) Autres dépenses	736	736
		Sous-total a)	4 400	4 328

1. Le Curateur public est un organisme de service spécial pour lequel aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2014-2015 (voir page 147).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	b)	Services correctionnels pour les adultes		
	1)	Salaires et avantages sociaux	160 213	146 463
	2)	Autres dépenses	24 845	24 606
	3)	Programmes et organismes externes	2 898	2 898
			187 956	173 967
	4)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(5)	(5)
		Sous-total b)	187 951	173 962
	c)	Services correctionnels pour les jeunes		
	1)	Salaires et avantages sociaux	44 580	43 748
	2)	Autres dépenses	4 821	4 810
	3)	Programmes et organismes externes	242	242
		Sous-total c)	49 643	48 800
	d)	Services de police de la province		
	1)	Dépenses brutes	129 483	125 340
	2)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(2 150)	(2 000)
		Sous-total d)	127 333	123 340
	e)	Services d'application de la loi offerts aux Autochtones et à la communauté		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 742	2 036
	2)	Autres dépenses	771	757
	3)	Programmes	285	285
		Sous-total e)	2 798	3 078
	f)	Services aux victimes		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 866	3 764
	2)	Autres dépenses	645	600
	3)	Subventions	240	240
		Sous-total f)	4 751	4 604
	g)	Indemnisation des victimes d'actes criminels	3 534	3 534
	h)	Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi		
	1)	Salaires et avantages sociaux	317	546
	2)	Autres dépenses	109	109
		Sous-total h)	426	655

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	i)	Confiscation de biens obtenus ou utilisés criminellement		
		1) Salaires et avantages sociaux	489	483
		2) Autres dépenses	389	389
		Sous-total i)	878	872
	j)	Commission de police du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	300	295
		2) Autres dépenses	244	241
		Sous-total j)	544	536
	k)	Unité d'enquête indépendante		
		1) Salaires et avantages sociaux	668	642
		2) Autres dépenses	740	186
		Sous-total k)	1 408	828
4.5	5.	Tribunaux	61 144	60 617
		Administration des tribunaux fédéraux et provinciaux, de la Commission d'examen et d'autres services de soutien judiciaire en vue de la résolution des questions se rapportant aux actes criminels prévus par les lois provinciales, le <i>Code criminel</i> du Canada et d'autres lois fédérales, ainsi qu'aux délits relevant des autorités provinciales ou municipales, aux litiges en matière civile ou familiale, et aux faillites.		
	a)	Administration judiciaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 199	5 151
		2) Autres dépenses	2 951	2 765
			8 150	7 916
		3) Moins : Somme récupérable de la Partie B - Investissements en immobilisations	-	(170)
		Sous-total a)	8 150	7 746
	b)	Tribunaux de Winnipeg		
		1) Salaires et avantages sociaux	8 424	8 453
		2) Autres dépenses	1 380	1 279
		Sous-total b)	9 804	9 732
	c)	Tribunaux régionaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 098	5 023
		2) Autres dépenses	2 409	2 354
		Sous-total c)	7 507	7 377

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	d)	Services judiciaires		
	1)	Salaires et avantages sociaux	20 696	20 609
	2)	Autres dépenses	2 392	2 399
		Sous-total d)	23 088	23 008
	e)	Bureau du shérif		
	1)	Salaires et avantages sociaux	9 576	9 735
	2)	Autres dépenses	3 019	3 019
		Sous-total e)	12 595	12 754
4.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	4 016	3 664
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	2 946	2 562
	b)	Frais d'intérêts	1 070	1 102
		Total de la Partie A - Fonctionnement	533 384	512 847
Partie B - Investissements en immobilisations				
4.7	4.	Immobilisations.	2 831	3 326
		Prise en charge des coûts de développement et de mise à niveau des systèmes de technologie de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général		
	1)	Acquisition de matériel	2 631	3 001
	2)	Projets de technologie de l'information	200	325

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Haute direction	371	3,3	359
2. Immigration et possibilités économiques	6 126	(61,8)	16 051
3. Programmes relatifs au travail	18 596	2,0	18 230
4. Coûts liés aux immobilisations	334	(20,5)	420
Total de la Partie A - Fonctionnement	25 427	(27,5)	35 060
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	25 093	(27,6)	34 640
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	334	(20,5)	420
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	25 427	(27,5)	35 060

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014 - Immigration et Affaires multiculturelles	16 892
Transfert de fonctions venant de :	
- Services à la famille	18 711
Transfert de fonctions allant à :	
- Emploi et Économie	(60)
- Affaires multiculturelles et Alphabétisation	(422)
Transfert de crédits allant à :	
- Emploi et Économie	(61)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	35 060

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11), suite				
Partie A - Fonctionnement				
11.1	1.	Haute direction	371	359
		Assure le fonctionnement du cabinet du ministre et du bureau du sous-ministre.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	260	248
	2)	Autres dépenses	74	74
		Sous-total b)	334	322
11.2	2.	Immigration et possibilités économiques	6 126	16 051
		<i>Programmes d'immigration et d'emploi</i> : veille à l'élaboration de lignes directrices et de programmes relatifs aux critères d'immigration et coordonne l'établissement et l'intégration des immigrants et des réfugiés, sur le plan tant social qu'économique. Offre des services de soutien central dans les domaines des services financiers et administratifs, de l'élaboration et de l'analyse des politiques, des relations fédérales-provinciales, de la planification, et de la recherche et de l'évaluation.		
		<i>Bureau du commissaire à l'équité du Manitoba</i> : fournit aux organismes de réglementation des renseignements et des conseils pour les aider à observer les exigences découlant de la <i>Loi sur les pratiques d'inscription équitables dans les professions réglementées</i> .		
		<i>Immigration des investisseurs et des entrepreneurs</i> : attire des investissements et fait venir des gens d'affaires au Manitoba grâce à des initiatives générales de promotion des affaires et de recrutement d'entrepreneurs.		
	a)	Programmes d'immigration et d'emploi		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 519	4 030
	2)	Autres dépenses	1 583	1 583
	3)	Aide financière et subventions	-	8 662
		Sous-total a)	5 102	14 275
	b)	Bureau du commissaire à l'équité du Manitoba		
	1)	Salaires et avantages sociaux	254	250
	2)	Autres dépenses	82	82
	3)	Aide financière et subventions	301	1 057
		Sous-total b)	637	1 389
	c)	Immigration des investisseurs et des entrepreneurs		
	1)	Salaires et avantages sociaux	318	318
	2)	Autres dépenses	69	69
		Sous-total c)	387	387

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11), suite				
11.3	3.	Programmes relatifs au travail	18 596	18 230
		<i>Administration divisionnaire</i> : service central de gestion et de soutien des programmes de la division dans les domaines des services financiers et administratifs, dont la planification, la communication, le contrôle financier et l'obligation redditionnelle.		
		<i>Recherche, législation et politique</i> : service central de soutien des programmes de la division dans les domaines de la recherche, de l'analyse des politiques et de l'élaboration de la législation, y compris la planification et la communication.		
		<i>Services de conciliation et de médiation</i> : conciliation et médiation, négociation axée sur les intérêts, formation, facilitation et médiation préventive pour les employeurs et les travailleurs.		
		<i>Bureau du surintendant des pensions</i> : aide à la création, à l'expansion et à l'amélioration des régimes de retraite, et administration et application de la <i>Loi sur les prestations de pension</i> et de ses règlements, qui fixent les normes minimales en matière de prestations de pension des membres, de financement des prestations de pension et d'investissement des actifs.		
		<i>Commission du travail du Manitoba</i> : administration et règlement des demandes qui lui sont adressées directement ou indirectement en vertu de la <i>Loi sur les relations du travail</i> et des autres textes législatifs traitant des rapports entre les employeurs et les travailleurs.		
		<i>Sécurité et hygiène du travail</i> : application de la <i>Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail</i> et des règlements connexes afin de protéger la santé et la sécurité des travailleurs au Manitoba. Les activités d'inspection et d'enquête de Sécurité et hygiène au travail sont axées sur un meilleur respect des lois pour prévenir les blessures, les maladies et les accidents mortels.		
		<i>Normes d'emploi</i> : application des normes en matière de conditions d'emploi; programmes permettant aux travailleurs mis à pied à cause de changements au sein du marché du travail ou de la structure des entreprises de retrouver un emploi ou de se recycler.		
		<i>Bureau des conseillers des travailleurs</i> : aide aux accidentés du travail en ce qui a trait aux demandes d'indemnisation.		
		<i>Bureau du commissaire aux incendies</i> : visites de prévention et services d'inspection technique de bâtiments. Supervision des évaluations et de la délivrance de permis professionnels. Enquête sur les causes et les origines des incendies afin d'appuyer les autorités locales. Formation offerte au service d'incendie du Manitoba sur les incendies, le sauvetage, les urgences médicales, la sécurité publique et la prévention des incendies. Intervention d'urgence à l'échelle de la province en cas d'incidents de grande envergure. Coordination du système d'entraide provincial et soutien technique aux municipalités et aux services d'incendie.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	402	412
		2) Autres dépenses	130	138
		Sous-total a)	532	550
	b)	Recherche, législation et politique		
		1) Salaires et avantages sociaux	434	460
		2) Autres dépenses	51	42
		3) Subventions	75	75
		Sous-total b)	560	577

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11), suite				
	c)	Services de conciliation et de médiation		
		1) Salaires et avantages sociaux	640	601
		2) Autres dépenses	129	129
		Sous-total c)	<u>769</u>	<u>730</u>
	d)	Bureau du surintendant des pensions		
		1) Salaires et avantages sociaux	430	424
		2) Autres dépenses	114	114
		Sous-total d)	<u>544</u>	<u>538</u>
	e)	Commission du travail du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 388	1 338
		2) Autres dépenses	443	443
		Sous-total e)	<u>1 831</u>	<u>1 781</u>
	f)	Sécurité et hygiène du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 552	7 385
		2) Autres dépenses	2 305	2 212
		3) Subventions	185	185
		Sous-total f)	<u>10 042</u>	<u>9 782</u>
	g)	Normes d'emploi		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 921	2 883
		2) Autres dépenses	537	560
		Sous-total g)	<u>3 458</u>	<u>3 443</u>
	h)	Bureau des conseillers des travailleurs		
		1) Salaires et avantages sociaux	700	664
		2) Autres dépenses	160	165
		Sous-total h)	<u>860</u>	<u>829</u>
	i)	Bureau du commissaire aux incendies	-	-
			(1)	
11.4	4.	Coûts liés aux immobilisations	<u>334</u>	420
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	307	375
	b)	Frais d'intérêts	27	45
		Total de la Partie A - Fonctionnement	<u><u>25 427</u></u>	<u><u>35 060</u></u>

1. Le Bureau du commissaire aux incendies est un organisme de service spécial pour lequel aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2014-2015 (voir page 147).

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
RESSOURCES MINIÈRES (18)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	705	-	705
2. Ressources minières	9 435	-	9 435
3. Coûts liés aux immobilisations	640	-	640
Total de la Partie A - Fonctionnement	10 780	-	10 780
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	10 140	-	10 140
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	640	-	640
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	10 780	-	10 780
Partie B - Investissements en immobilisations			
18. Immobilisations			
Actif général	196	n/a	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	196	n/a	-

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014 - Innovation, Énergie et Mines	85 136
Transfert de fonctions allant à :	
- Emploi et Économie	(42 622)
- Affaires multiculturelles et Alphabétisation	(60)
- Administrations municipales	(1 879)
Transfert de crédits allant à :	
- Emploi et Économie	(29 795)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	10 780

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
RESSOURCES MINIÈRES (18), suite				
Partie A - Fonctionnement				
18.1	1.	Administration et finances	705	705
		Haute direction, planification et contrôle des politiques et programmes du ministère. Le soutien administratif est fourni par le ministère de l'Emploi et de l'Économie dans les domaines suivants : finances et administration, et gestion des systèmes d'information.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	445	445
	2)	Autres dépenses	73	73
		Sous-total b)	518	518
	c)	Administration et finances	150	150
18.2	2.	RESSOURCES MINIÈRES	9 435	9 435
		<i>Direction des services géologiques</i> : fournit de la documentation référentielle sur le potentiel géologique et minéral de la province.		
		<i>Mines</i> : administre les lois et règlements régissant l'aliénation des droits miniers, l'exploration, le développement et la production des ressources minières de la province, ainsi que la restauration des mines et des carrières.		
		<i>Ressources pétrolières</i> : administre les lois et règlements régissant l'aliénation des droits pétroliers, l'exploration, l'exploitation et la production des ressources pétrolières, ainsi que l'abandon et la restauration des puits et des installations pétrolières.		
		<i>Conseils et commissions</i> : règle les différends entre détenteurs de droits de surface et détenteurs de droits miniers en ce qui concerne l'accès aux minéraux, au pétrole et au gaz naturel.		
	a)	Direction des services géologiques		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 946	3 946
	2)	Autres dépenses	1 378	1 378
		Sous-total a)	5 324	5 324
	b)	Mines		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 341	1 341
	2)	Autres dépenses	658	658
		Sous-total b)	1 999	1 999

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
RESSOURCES MINIÈRES (18), suite				
	c)	Ressources pétrolières		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 591	1 591
	2)	Autres dépenses	378	378
		Sous-total c)	1 969	1 969
	d)	Conseils et commissions		
	1)	Salaires et avantages sociaux	30	30
	2)	Autres dépenses	16	16
		Sous-total d)	46	46
	e)	Programmes de soutien à l'industrie des minéraux		
	1)	Programme d'aide à l'exploration minière	-	-
	2)	Programme d'aide à la prospection	-	-
	3)	Projet de développement de l'industrie de la potasse au Manitoba	97	97
		Sous-total e)	97	97
18.3	3.	Coûts liés aux immobilisations	640	640
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	384	380
	b)	Frais d'intérêts	256	260
Total de la Partie A - Fonctionnement			10 780	10 780

Partie B - Investissements en immobilisations

18.4	18.	Immobilisations	196	-
		Prise en charge des coûts de développement, de mise à niveau et d'acquisition d'immobilisations.		
	a)	Actif général	196	-

1. Subventions administrées par la Caisse de soutien aux localités minières pendant l'exercice 2014-2015.

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
---------	-------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

AFFAIRES MULTICULTURELLES ET ALPHABÉTISATION (44)

Partie A - Fonctionnement

1. Haute direction	272	-	272
2. Secrétariat des affaires multiculturelles	422	-	422
3. Apprentissage et alphabétisation des adultes	20 476	-	20 476
Total de la Partie A - Fonctionnement	21 170	-	21 170

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	21 170	-	21 170
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	21 170	-	21 170

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014 - Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	707 662
Transfert de fonctions venant de :	
- Travail et Immigration	422
- Ressources minières	60
Transfert de fonctions allant à :	
- Éducation et Enseignement supérieur	(686 974)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	21 170

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
AFFAIRES MULTICULTURELLES ET ALPHABÉTISATION (44), suite				
Partie A - Fonctionnement				
44.1	1.	Haute direction	272	272
		Planification, haute direction et soutien administratif pour le ministère, y compris l'établissement de politiques et de directives pour les programmes dans les domaines du multiculturalisme et de l'apprentissage et de l'alphabétisation des adultes.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	192	192
	2)	Autres dépenses	43	43
		Sous-total b)	235	235
44.2	2.	Secrétariat des affaires multiculturelles	422	422
		Cerne les questions qui touchent la collectivité multiculturelle et veille à ce que les priorités et les activités du gouvernement soient conformes aux dispositions de la <i>Loi sur le multiculturalisme au Manitoba</i> . Établit des partenariats avec les communautés ethnoculturelles et entre celles-ci afin de favoriser la compréhension et l'égalité interculturelles pour tous les Manitobains et Manitobaines.		
	a)	Salaires et avantages sociaux	222	214
	b)	Autres dépenses	91	99
	c)	Assistance	109	109
44.3	3.	Apprentissage et alphabétisation des adultes	20 476	20 476
		Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie provinciale visant l'alphabétisation des adultes. Financement des programmes d'alphabétisation pour adultes, enregistrement et financement des centres d'apprentissage pour adultes afin d'offrir gratuitement des cours menant à des crédits d'études secondaires permettant aux apprenants adultes d'améliorer leurs capacités de lecture et d'écriture, de terminer leurs études secondaires ou postsecondaires et d'avoir accès à de meilleurs emplois. Administration du test d'évaluation en éducation générale afin d'offrir aux adultes du Manitoba l'équivalence d'études secondaires.		
	a)	Salaires et avantages sociaux	1 055	1 043
	b)	Autres dépenses	328	340
	c)	Centres d'apprentissage pour adultes	16 617 (1)	16 617
	d)	Alphabétisation des adultes	2 476 (2)	2 476
		Total de la Partie A - Fonctionnement	21 170	21 170

1. Le montant total autorisé pour les centres d'apprentissage pour adultes s'élève à 17 029 \$ dont 412 \$ récupérables d'autres postes.
2. Le montant total autorisé pour l'alphabétisation des adultes s'élève à 2 776 \$, soit 2 476 \$ inclus dans le ministère des Affaires multiculturelles et de l'Alphabétisation et 300 \$ inclus dans la Mise en œuvre de certaines ententes.

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
ADMINISTRATIONS MUNICIPALES (13)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	3 713	(1,7)	3 778
2. Aménagement et développement communautaires	31 387	-	31 379
3. Infrastructure et services municipaux	15 525	0,2	15 493
4. Aide financière aux municipalités	370 837	5,7	350 860
5. Énergie	1 879	-	1 879
Total de la Partie A - Fonctionnement	423 341	4,9	403 389
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	109 560	0,4	109 099
Subventions en capital	313 781	6,6	294 290
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	423 341	4,9	403 389

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014 - Administrations locales	398 678
Transfert de fonctions venant de :	
- Ressources minières	1 879
Transfert de fonctions allant à :	
- Finances	(99)
Transfert de crédits allant à :	
- Agriculture, Alimentation et Développement rural	2 984
- Emploi et Économie	(53)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	<u>403 389</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
ADMINISTRATIONS MUNICIPALES (13), suite				
Partie A - Fonctionnement				
13.1	1.	Administration et finances	3 713	3 778
		Planification, direction et contrôle, au niveau exécutif, de la politique et des programmes du ministère. Contrôle financier et service de gestion centralisé, y compris les services financiers et administratifs, et examen du budget.		
		<i>Commission municipale</i> : conformément aux dispositions législatives, examen des emprunts, de l'évaluation, de l'aménagement et d'autres questions municipales, et décisions sur ces questions. Soutien administratif de la Commission de l'évaluation foncière et de la Commission d'appel de l'aide aux sinistrés.		
		<i>Commission de réglementation des taxis</i> : réglementation de la délivrance de permis pour les taxis, les limousines et les fourgonnettes pour personnes handicapées circulant dans la ville de Winnipeg.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	675	677
		2) Autres dépenses	80	80
		Sous-total b)	755	757
	c)	Bureau de Brandon		
		1) Salaires et avantages sociaux	114	113
		2) Autres dépenses	65	65
		Sous-total c)	179	178
	d)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	595	615
		2) Autres dépenses	183	183
		Sous-total d)	778	798
	e)	Commission municipale		
		1) Salaires et avantages sociaux	897	948
		2) Autres dépenses	235	235
		Sous-total e)	1 132	1 183
	f)	Commission de réglementation des taxis		
		1) Salaires et avantages sociaux	674	667
		2) Autres dépenses	158	158
		Sous-total f)	832	825

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
ADMINISTRATIONS MUNICIPALES (13), suite				
13.2	2.	Aménagement et développement communautaires.	31 387	31 379
		Coordonne l'élaboration, l'intégration et la prestation des services d'aménagement du territoire et de développement communautaire dans le but de faciliter la croissance et le développement durables des communautés manitobaines.		
		Fournit le cadre législatif, stratégique et méthodologique requis pour guider l'aménagement et le développement durables du territoire dans toute la province, y compris la coordination intergouvernementale et l'intégration des initiatives d'aménagement locales, régionales et provinciales.		
		Fournit des services consultatifs et des services professionnels de planification aux communautés et aux organismes des administrations locales dans les domaines suivants : aménagement du territoire, développement communautaire et revitalisation.		
		Élabore et met en œuvre des lignes directrices et des programmes visant la revitalisation urbaine, la réhabilitation du centre-ville et le développement économique communautaire dans les villes de Winnipeg et de Brandon, en collaboration avec l'ensemble de l'administration gouvernementale et en partenariat avec d'autres administrations et avec des partenaires dans la communauté.		
		Met en œuvre, soutient et facilite la Stratégie de régénération de Winnipeg et la Stratégie de régénération de Brandon.		
	a)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	204	200
		2) Autres dépenses	44	44
		Sous-total a)	248	244
	b)	Planification communautaire et régionale		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 617	3 633
		2) Autres dépenses	1 424	1 424
			5 041	5 057
		3) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(1 016)	(1 016)
		Sous-total b)	4 025	4 041
	c)	Programmes et politiques de planification		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 250	1 230
		2) Autres dépenses	423	423
		3) Subventions	322	322
			1 995	1 975
		4) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(881)	(881)
		Sous-total c)	1 114	1 094
	d)	Stratégie de régénération de Winnipeg		
		1) Autres dépenses	3 428	3 428
		2) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(3 428)	(3 428)
		Sous-total d)	-	-
	e)	Initiatives de développement urbain	26 000	26 000

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
ADMINISTRATIONS MUNICIPALES (13), suite				
13.3	3.	Infrastructure et services municipaux	15 525	15 493
		<i>Soutien provincial-municipal</i> : gestion de programmes et de services dans le but de permettre à la population de bénéficier d'administrations locales à la fois efficaces et efficientes, y compris en ce qui concerne le renforcement des capacités locales.		
		Cadre législatif pour les administrations municipales, et services et programmes consultatifs et financiers pour toutes les municipalités, sauf la Ville de Winnipeg. Conseils au gouvernement sur les politiques liées à des questions gouvernementales locales.		
		Soutien financier aux municipalités, y compris la gestion de paiements de transfert intergouvernementaux et de subventions visant à permettre aux administrations locales de maintenir des localités viables. Subventions de fonctionnement et subventions en capital à la Ville de Winnipeg, et subventions en remplacement d'impôt pour les biens fonciers appartenant à la Province qui sont exempts d'impôt.		
		Services complets d'évaluation offerts à toutes les municipalités (sauf la Ville de Winnipeg), aux localités du nord du Manitoba et au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.		
		Services de technologies de l'information pour le ministère. Conception, gestion et soutien des applications informatiques majeures qu'utilisent les administrations locales dans le cadre de leurs fonctions d'évaluation et d'imposition.		
		<i>Programmes d'infrastructure</i> : ressources sur le terrain qui offrent, par le truchement de la Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba, des conseils et des renseignements techniques permettant d'installer et d'améliorer l'infrastructure pour l'eau potable et les égouts. Financement pour le fonctionnement et les immobilisations en vue d'appuyer les administrations locales.		
		Contribution du Manitoba au programme Infrastructures Canada-Manitoba pour la construction, la rénovation, l'expansion ou l'amélioration substantielle de l'infrastructure dans tout le Manitoba.		
	a)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	205	202
		2) Autres dépenses	29	29
		Sous-total a)	234	231
	b)	Services d'évaluation		
		1) Salaires et avantages sociaux	8 826	8 734
		2) Autres dépenses	1 846	1 861
		3) Amélioration liée aux évaluations	150	150
			10 822	10 745
		4) Moins : Somme récupérable d'Éducation et Enseignement supérieur	(2 668)	(2 649)
		Sous-total b)	8 154	8 096
	c)	Services consultatifs et financiers aux municipalités		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 006	953
		2) Autres dépenses	456	456
		Sous-total c)	1 462	1 409

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
ADMINISTRATIONS MUNICIPALES (13), suite				
	d)	Systèmes d'information		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 223	1 220
	2)	Autres dépenses	1 301	1 458
			2 524	2 678
	3)	Moins : Somme récupérable d'Éducation et Enseignement supérieur	(498)	(536)
		Sous-total d)	2 026	2 142
	e)	Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 019	2 018
	2)	Autres dépenses	286	286
	3)	Projets de service d'eau et d'égouts	16 813	14 813
			19 118	17 117
	4)	Moins : Somme récupérable du Fonds de croissance du Manitoba	(16 813)	(14 813)
		Sous-total e)	2 305	2 304
	f)	Ententes Canada-Manitoba		
	1)	Programmes d'infrastructure	46 378	41 498
	2)	Moins : Somme récupérable du Fonds de croissance du Manitoba	(45 034)	(40 187)
		Sous-total f)	1 344	1 311
13.4	4.	Aide financière aux municipalités	370 837	350 860
		Aide financière aux administrations locales pour leurs dépenses de fonctionnement et leurs dépenses en capital.		
	a)	Fonds de croissance du Manitoba		
		Aide à l'infrastructure municipale	276 642	258 472
		Transport - Aide à l'exploitation	36 805	35 517
		Sous-total a)	313 447	293 989
	b)	Aide de fonctionnement		
	1)	Ville de Winnipeg		
		Subvention de programmes municipaux	26 493	22 710
		Subvention générale de soutien	13 052	12 550
		Soutien à la sécurité publique	27 000 (1)	29 487
		Autre aide conditionnelle	6 300	6 400
			72 845	71 147
		Moins : Rajustement reflétant les transferts de programmes de la Ville de Winnipeg	(23 650)	(23 650)
		Sous-total 1)	49 195	47 497

1. L'initiative fédérale de recrutement des policiers a pris fin en 2013-2014.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
ADMINISTRATIONS MUNICIPALES (13), suite				
	2)	Autres municipalités		
		Subvention de programmes municipaux	8 000	8 000
		Subvention générale de soutien	2 236	2 150
		Soutien à la sécurité publique	1 692 (1)	2 957
		Autre aide conditionnelle	25	25
		Sous-total 2)	<u>11 953</u>	<u>13 132</u>
		Sous-total b)	<u>61 148</u>	<u>60 629</u>
	c)	Subventions aux municipalités en remplacement d'impôt		
	1)	Subventions	16 627	15 666
	2)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	<u>(16 416)</u>	<u>(15 455)</u>
		Sous-total c)	<u>211</u>	<u>211</u>
	d)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	<u>(3 969)</u>	<u>(3 969)</u>
13.5	5.	Énergie	<u>1 879</u>	<u>1 879</u>
		La Division de l'énergie est responsable de la politique énergétique provinciale; de la facilitation des projets de développement des ressources renouvelables; de la prestation de services de développement des entreprises aux fabricants de matériel lié à l'énergie et aux entités participant à la recherche et au développement dans le secteur de l'énergie; et de la politique provinciale d'efficacité énergétique.		
	a)	Énergie		
	1)	Salaires et avantages sociaux	969	969
	2)	Autres dépenses	<u>910</u>	<u>910</u>
		Sous-total a)	<u>1 879</u>	<u>1 879</u>
		Total de la Partie A - Fonctionnement	<u><u>423 341</u></u>	<u><u>403 389</u></u>

1. L'initiative fédérale de recrutement des policiers a pris fin en 2013-2014.

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
---------	-------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

TOURISME, CULTURE, PATRIMOINE, SPORT ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR (14)

Partie A - Fonctionnement

1. Administration et finances	2 733	-	2 734
2. Programmes	58 503	0,1	58 450
3. Documentation et information	11 636	1,0	11 526
4. Protection du consommateur	12 760	(0,1)	12 775
5. Coûts liés aux immobilisations	280	(2,8)	288
Total de la Partie A - Fonctionnement	85 912	0,2	85 773

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	85 632	0,2	85 485
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	280	(2,8)	288
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	85 912	0,2	85 773

Partie B - Investissements en immobilisations

14. Immobilisations			
Actif général	110	-	110
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	110	-	110

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014	- Culture, Patrimoine et Tourisme	60 841
	- Sport	11 770
Transfert de fonctions venant de :		
- Santé		13 264
Transfert de crédits allant à :		
- Emploi et Économie		(102)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)		85 773

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
TOURISME, CULTURE, PATRIMOINE, SPORT ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR (14), suite				
Partie A - Fonctionnement				
14.1	1.	Administration et finances	2 733	2 734
		Planification, gestion et contrôle de la politique et des programmes du ministère. Offre des services centralisés de gestion financière et administrative et de la technologie de l'information.		
		<i>Commission de classification cinématographique du Manitoba : renseignements à la population sur les films et vidéos offerts au Manitoba.</i>		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	661	704
	2)	Autres dépenses	59	59
		Sous-total b)	720	763
	c)	Services financiers et administratifs		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 567	1 497
	2)	Autres dépenses	384	384
			1 951	1 881
	3)	Moins : Somme récupérable d'Enfants et Perspectives pour la jeunesse	(402)	(375)
		Sous-total c)	1 549	1 506
	d)	Commission de classification cinématographique du Manitoba		
	1)	Salaires et avantages sociaux	252	252
	2)	Autres dépenses	175	176
		Sous-total d)	427	428
14.2	2.	Programmes	58 503	58 450
		Favorise le développement, la croissance et la diversité de l'industrie touristique au Manitoba en collaboration avec l'organisme d'État Voyage Manitoba. Offre de l'aide financière et des services de consultation à des organismes du Manitoba dans le but de favoriser le développement des programmes et des services relatifs aux arts communautaires, au patrimoine, aux bibliothèques et au sport; règlemente la protection et la préservation d'éléments significatifs du patrimoine du Manitoba; aide les organismes créés par une loi à promouvoir les industries culturelle et artistique.		
	a)	Secrétariat du tourisme		
	1)	Salaires et avantages sociaux	426	379
	2)	Autres dépenses	238	238
	3)	Subventions	668	668
		Sous-total a)	1 332	1 285

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
TOURISME, CULTURE, PATRIMOINE, SPORT ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR (14), suite				
	b)	Voyage Manitoba		
	1)	Subventions	7 471	7 471
	2)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(500)	(500)
		Sous-total b)	6 971	6 971
	c)	Administration des programmes de la culture et du patrimoine		
	1)	Salaires et avantages sociaux	584	584
	2)	Autres dépenses	105	105
		Sous-total c)	689	689
	d)	Subventions aux organismes culturels	9 663	9 677
	e)	Conseil des Arts du Manitoba		
	1)	Subventions	9 623	9 623
	2)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement urbain	(875)	(875)
		Sous-total e)	8 748	8 748
	f)	Direction des arts		
	1)	Salaires et avantages sociaux	695	695
	2)	Autres dépenses	165	165
	3)	Développement de l'enregistrement cinématographique et sonore	4 219	4 219
	4)	Subventions	3 911	3 911
		Sous-total f)	8 990	8 990
	g)	Direction des services de bibliothèques publiques		
	1)	Salaires et avantages sociaux	925	925
	2)	Autres dépenses	635	706
	3)	Subventions	5 667	5 519
		Sous-total g)	7 227	7 150
	h)	Ressources historiques		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 330	1 330
	2)	Autres dépenses	383	383
	3)	Subventions	1 401	1 457
		Sous-total h)	3 114	3 170
	i)	Secrétariat du sport		
	1)	Salaires et avantages sociaux	193	193
	2)	Autres dépenses	74	75
	3)	Subventions	164	164
		Sous-total i)	431	432
	j)	Sport Manitoba	11 338	11 338

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
TOURISME, CULTURE, PATRIMOINE, SPORT ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR (14), suite				
14.3	3.	Documentation et information.	11 636	11 526
		Fournit au public et au gouvernement des services de communication et d'information. Les Services de communication du Manitoba sont chargés de ce qui suit : les communications à l'échelle du gouvernement; l'achat de services de publicité, d'impression et de création; la traduction et l'interprétation pour le gouvernement; les Archives du Manitoba, y compris le service de gestion des documents officiels; le soutien de la politique en ce qui concerne l'accès à l'information et la protection de la vie privée; la Bibliothèque de l'Assemblée législative.		
	a)	Services de communication du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 011	4 058
		2) Autres dépenses	908	920
		3) Avis du secteur public	1 000	1 000
			5 919	5 978
		4) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(1 661)	(1 831)
		Sous-total a)	4 258	4 147
	b)	Service de traduction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 587	1 587
		2) Autres dépenses	602	602
			2 189	2 189
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(235)	(235)
		Sous-total b)	1 954	1 954
	c)	Archives du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 778	2 778
		2) Autres dépenses	2 004	2 005
			4 782	4 783
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(793)	(793)
		Sous-total c)	3 989	3 990
	d)	Bibliothèque de l'Assemblée législative		
		1) Salaires et avantages sociaux	856	856
		2) Autres dépenses	579	579
		Sous-total d)	1 435	1 435

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
TOURISME, CULTURE, PATRIMOINE, SPORT ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR (14), suite				
14.4	4.	Protection du consommateur	12 760	12 775
		Facilite la résolution des conflits entre consommateurs et entreprises, ainsi qu'entre locataires et locateurs. Un bureau de conseillers vient en aide aux personnes qui interjettent appel des décisions rendues par la Société d'assurance publique du Manitoba en matière d'indemnisation des accidents de la route, et la Commission d'appel des accidents de la route entend ces appels. Veille à l'application des lois et des règlements qui touchent la protection du consommateur, y compris la délivrance de licences aux prêteurs, aux démarcheurs et aux agents de recouvrement. Supervise les registres des titres fonciers et des biens personnels. Représente l'intérêt du public dans la réglementation et la supervision de divers services; fixe les tarifs des services; résout des appels au sujet de décisions d'autres commissions.		
	a)	Administration et recherche		
		1) Salaires et avantages sociaux	499	499
		2) Autres dépenses	257	257
		Sous-total a)	756	756
	b)	Office de la protection du consommateur		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 280	1 280
		2) Autres dépenses	244	249
		3) Organismes externes	113	113
		Sous-total b)	1 637	1 642
	c)	Direction de la location à usage d'habitation		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 318	4 318
		2) Autres dépenses	998	1 003
		Sous-total c)	5 316	5 321
	d)	Bureau des conseillers des demandeurs		
		1) Salaires et avantages sociaux	814	814
		2) Autres dépenses	260	260
		Sous-total d)	1 074	1 074
	e)	Commission d'appel des accidents de la route		
		1) Salaires et avantages sociaux	949	949
		2) Autres dépenses	301	301
		Sous-total e)	1 250	1 250
	f)	Commission de la location à usage d'habitation		
		1) Salaires et avantages sociaux	857	857
		2) Autres dépenses	205	205
		Sous-total f)	1 062	1 062
	g)	Régie des services publics		
		1) Salaires et avantages sociaux	717	717
		2) Autres dépenses	633	633
		Sous-total g)	1 350	1 350

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
TOURISME, CULTURE, PATRIMOINE, SPORT ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR (14), suite				
	h)	Bureau du registraire général		
	1)	Salaires et avantages sociaux	225	225
	2)	Autres dépenses	90	95
		Sous-total h)	315	320
	i)	Bureau de l'état civil	- (1)	-
14.5	5.	Coûts liés aux immobilisations	280	288
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	225	224
	b)	Frais d'intérêts	55	64
		Total de la Partie A - Fonctionnement	85 912	85 773

Partie B - Investissements en immobilisations

14.6	14.	Immobilisations	110	110
		Amélioration ou acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	110	110

1. Le Bureau de l'état civil est un organisme de service spécial pour lequel aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2014-2015 (voir page 147).

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
---------	-------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

CRÉDITS D'AUTORISATION (26)

Partie A - Fonctionnement

1. Mise en œuvre de certaines ententes	12 474	(1,0)	12 602
2. Fonds des innovations de développement durable	3 400	-	3 400
3. Initiatives concernant l'administration de la justice	2 250	-	2 250
4. Rajustements liés aux services internes	20 000	(45,5)	36 676
Total de la Partie A - Fonctionnement	38 124	(30,6)	54 928

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	38 124	(30,6)	54 298
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	38 124	(30,6)	54 928

Partie B - Investissements en immobilisations

26. Immobilisations - Rajustements liés aux services internes (crédit d'autorisation)			
Actif général	18 443	(0,9)	18 604
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	18 443	(0,9)	18 604

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014	61 623
Transfert de crédits venant de la Mise en œuvre de certaines ententes, allant à :	
- Agriculture, Alimentation et Développement rural	(500)
Transfert de crédits venant de Rajustements liés aux services internes allant à :	
- Conseil exécutif	(72)
- Justice	(6 123)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	54 928

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite				
Partie A - Fonctionnement				
26.1	1.	Mise en œuvre de certaines ententes	12 474	12 602
		Dépenses du Manitoba liées aux activités entreprises dans le cadre de diverses ententes intergouvernementales et d'autres ententes.		
	a)	Ententes Canada-Manitoba		
		1) Accord-cadre sur les droits fonciers issus de traités	100	100
		2) Entente relative aux services en français	850	850
		3) Entente de partenariat économique	-	4 334
		4) Fonds de participation au sport	750	750
		Sous-total a)	1 700	6 034
	b)	Autres ententes		
		1) Programme de développement international	1 000	1 000
		2) Projets liés à l'immigration	5 440	5 568
		3) Initiatives de développement économique	4 334	-
		Sous-total b)	10 774	6 568
26.2	2.	Fonds des innovations de développement durable	3 400	3 400
		Fonds visant l'élaboration, la mise en œuvre et la promotion de projets du gouvernement, d'entreprises privées et de groupes communautaires se rapportant au développement durable et à l'innovation dans le domaine de l'environnement.		
26.3	3.	Initiatives concernant l'administration de la justice	2 250	2 250
		Fonds destinés à l'élaboration et à la mise en œuvre de diverses initiatives concernant les questions autochtones et autres questions relatives à l'administration de la justice.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite				
26.4	4.	Rajustements liés aux services internes Coût prévu de divers rajustements liés aux services internes et autres coûts pouvant découler de modifications au chapitre de la conception ou de la prestation des programmes. Coûts des rajustements liés aux salaires ou aux avantages sociaux qui ne sont pas compris dans les crédits des ministères.	<u>20 000</u>	<u>36 676</u>
Total de la Partie A - Fonctionnement			<u><u>38 124</u></u>	<u><u>54 928</u></u>

Partie B - Investissements en immobilisations

26.5	26.	Immobilisations - Rajustements liés aux services internes Investissements prévus en immobilisations de l'actif général ou en immobilisations d'infrastructure pour divers rajustements liés aux services internes et aux autres initiatives.	<u>18 443</u>	<u>18 604</u>
------	-----	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------	---------------

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)*
AUTRES CRÉDITS (27)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Urgences diverses	40 000	(24,9)	53 242
2. Provision pour les pertes et dépenses des sociétés d'État et d'autres organismes gouvernementaux	500	-	500
3. Commission manitobaine d'aménagement du canal de dérivation et de la route située du côté est	1 087	(29,9)	1 551
Total de la Partie A - Fonctionnement	41 587	(24,8)	55 293
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	41 587	(24,8)	55 293
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	41 587	(24,8)	55 293

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2013-2014	55 393
Transfert de fonctions allant à :	
- Infrastructure et Transports	(100)
Budget des dépenses 2013-2014 (après rajustement)	55 293

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014 (milliers de \$)
AUTRES CRÉDITS (27), suite				
Partie A - Fonctionnement				
27.1	1.	Urgences diverses Dépenses entraînées par les feux de forêt, les inondations et autres déastres naturels; dépenses liées aux interventions en cas d'urgences environnementales; aide aux personnes sinistrées et autres dépenses connexes.	40 000	53 242
27.2	2.	Provision pour les pertes et dépenses des sociétés d'État et d'autres organismes gouvernementaux Financement des pertes et des dépenses des sociétés d'État et des organismes, commissions, conseils et autres entités gouvernementales pour lesquels aucun crédit n'est prévu ailleurs dans le présent Budget.	500	500
27.3	3.	Commission manitobaine d'aménagement du canal de dérivation et de la route située du côté est. Financement correspondant à la part de la Province dans le projet d'agrandissement du canal de dérivation de la rivière Rouge et de développement du réseau de transport situé du côté est.	1 087	1 551
Total de la Partie A - Fonctionnement			41 587	55 293

ANNEXE A

ORGANISMES DE SERVICE SPÉCIAL

Comme l'indique l'aperçu à la page 17, les organismes de service spécial sont des prestataires de services qui ont une responsabilité plus directe en matière de résultats d'exploitation. Normalement, aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses annuel pour ces organismes, car ils s'autofinancent généralement à l'aide des divers droits et tarifs qu'ils appliquent.

ANNEXE A
ORGANISMES DE SERVICE SPÉCIAL

	PLAN STRATÉGIQUE 2014-2015				PLAN STRATÉGIQUE 2013-2014 EXCÉDENT DE L'EXERCICE (DÉFICIT) (milliers de \$)
	RECETTES (milliers de \$)	DÉPENSES (milliers de \$)	EXCÉDENT DE L'EXERCICE (DÉFICIT) (milliers de \$)	PARTAGE DES RECETTES (milliers de \$)	
Bureau du contentieux civil	-	-	-	-	270
Terres domaniales et acquisition foncière	5 788	5 918	(130)	-	(115)
Entrepreneuriat Manitoba	10 530	9 015	1 515	2 500	942
Centre de développement de produits alimentaires	3 983	5 469	(1 486)	-	(902)
Manitoba vert - Solutions écologiques	4 084	4 687	(603)	-	(948)
Centre de technologie industrielle	2 953	2 953	-	100	-
Réseaux informatiques en apprentissage et en recherche pédagogique du Manitoba (MERLIN)	4 639	4 639	-	-	-
Office des services financiers du Manitoba	15 500	6 110	9 390	11 800	8 595
Centre des manuels scolaires du Manitoba	7 984	8 011	(27)	-	(17)
Organisme chargé de la distribution du matériel	25 619	25 419	200	200	177
Bureau du commissaire aux incendies	16 080	15 275	805	750	776
Pépinière forestière Pineland	2 042	2 537	(495)	-	(477)
Curateur public	6 991	6 975	16	-	62
Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd	86 925	84 400	2 525	2 500	2 692
Bureau de l'état civil	4 105	3 905	200	200	429

Remarque : Des renseignements détaillés sur chaque organisme de service spécial figurent dans le rapport annuel de l'organisme en question et dans les documents budgétaires supplémentaires du ministère responsable.

Des renseignements généraux sur les organismes de service spécial figurent dans le rapport annuel de l'Office de financement des organismes de service spécial.

Les excédents (déficits) d'exercice indiqués reflètent le résultat financier de chaque organisme avant tout transfert de partage des recettes avec les programmes fondamentaux du gouvernement.

ANNEXE B

CONVENTION COMPTABLE POUR LES DÉPENSES EN CAPITAL

ANNEXE B

CONVENTION COMPTABLE POUR LES DÉPENSES EN CAPITAL

Au cours de l'exercice financier 1999-2000, la Province a adopté une nouvelle convention comptable pour les immobilisations corporelles générales, selon les normes établies par Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada). En vertu des normes de CPA Canada, les dépenses d'immobilisations corporelles doivent être amorties sur la durée de vie utile des biens. Ainsi, les coûts des immobilisations corporelles sont étalés sur leur durée d'utilisation et l'amortissement est inscrit au chapitre des dépenses dans l'état des opérations.

On entend par immobilisations corporelles les biens dont la durée de vie utile dépasse une année et qui sont acquis, construits ou développés, et conservés pour être utilisés et non revendus. Les immobilisations corporelles dont la valeur est inférieure à la limite de capitalisation établie seront inscrites au chapitre des dépenses dans l'année de leur acquisition.

Pour déterminer la vie utile d'un bien, on prend en considération le passage du temps, l'usure normale qu'entraîne son utilisation ainsi que les effets de l'obsolescence de la technologie. La Province a adopté une durée de vie utile standardisée pour chaque catégorie de biens, laquelle devrait rester inchangée. La méthode de l'amortissement linéaire consiste à imputer un coût constant en fonction de la durée de vie utile des biens en cause.

Les tableaux ci-dessous résument les catégories de biens standardisées, les limites de capitalisation et les taux d'amortissement découlant de cette convention comptable.

Description des biens	Limite de capitalisation (en dollars)	Durée de vie utile (en années)	Taux d'amortissement linéaire (en %)
<u>ACTIF GÉNÉRAL</u>			
BIENS-FONDS	-	s.o.	s.o.
IMMEUBLES - briques, mortier et acier	100 000	40	2,50
IMMEUBLES - charpente en bois	100 000	25	4,00
VÉHICULES	10 000	5	20,00
AÉRONEFS ET NAVIRES			
- cadres d'aéronefs	10 000	24	4,17
- moteurs d'aéronefs	10 000	5	20,00
- navires	10 000	24	4,17
MATÉRIEL ET OUTILLAGE - autre que pour la construction et l'entretien des routes	10 000	10	10,00
MATÉRIEL ET OUTILLAGE - construction et entretien des routes	10 000	15	6,67
MATÉRIEL INFORMATIQUE			
- hébergement	50 000	5	20,00
- ordinateurs personnels	10 000	4	25,00
INFORMATIQUE - application majeure	500 000	15	6,67
LOGICIEL INFORMATIQUE - autre	10 000	4	25,00
MOBILIER	10 000	10	10,00
AMÉLIORATIONS LOCATIVES	100 000	<u>sur la durée du bail</u>	s.o.
BIENS EN CONSTRUCTION	s.o.	s.o.	s.o.

ANNEXE B
CONVENTION COMPTABLE POUR LES DÉPENSES EN CAPITAL

Description des biens	Limite de capitalisation (en dollars)	Durée de vie utile (en années)	Taux d'amortissement linéaire (en %)
<u>INFRASTRUCTURE</u>			
BIENS-FONDS	-	s.o.	s.o.
AMÉNAGEMENT DES TERRAINS	100 000	30	3,33
IMMEUBLES - briques, mortier et acier	100 000	40	2,50
IMMEUBLES - charpente en bois	100 000	25	4,00
CIRCULATION ET ÉCLAIRAGE	10 000	20	5,00
PONTS ET OUVRAGES D'ART	100 000	40/75	2,50/1,33
MATÉRIEL	10 000	15	6,67
ROUTES PROVINCIALES SECONDAIRES ET ROUTES PROVINCIALES À GRANDE CIRCULATION			
- réfection du revêtement	50 000	7	7,14
- tapis d'enrobés mince	100 000	10	10,00
- revêtement	100 000	20	5,00
- plate-forme	100 000	40	2,50
PISTES D'ATERRISSAGE - plate-forme	100 000	40	2,50
BARRAGES ET INFRASTRUCTURE HYDRAULIQUE	100 000	40	2,50
PONTS ET OUVRAGES D'ART MINEURS	50 000	10	10,00
PONCEAUX	50 000	40	2,50
BIENS EN CONSTRUCTION	s.o.	s.o.	s.o.

Par exemple, pour une machine servant à la construction des routes et coûtant 30 000 \$, l'amortissement annuel estimatif serait calculé ainsi :

$$\frac{\text{coût d'origine}}{30\ 000\ \$} \div \frac{\text{durée de vie utile}}{15} = \frac{\text{amortissement}}{2\ 000\ \$/\text{année}}$$

**BUDGET
DES RECETTES
DU MANITOBA
DE 2014**

**POUR L'EXERCICE
SE TERMINANT LE 31 MARS 2015**

APERÇU

Le Budget des recettes pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015 donne le détail des recettes prévues par le gouvernement du Manitoba pour ses opérations fondamentales, dans le cadre du Budget sommaire 2014.

Budget des recettes de l'année précédente

Il peut être nécessaire, afin de pouvoir tirer des renseignements utiles de la comparaison entre les années, de rajuster les chiffres du Budget des recettes de l'année précédente. Ceci permet de tenir compte des réorganisations internes, ainsi que de tout autre rajustement nécessaire pour établir la comparaison. En général, le total des recettes de l'année précédente ne change pas après ces rajustements. Le Budget des recettes pour 2013-2014 a été rajusté afin de tenir compte de la réorganisation ministérielle d'octobre 2013. Ce rajustement n'a cependant pas eu d'effet sur le total des prévisions des recettes de l'année précédente.

Catégories de recettes

Les recettes sont groupées en fonction des trois sources principales : recettes fiscales, recettes non fiscales et gouvernement du Canada. Sous chacune de ces rubriques figurent des renseignements additionnels sur les ministères chargés de la perception et sur les types de recettes.

Renseignements supplémentaires sur le Budget des recettes

Le document *Supplementary Information for Legislative Review* qui est publié annuellement par le ministère des Finances renferme des renseignements plus détaillés sur le Budget des recettes, afin d'aider les députés de l'Assemblée législative du Manitoba à examiner ce dernier.

BUDGET DES RECETTES

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2014-2015 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2013-2014	BUDGET DES RECETTES 2013-2014 (milliers de \$)*
RECETTES FISCALES	7 270 356	6,9	6 798 573
RECETTES NON FISCALES	1 144 963	(1,3)	1 159 911
GOUVERNEMENT DU CANADA	3 529 362	(1,0)	3 565 346
TOTAL DES RECETTES	11 944 681	3,7	11 523 830

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Budget des recettes publié 2013-2014	11 523 830
Budget des recettes 2013-2014 (après rajustement).....	11 523 830

BUDGET DÉTAILLÉ DES RECETTES

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2013-2014 (milliers de \$)
1. Recettes fiscales		
Impôts		
a) Impôt sur le revenu des particuliers	3 101 900	2 952 400
b) Impôt sur les bénéfices des sociétés	530 100	413 200
	3 632 000	3 365 600
Autres taxes et impôts		
a) Impôts divers sur les sociétés	268 600	267 000
b) Taxes sur le carburant	326 100	312 100
c) Taxe sur les transferts fonciers	89 500	74 000
d) Impôt destiné à l'enseignement et aux services de santé	446 900	433 500
e) Taxe sur les baux de claims miniers	72	72
f) Taxe sur le pétrole et le gaz naturel	9 084	11 301
g) Taxe sur les ventes au détail	2 207 000	2 047 200
h) Taxe sur le tabac	286 300	283 000
i) Taxe destinée à la protection de l'environnement	4 800	4 800
	3 638 356	3 432 973
Total des recettes fiscales	7 270 356	6 798 573

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2013-2014 (milliers de \$)
2. Recettes non fiscales		
Assemblée législative		
a) Bureau du vérificateur général - Paiement de services	420	450
b) Divers	6	6
	426	456
Affaires autochtones et du Nord		
a) Divers	130	130
Agriculture, Alimentation et Développement rural		
a) Paiement de services	3 544	3 202
b) Divers	47	47
	3 591	3 249
Enfants et Perspectives pour la jeunesse		
a) Caisse d'assistance aux victimes - Recouvrements	75 (1)	75
Commission de la fonction publique		
a) Divers	17	62
Conservation et gestion des ressources hydriques		
a) Commission de protection de l'environnement - Recouvrements	755	100
b) Initiative de développement de lotissements pour chalets	732	732
c) Environnement - Paiement de services et divers	691	691
d) Pêche - Paiement de services et divers	1 937	3 637
e) Forêts - Paiement de services et divers	4 114	4 348
f) GéoManitoba - Paiement de services et divers	321	306
g) Information géographique - Vente et paiement de services	1 655	1 483
h) Parcs - Paiement de services	17 590	16 943
i) Opérations régionales - Paiement de services et recouvrements	5 020	5 020
j) Loyer de l'énergie hydraulique	125 000	107 700
k) Ressources hydriques - Divers	119	129
l) Faune - Divers	3 312	3 514
m) Divers	431	431
	161 677	145 034

1. Représente un montant équivalent à l'autorisation de dépenses prévue pour diverses dépenses affectées à l'assistance aux victimes dans le Budget des dépenses 2014-2015. Le montant réel des dépenses affectées à l'assistance aux victimes en 2014-2015 déterminera le montant des fonds portés au débit de la Caisse d'assistance aux victimes et crédités aux recettes.

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2013-2014 (milliers de \$)
2. Recettes non fiscales, suite		
Éducation et enseignement supérieur		
a) Paiement de services	670	616
b) Divers	1 539	1 504
	2 209	2 120
Services à la famille		
a) Allocations spéciales pour enfants - Recouvrements	25 030	20 030
b) Divers	1 757	1 685
	26 787	21 715
Finances		
a) Recouvrement de dépenses antérieures	10 000	5 500
b) Divers	1 400	1 400
	11 400	6 900
Santé		
a) Divers	7 029	7 029
Infrastructure et Transports		
a) Immatriculation des automobiles et des transporteurs routiers et paiement de services	150 500	140 530
b) Municipalités et autres tiers - Recouvrements	4 080	4 080
c) Permis de conduire	19 512	19 512
d) Commission d'appel des suspensions de permis - Paiement de droits	100	100
e) Loyers de diverses propriétés gouvernementales	847	847
f) Divers	1 578	1 572
	176 617	166 641
Emploi et Économie		
a) Municipalités - Recouvrements	1 378	1 378
b) Paiement de services	464	464
c) Aide au revenu - Recouvrements	7 330	7 330
d) Taxe pour l'aide sociale des administrations locales des territoires non organisés	210	210
e) Divers	7 347	9 295
	16 729	18 677

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2013-2014 (milliers de \$)
2. Recettes non fiscales, suite		
Justice		
a) Ville de Winnipeg - Recouvrements	486	486
b) Municipalités - Recouvrements	2 820	2 820
c) Caisse d'assistance aux victimes - Recouvrements	5 886 (1)	5 735
d) Biens en déshérence dévolus à la Couronne - successions non réclamées	50	50
e) Amendes et frais	34 256	34 256
f) Services juridiques	8 689	8 683
g) Divers	5 088	5 919
	57 275	57 949
Travail et Immigration		
a) Commission des accidents du travail - Recouvrements	10 902	10 671
b) Paiement de services	620	620
c) Divers	447	487
	11 969	11 778
Ressources minières		
a) Minéraux - Redevances et paiement de services	4 450	4 450
b) Énergie pétrolière - Redevances et paiement de services	14 411	24 624
c) Divers	3	3
	18 864	29 077
Affaires multiculturelles et Alphabétisation		
a) Paiement de services	19	19
Administrations municipales		
a) Municipalités - Recouvrements	11 580	11 634
b) Paiement de services	1 238	1 119
c) Divers	17	17
	12 835	12 770

1. Représente un montant équivalent à l'autorisation de dépenses prévue pour diverses dépenses affectées à l'assistance aux victimes dans le Budget des dépenses 2014-2015. Le montant réel des dépenses affectées à l'assistance aux victimes en 2014-2015 déterminera le montant des fonds portés au débit de la Caisse d'assistance aux victimes et crédités aux recettes.

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2013-2014 (milliers de \$)
2. Recettes non fiscales, suite		
Tourisme, Culture, Patrimoine, Sport et Protection du consommateur		
a) Archives du Manitoba - Paiement de services	341	347
b) Commission d'appel des accidents de la route - Recouvrements	1 356	1 356
c) Bureau des conseillers des demandeurs - Recouvrements	1 185	1 185
d) Services de communication du Manitoba - Paiement de services	404	404
e) Protection du consommateur - Paiement de services	2 234	2 126
f) Fondation historique de la Baie d'Hudson	835	835
g) Commission de classification cinématographique du Manitoba - Paiement de services	359	359
h) Régie des services publics - Recouvrements	1 334	1 334
i) Office d'enregistrement des titres et des instruments - Redevance	11 000	11 000
j) Publications officielles - Paiement de services	22	50
k) Service de traduction - Paiement de services	160	160
l) Divers	9	114
	19 239	19 270
Urgences diverses		
a) Divers	25	25
Recettes nettes des entreprises publiques		
a) Société manitobaine des alcools et des loteries	575 000	615 055
Organismes de service spécial		
a) Bureau du contentieux civil	-	250
b) Entreprenariat Manitoba	2 500	2 500
c) Centre de technologie industrielle	100	-
d) Office des services financiers du Manitoba	11 800	10 300
e) Organisme chargé de la distribution du matériel	200	200
f) Bureau du commissaire aux incendies	750	750
g) Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd	2 500	2 500
h) Bureau de l'état civil	200	380
	18 050	16 880
Vente de biens gouvernementaux		
a) Divers	25 000	25 000
	1 144 963	1 159 911
Total des recettes non fiscales	1 144 963	1 159 911

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2014-2015 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2013-2014 (milliers de \$)
3. Gouvernement du Canada		
Péréquation	1 749 900	1 799 228
Transfert canadien en matière de santé	1 156 308	1 120 800
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	453 200	442 753
Renouvellement de l'infrastructure	16 900	22 100
Autres		
a) Affaires autochtones et du Nord	100	100
b) Agriculture, Alimentation et Développement rural	50	2 180
c) Enfants et Perspectives pour la jeunesse	90	205
d) Commission de la fonction publique	31	31
e) Conservation et Gestion des ressources hydriques	119	30
f) Éducation et Enseignement supérieur	14 799	14 799
g) Finances	2 320	2 320
h) Santé	4 587	13 649
i) Infrastructure et Transports	9 375	9 431
j) Emploi et Économie	71 606	77 756
k) Justice	12 364	12 265
l) Travail et Immigration	486	10 399
m) Administrations municipales	-	173
n) Tourisme, Culture, Patrimoine, Sport et Protection du consommateur	77	77
o) Urgences diverses	36 625	36 625
p) Services en langue française	425	425
	153 054	180 465
Total des recettes venant du gouvernement du Canada	3 529 362	3 565 346